

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.*

D'AGUESSEAU

ET LES

GENS DE MAINMORTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 Décembre 1933, à 13 h. 30

PAR

Alain de FERRON

JURY... { Président : M. Henri REGNAULT, professeur.
Assesseurs { MM. O. MARTIN, professeur.
GRANDCLAUDE, professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1933

33596



AVERTISSEMENT

Nous avons puisé la plupart des documents concernant cette étude dans les manuscrits de la Bibliothèque Nationale (fonds d'Aguesseau, fonds Joly de Fleury, fonds des matières ecclésiastiques).

Pour le reste nous avons compulsé les ouvrages généraux traitant des biens de main-morte. Aussi nous paraît-il inutile de donner la liste d'auteurs qui sont universellement connus. Nous ne manquons pas d'ailleurs d'indiquer chaque fois qu'il est nécessaire les références les plus complètes.

INTRODUCTION

D'Aguesseau, sa vie, son œuvre législative, ses ordonnances, sa démission et sa mort.

Henri François d'Aguesseau (1668-1751) chancelier de France pendant trente-quatre ans, laissa une œuvre législative considérable dont on retrouve encore de nos jours la plupart des éléments.

Délaissant la politique pure à laquelle il avait été mêlé lors des affaires de Law, le chancelier ne songea plus, en 1727, à son second retour d'exil qu'à réaliser les réformes judiciaires et législatives dont la nécessité lui était apparue de plus en plus urgente.

D'une érudition peu commune, lisant couramment le latin, le grec et l'hébreu, parlant plusieurs langues, il travaillait facilement. Initié à l'étude du droit, sous la direction de son père, l'intendant Henri d'Aguesseau, par la lecture des jurisconsultes romains, il s'était vite assimilé les habiles dispositions des ordonnances royales sans avoir pour cela oublié d'étudier les sages coutumes de nos différents pays.

Servi par une mémoire prodigieuse¹, nul n'était plus qualifié que d'Aguesseau pour mener à bonne fin l'œuvre

1. Falconnet dans ses études sur d'Aguesseau écrit au tome I : « Les pages lues une seule fois, les dates, les documents historiques, les solutions données par les auteurs, il se rappelait tout avec un ordre parfait. »

principale qu'il s'était assignée : réformer la justice, assurer l'uniformité de la jurisprudence, modérer les acquisitions des gens de main-morte.

Aidé par des hommes dévoués, juristes éminents, tels que Joly de Fleury, son successeur au poste de Procureur Général, le lieutenant de police Machault d'Arnouville et le comte Marc Pierre d'Argenson, conseiller d'Etat, plus tard ministre de la Guerre, éclairé par les réponses que les parlements firent à ces questions, d'Aguesseau rédigeait lui-même le texte de ses ordonnances, les retouchant jusqu'à ce que les mots eussent exprimé la plénitude de sa pensée.

Désireux d'aller vite, le chancelier ne suivit pas une méthode rigoureuse, mais publia chacune de ses ordonnances au fur et à mesure de leur achèvement.

En 1731 parut celle sur les donations, en 1735 une sur les testaments. Délaissant alors le droit civil, il publia, en 1737, l'ordonnance concernant le faux et la procédure en règlement de juges, un an plus tard celle sur les règles de la procédure au conseil d'Etat. Il revint au droit civil avec l'ordonnance de 1741 sur les mineurs et de 1747 sur les substitutions, n'oublia pas de publier plusieurs déclarations sur les fonctions des différentes compagnies et termina son œuvre par l'édit d'août 1749 sur les établissements de mainmorte.

Cet ensemble législatif demanda au chancelier la plupart de son temps. Pourtant d'Aguesseau était un homme que les vertus domestiques unissaient fortement aux siens. Mais, loin de le distraire de ses devoirs publics, le dévouement et l'affection qu'il portait à sa famille fut un des motifs de son ardeur au travail

La fortune qui l'avait élevé au plus haut poste du royaume

sembla prendre dans la suite une cruelle revanche en l'accablant dans ses proches .

Les disparitions répétées d'êtres qui lui étaient chers — il perdit successivement sa femme, un fils, sa fille, un petit-fils — lui furent un stimulant dans sa tâche. Il chercha dans ses travaux sinon l'atténuation à sa douleur du moins une raison de survivre, jusqu'au moment où frappé lui-même par la maladie, il se vit obligé de renoncer à ses propres fonctions.

Ne pouvant plus accompagner le roi dans ses déplacements, souffrant d'un asthme qui le fatiguait beaucoup, brisé par des accès de fièvre quotidiens, sentant ses forces s'épuiser, le chancelier prit de lui-même la résolution de se démettre de sa charge.

Il écrivit au roi pour lui demander la permission de se retirer et choisit le comte de Saint-Florentin, secrétaire d'Etat, pour remettre sa lettre à son souverain. Le ministre accompagné des deux fils de d'Aguesseau, vint annoncer à Louis XV l'irrévocable décision de son chancelier (27 nov. 1751). Le Roi, désolé de se voir privé des services d'un homme qui avait mérité toute sa confiance, voulut lui donner un dernier témoignage de son estime en lui laissant le titre et l'honneur de sa dignité avec une pension de cent mille livres.

D'Aguesseau toutefois ne conserva pas longtemps le bénéfice de ces libéralités. Ses souffrances augmentèrent. Partageant ses heures de solitude entre la lecture des poètes et celle de l'Ecriture Sainte, il passa quelque temps à Fresnes, sa propriété de campagne, puis revint à Paris pour ne plus quitter son lit. Ses forces déclinerent brusquement, et le 9 février 1751, il mourait après avoir dicté ses dernières volontés à ses deux fils et à la comtesse de Chastel-

lux, sa fille, rejoignant dans le calme de l'éternité, Anne Lefèvre d'Ormesson, sa compagne auprès de laquelle il voulut être enterré dans le petit cimetière de Passy.

Ses convictions religieuses.

Henri François d'Aguesseau était mort en chrétien comme il avait vécu. Elevé dans une famille profondément attachée à sa foi, il n'oublia jamais au cours de sa longue vie de conformer ses actes à ses convictions religieuses.

Jeune homme, il ne connut pas, comme beaucoup, les heures troubles où les passions éloignent l'âme de Dieu. Marié en 1694 avec une jeune fille de 17 ans, Anne Lefèvre d'Ormesson, qu'il avait choisi lui-même pour être la compagne de sa vie et de ses travaux, il sut faire de son foyer un asile de vertu et de saine gaîté au milieu d'une société dissolue qui ne pensait guère aux sentiments religieux que pour s'en moquer.

En 1700, élevé à l'âge de 32 ans aux hautes fonctions de Procureur général, les honneurs ne troublèrent pas sa modestie. Le contact des plus grands du Royaume, sceptiques ou incroyants, ne le détournèrent pas davantage des pratiques de sa religion.

Quand le chancelier Voysin mourut subitement le 1^{er} février 1717, le duc de Noailles demanda au régent de réserver sa place au procureur général d'Aguesseau que la voix populaire appelait par avance à cette éminente fonction. Sur l'acquiescement du duc d'Orléans, on courut prévenir d'Aguesseau. Celui-ci assistait avec sa femme à l'office de la Chandeleur en la paroisse de Saint-André-des-Arts. Malgré l'appel du Régent, il refusa d'interrom-

dre ses prières et ne se dirigea vers le Palais royal qu'après avoir reçu le pressant avis d'un second messager.

Tel était le chrétien chez d'Aguesseau avant sa nomination au plus haut poste du Royaume, tel il restera pendant les nombreuses années où il assuma les fonctions de Chancelier de France.

La discussion sur la bulle *Unigenitus* dont il avait comme Procureur général été l'adversaire irréductible, les conflits entre jansénistes et molinistes ne troublèrent pas la paix de son âme.

Désireux de mettre fin à des discordes qui, sous le couvert de discussions religieuses, ne tendaient en réalité qu'à des fins politiques, le Chancelier voulut ardemment l'apaisement des esprits et fit publier la déclaration du 5 octobre 1717 qui ordonnait de cesser toutes ces querelles.

La Chancelière partageait les convictions religieuses de son mari. Quand d'Aguesseau dut en janvier 1718, à la suite des intrigues de Law, de Dubois et de d'Argenson, remettre les Sceaux au marquis de la Vrillière, chargé de les recevoir, il accepta sa disgrâce avec une résignation toute chrétienne : « J'ai eu les sceaux sans les avoir mérités, écrivit-il au duc d'Orléans, vous me les ôtez sans que je les aie démerités. » Apprenant cette nouvelle, la Chancelière écouta son mari avec le plus grand calme, l'embrassa, l'encouragea et répondit qu'elle en rendait grâce à Dieu.

Thomas dans son éloge de d'Aguesseau nous apprend que dans sa retraite « la religion, les lois, l'amitié, sa famille, les sciences, les arts, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus doux et de plus sacré sur la terre, occupait et partageait son temps ».

Quand il revint au pouvoir avec sa fortune compromise

par la réduction des rentes sur la Ville, suite de l'effondrement de Law, il ne crut pas nécessaire de prendre à témoin de ses malheurs ses amis et ses proches ni de proférer des imprécations contre son sort.

Ses sentiments intimes apparaissent d'ailleurs dans toutes les lettres qu'il écrivait aux siens lors de chaque événement familial.

Le 20 février 1736, à sa fille Mlle de Fresnes, à propos du prochain mariage de son fils avec Mme Anna Louise François Dupré, dame de la Grange Bleneau en Brie, il adressa ces lignes qui ne laissent aucun doute sur ses convictions religieuses : « Tout ce que je désire c'est qu'il soit heureux et j'ai tout lieu d'espérer, avec la femme qu'il paraît, par tout ce qui s'est passé, que le ciel lui avait destinée. C'est peut-être un effet des prières d'une mère plus digne d'être exaucée de Dieu que son père. Je sais combien elle me manque ici-bas, mais j'ai cette confiance dans sa vertu et la bonté de Dieu, qu'elle y supplée ailleurs encore plus efficacement qu'elle ne pourrait le faire par sa présence... Priez Dieu, ma chère fille qu'il me donne un esprit de force et de soumission entière à ses volontés dont j'ai un si grand besoin... (Lettres inédites de M. le chancelier d'Aguesseau recueillies par Rives.)

Vers la fin de sa vie, en janvier 1749, écrivant à sa petite fille Mlle de Chastellux, qui devait épouser un mois plus tard en février M. le marquis de la Tournelle, il la félicitait d'un établissement où « la conduite de la Providence était clairement marquée », et se réjouissait de savoir qu'elle aurait une belle-mère dont il connaissait la piété si solide.

Ayant vécu très chrétiennement, d'Aguesseau devait mourir dans les sentiments religieux les plus élevés. « Les

souffrances dans lesquelles il passa la dernière année de sa vie n'altérèrent ni sa paix ni son courage. Uniquement occupé de Dieu et de sa famille, sa fin fut digne de sa vie. » (Extrait de l'*Essai sur la vie de Madame de Chastellux*, par sa fille Mme la marquise de la Tournelle.)

Aussi peut-on lire dans le tome premier des *Œuvres complètes du Chancelier d'Aguesseau*, nouvelle édition, à la page XCVI, les lignes suivantes : « On peut assurer que M. d'Aguesseau était un véritable philosophe chrétien ; la religion était le fondement de toutes ses vertus, jamais il ne passa un jour de sa vie sans lire l'Écriture Sainte. Il éprouvait ce qu'on a déjà dit de ce livre, qu'on ne pouvait le lire sans devenir plus vertueux. Convaincu des vérités de la religion, fidèle à tous les devoirs qu'elle impose, zélé pour l'honneur de l'Eglise, affligé de ses malheurs, il répandit autour de lui et parmi tous ceux qui l'approchaient cet esprit de religion dont il était animé. »

Des convictions religieuses si solides ne devaient aucunement le mettre en conflit avec sa conscience dans les devoirs de sa charge. Au cours de sa longue carrière, d'Aguesseau sut toujours accorder ses devoirs envers le Roi avec ceux qu'il devait à Dieu. Aussi commettrait-on une grave erreur en attribuant l'origine de son ordonnance d'août 1749 sur les établissements et gens de mainmorte à un sentiment d'hostilité quelconque envers la Religion catholique ou ses ministres.

Le Chancelier, fidèle aux lois fondamentales du Royaume¹,

1. Voir *Les libertés de l'Eglise gallicane*, rédigées par Pithou, dont d'Aguesseau avait dit : Quoique ces maximes ne sont que l'ouvrage d'un simple particulier, cet ouvrage est si estimé, et son effort si estimable, qu'on l'a regardé comme le palladium de la France, et qu'il y a obtenu une sorte d'autorité plus flatteuse pour son auteur que celle des lois mêmes, puisqu'elle n'est, fondée que sur le mérite et la perfection de son ouvrage. » *Œuvres de d'Aguesseau* édition Pardessus, t. 1, p. 427.

entendait concilier l'exercice du culte et la liberté religieuse avec le droit historique que possédait le Roi d'autoriser ou non l'établissement d'association religieuse et d'en contrôler l'existence.

Henri d'Aguesseau avait une intelligence trop vive, un sens politique bien trop avisé pour ne pas apercevoir les inconvénients qui résultaient de la multiplicité des établissements de mainmorte dont l'existence perpétuelle soustrait les biens aux règles ordinaires des mutations.

Le trésor royal se trouvait frustré des droits qu'il aurait perçus sur un bien ordinaire, d'où préjudice fiscal.

La constitution de vastes domaines inaliénables présentait pour le Royaume d'autres dangers. La politique séculaire de nos Rois avait toujours visé la réunion des grands fiefs à la couronne. Or, les communautés, si elles avaient été libres d'acquérir à titre gratuit ou autrement, auraient pu reconstituer à leur profit de grands domaines, petits Etats dans l'Etat.

L'intérêt particulier des familles elles-mêmes se joignait à celui du Roi pour empêcher que l'influence spirituelle d'établissements religieux puisse agir sur l'esprit des malades en vue de frustrer leurs héritiers naturels d'héritages qui leur étaient dus.

Par un singulier concours de circonstances, à l'entrée de sa carrière judiciaire le jeune avocat général d'Aguesseau prononça le 19 février 1691 son premier plaidoyer devant le Parlement de Paris en faveur des héritiers d'une dame de Vaugermain qui avait institué à leur détriment comme légataires universels les religieuses du Saint-Sacrement.

Cinquante-huit ans plus tard, chancelier depuis trente-trois ans, le même d'Aguesseau, à la fin de sa vie, devait consacrer sa dernière ordonnance aux établissements de

mainmorte dont il entendait limiter l'excessif développement.

Cette ordonnance, monument important de l'ancienne législation, retient l'attention par la gravité de son objet, la netteté de ses règles, la clarté de son style et la vigueur de ses commandements.

Elle constitue en quelque sorte le résumé éloquent de la pensée royale en France sur une question, qui, sous tous nos Rois et à toutes les époques, a préoccupé les esprits.

LA MAINMORTE

Sa définition,

Les Gens de Mainmorte (*manus mortuum*) sont des corps ou communautés dont l'existence perpétuelle soustrait les biens aux règles ordinaires de la mutation des propriétés par décès du propriétaire.

Joly de Fleury, le procureur général, dans son mémoire historique sur l'amortissement¹ écrit avec esprit à propos de la Main morte : « Ce qu'on appelle main morte devrait s'appeler plus tot un corps qui ne meurt jamais. Les auteurs attribuent cette dénomination à ce que de mesme qu'un mort *non amplius moritur*, de mesme le corps, quand tous les particuliers moureraient, existe toujours *immutatum permanet*. »

Les biens de mainmorte, est-il besoin de l'ajouter, sont ceux qui appartiennent aux gens de mainmorte.

Il est bon de noter à ce propos que le terme « gens de mainmorte » ne s'applique pas seulement aux couvents ou communautés religieuses, mais à tout corps perpétuel qu'il soit laïque ou religieux de sorte que l'édit d'août 1749 a une portée générale qu'il ne faut pas oublier.

1. Fonds Joly de Fleury Vol. 1638, pièce 386.

SECTION I

Les gens de mainmorte avant l'ordonnance de 1749

On aurait tort de s'imaginer que le Chancelier d'Aguesseau fit œuvre nouvelle en édictant dans son ordonnance d'août 1749 des règles concernant les établissements des gens de mainmorte.

Dès l'antiquité, la Rome républicaine avait légiféré sur les confréries et associations, et les premiers empereurs ne négligèrent pas davantage de prendre des mesures touchant les congrégations religieuses.

Les Rois de France suivirent ces exemples, et, à maintes reprises, publièrent des ordonnances sur le même sujet.

Aussi d'Aguesseau ne négligea-t-il aucune de ces sources quand il voulut réaliser une législation complète sur les établissements des gens de mainmorte, aussi serait-ce faire œuvre vaine et stérile que d'isoler son édit des textes qui l'ont précédé.

CHAPITRE PREMIER

LA LEGISLATION ROYALE AU MOYEN AGE

Les biens d'église sous les rois francs. — Les spoliations des Carolingiens. — Les donations de l'An Mille. — Les serments.

L'Eglise avait reçu des empereurs romains chrétiens de nombreux et importants privilèges. Constantin notamment lui permit d'acquérir sans limite toutes sortes de biens tant par actes entre vifs que par dispositions testamentaires alors que jusqu'à son règne elle n'avait jamais pu acquérir de biens propres. Allant plus loin, il lui fit don des biens appartenant aux temples païens, constituant ainsi le premier élément de la fortune ecclésiastique.

Dans la suite, les rois barbares ne songèrent pas à restreindre le régime de liberté dont jouissaient les communautés et l'église. Aussi les couvents continuèrent-ils à se développer en nombre et en importance.

Devenus chrétiens, nos rois firent plus et se montrèrent très généreux envers l'Eglise à laquelle ils donnèrent de grands domaines. Les particuliers suivirent l'exemple et se dépouillèrent à leur tour pour faire œuvre pie. Animés d'un zèle religieux ardent, les ecclésiastiques se retiraient du monde, fondaient des monastères dans des lieux éloignés et leur piété faisait de leurs retraites des pèlerinages recherchés.

Personne ne songeait alors à contester aux églises et aux couvents le droit absolu d'acquérir ou de recevoir des libéralités même testamentaires. Les dons étant nombreux, les biens ecclésiastiques s'accrurent démesurément.

L'avènement des rois de la seconde race allait toutefois entraver pour un temps un nouvel accroissement de ces possessions.

Charles Martel fut le premier à porter atteinte à l'intégrité des biens de l'Eglise et son successeur Pépin le Bref suivit son exemple. Non pas que les premiers carolingiens fussent athées, païens, ou aient eu des motifs personnels d'hostilité à l'égard des gens d'église.

Des besoins impérieux seuls déterminèrent leurs agissements. A cette époque les prêtres ou moines, évêques ou curés possédaient, croit-on, le tiers des terres cultivées. Or les maires du Palais, Charles Martel et Pépin le Bref, avaient besoin de consolider leur puissance pour s'assurer le pouvoir royal en obtenant l'adhésion des chefs francs et leur sympathie sinon leur complicité.

Ils se les attachèrent par l'intérêt. C'était un principe absolu à l'époque que le roi pouvait disposer en cas de besoin du patrimoine ecclésiastique¹. Plus puissant que le roi mérovingien, Charles n'allait pas se gêner. Les biens d'église constituèrent un cadeau facile avec lequel, lui et son successeur, récompensèrent les services de leur clientèle.

Evêchés et abbayes furent mis au pillage. L'évêque de Vienne, dit-on, pour ne pas assister au spectacle de son église dépouillée se réfugia dans l'ombre d'un monastère. Non content de distribuer libéralement les biens de l'Eglise entre ses leudes, Charles Martel les installait encore sur les

1. Esmein, *Histoire du Droit français*, page 126.

sièges épiscopaux et cette époque vit des évêques soldats plus occupés à guerroyer et à user des plaisirs de ce monde qu'à s'intéresser au salut de leurs ouailles.

Charles Martel dut à son attitude envers l'Eglise de laisser une fâcheuse réputation dans l'histoire. « Saint Boniface, archevêque de Mayence, l'apôtre de la Germanie, déclara à Carloman et à Pépin que leur père était certainement damné. Quelques années après sa mort, son tombeau fut ouvert à Saint-Denis, on le trouva vide de son corps et on ne vit à sa place qu'un gros serpent, d'autres disent un dragon noir, qui ne pouvait être que le diable. Les moines de Saint-Denis le racontaient à tout venant. Plus d'un siècle après que le héros de Poitiers eut quitté ce monde en 858, le clergé assurait encore à Louis le Germanique, petit-fils du grand capitaine que son arrière-grand-père était en enfer pour avoir donné aux laïcs les biens de l'Eglise¹. »

L'historien Gaillard rapporte que Carloman renonça à l'Austrasie et se retira dans un couvent à Rome pour racheter l'âme de son père et Pépin voulut être enterré à la porte de l'église Saint-Denis, le visage contre terre comme un pénitent « pour expier, dit l'abbé Surger, les usurpations de Charles Martel, son père, sur les ecclésiastiques. »

Les guerres si nombreuses aux viii^e et ix^e siècles furent une autre cause de ces spoliations.

Pour combattre les Sarrazins, les Aquitains, les Alamans les Bavaois ou les Saxons, il fallut de nombreux hommes d'armes. L'Eglise, à cause de ses grands domaines, avait la charge de leur entretien, et ceux-ci, en rémunération de leurs services, occupèrent souvent des biens ecclésiastiques dont ensuite il n'était plus possible de les faire sortir.

1. *Les Origines de la France Contemporaine*, par Frantz Funck Bruntano, p. 286 et 287.

Charlemagne mit dans une certaine mesure terme à ces dépossessions tout en contenant dans de justes limites le domaine de l'Eglise au moyen de quelques précautions prises dans ses capitulaires.

Ses faibles successeurs manquèrent d'autorité pour continuer cette tâche et les biens ecclésiastiques s'accrurent de nouveau tant par les dons généreux des Rois que par ceux des Seigneurs.

Un désir immodéré d'accroître leurs possessions s'empara des religieux. Ils pensèrent alors davantage aux biens temporels et moins au salut des âmes. Ils recherchèrent les donations et usèrent de mille moyens pour obtenir des dons et, une fois obtenus, pour empêcher toutes réclamations ultérieures. Ils imaginèrent de faire prêter aux donateurs et à leurs héritiers de terribles serments pour qu'ils ne pussent revenir sur leurs paroles.

M. Edme de la Poix de Fréminville dans son ouvrage *La Pratique Universelle des Terriers*, paru en 1759, page 126 du tome II, en rapporte un exemple qui paraît présenter les plus grandes chances d'authenticité puisque l'auteur indique sa source.

L'an dix-sept du règne de Louis IV, dit d'Outremer, les religieux du Bourbonnais firent prêter à Aimard, fils d'Aimond, seigneur du Bourbonnais en 953, le serment de ne jamais revenir sur la donation faite par son père « à peine d'encourir la colère de Dieu, d'être foudroyé comme anathème, d'être damné comme Judas, qui a trahi J.-C., de recevoir le même châtiment que Coré, Dathan et Abéron, que la terre ensevelit tous vifs, d'être mis au nombre de ceux qui disent à Dieu : Seigneur, retirez-vous de nous, que pendant tout le temps de sa vie le réfractaire soit accablé de malédictions, soit à la ville soit à la campagne, que ces

reliques soient maudites, que le fruit de son ventre soit maudit et le fruit de sa terre; qu'il soit maudit en entrant, qu'il soit maudit en sortant, que le Seigneur l'afflige de faim, de disette, dans tous les ouvrages de ses mains, jusqu'à ce qu'il soit abattu, et perdu à cause de sa témérité de s'élever contre Dieu en envahissant les choses qui lui sont dédiées, que le Seigneur le frappe de pauvreté, de fièvre maligne et de froid, de chaud, d'air corrompu, qu'il tombe devant ses ennemis et que son cadavre devienne la proie des oiseaux du ciel et des animaux de la terre, que Dieu le frappe d'un ulcère malin, de la galle, qu'il soit couvert de lèpre depuis la plante des pieds jusqu'au sommet de la tête, qu'il passe toute sa vie à se défendre de la calomnie, et qu'il soit opprimé par la violence, et qu'il ne trouve personne qui puisse l'en délivrer, et que tous ses adhérens, et qui se trouveront de son parti soient aussi condamnés et damnés avec lui, et que toutes ces malédictions prononcées et contenues dans la Sainte Ecriture, tombent sur leurs têtes et qu'ils soient effacés de la mémoire des vivans, ainsi soit il, ainsi soit il ainsi soit fait jusqu'à ce qu'ils se soient amendés de leurs fautes, etc.

Cette charte est signée Aimond et Aldesinde sa femme qui l'ont ainsi voulu, et prié qu'ainsi fut : signé Ambert, Hugues, Gérard, Archambaud, ses fils qui y ont consenti : signé Gilbert, Domnon, Elpherit, Robert, Retali, Odon, Tibaut, Gilon, Robert.

Fait et passé publiquement au Chateau de Bourbon au mois de janvier, regnant Louis, l'an 17 de son règne.

L'auteur de la *Pratique des Terriers* ajoute que ce titre a été copié et collationné sur l'inventaire des titres du prieuré de Souvigny, intitulé trésor de Souvigny, fait par les soins de messire Nicolas de Megrigny, prieur de Souvigny en

1650, écrit en velin, représenté par M. l'abbé Pecquet, actuellement prieur dudit prieuré.

En l'an 1000, la croyance unanime en la fin du monde, annoncée par des prédictions erronées accrut l'importance et le nombre de ces donations.

L'excès de ces libéralités, l'avidité des moines, devenus oublieux des vrais principes de l'Eglise, devaient fatalement amener une réaction.

LA REACTION SEIGNEURIALE ET ROYALE

L'indemnité seigneuriale. — L'amortissement royal.

Cette réaction ne prit pas dès le début un caractère agressif. Les établissements ecclésiastiques ne furent pas dépouillés de leurs biens. On n'était plus au temps de Charles Martel, mais la société féodale donnant naissance à un nouveau système fiscal allait frapper les biens de mainmorte au profit du seigneur.

Au moyen âge, les terres se répartissaient en francs-al-leux, fiefs et tenures roturières. Les premiers, les moins nombreux, étaient libres de toutes charges et obligations et leurs possesseurs n'avaient pas d'hommage à rendre au seigneur. Les seconds, concessions accordées à un noble par un seigneur appelé seigneur de fief dont le bénéficiaire devenait le vassal, entraînaient pour les fief-feux des obligations nettement déterminées dont les principales consistaient dans le service militaire ainsi que le service de conseil et de justice. Les dernières concessions de terres se distinguaient également, des fiefs en ce qu'elles étaient tenues par des non-nobles, ne donnaient pas lieu à l'hom-

mage, mais à une prestation annuelle en nature qui portait le nom de cens.

L'Eglise possédait depuis longtemps des biens-fonds qu'elle avait conservés libres de toutes redevances, sortes de francs-alleux ecclésiastiques. Le système féodal qui admettait le franc-alleu ne changea rien à la nature de ces biens, mais des inconvénients graves allaient résulter de l'acquisition par l'Eglise de biens en nature de fiefs ou de tenures roturières.

En devenant vassal d'un seigneur, l'évêque ou l'abbé qui représentait l'Eglise ou le couvent assumaient par le fait même toutes les obligations inhérentes à ce nouvel état, or certaines pouvaient mal convenir à son caractère ecclésiastique, d'où premier inconvénient.

Le second était plus grave car il mettait en conflit l'intérêt de l'Eglise et celui du seigneur.

Dans le système féodal toute vente ou achat de terre donnait lieu à la perception d'un droit au profit du seigneur de fief, droit de vente ou de lods qui était généralement du cinquième de la valeur du bien. En cas d'aliénation à titre gratuit et de succession par décès le seigneur percevait un autre droit dit de relief ou de rachat évalué au revenu d'une année. Fief et tenure roturière étaient soumis aux mêmes droits, toutefois les tenures roturières donnaient lieu à un troisième profit pour le seigneur à l'occasion de la prise de possession du nouveau censitaire, c'est ce que l'on appelait l'ensaisinement.

On comprend facilement que le seigneur tenait la main à ce qu'aucune transmission de bien ne puisse échapper au paiement des droits dont il profitait. Quand l'acquéreur ou l'héritier était un particulier, aucune difficulté, le seigneur percevait ses profits au moment du changement

de bénéficiaire et plus tard il percevait de nouveaux droits à chaque nouvelle transmission, mais si le fief ou la censive (terme par lequel on désignait toute tenure roturière ou servile) entraient dans le patrimoine d'une communauté ou d'une église, le seigneur féodal se trouvait lésé dans ses intérêts matériels directs. Plus de droit de lods ou de vente dans l'avenir puisque c'était une règle absolue que les établissements ecclésiastiques ne pouvaient aliéner les biens qu'ils avaient acquis; plus de droits de relief ou de rachat non plus, puisque l'Eglise, personne morale, ne mourrait jamais.

Sans aller jusqu'à interdire toute acquisition aux gens de mainmorte, il fallait donner satisfaction aux plaintes légitimes des seigneurs. La coutume féodale ingénieuse construisit trois systèmes¹.

Dans le premier, l'établissement de mainmorte pouvait provisoirement acquérir, mais devait s'en défaire dans un temps strictement limité au profit d'une personne privée; de sorte qu'en définitive les gens de mainmorte jouissaient en fait non du bien en lui-même mais de sa valeur. Si dans l'an et le jour, l'établissement n'avait pas mis le bien hors de ses mains, le seigneur possédait le droit de commise, c'est-à-dire celui de s'emparer du fief ou de la censive.

Saint Louis rappela ce système à plusieurs reprises, notamment dans une lettre aux bourgeois de Tournay, en l'année 1235.

Le second procédé, très ingénieux, avait pour but de faire disparaître l'inconvénient de la perpétuité de la personne morale. Il consistait à placer fictivement la tenure acquise

1. Voir Esmein, *Histoire du droit français*, page 270.

par l'église ou la communauté sur la tête d'une personne vivante et mourante. A son décès, les droits de rachat et de relief étaient alors perçus au profit du seigneur comme si le propriétaire réel avait été cette personne vivante. Ce système eut une assez grande vogue puisque certaines coutumes comme celles de Bretagne en firent l'application pendant toute la durée de la monarchie.

Enfin plus tard devait naître un troisième et dernier système qui, adopté dans presque toutes les provinces, amena progressivement la disparition quasi-totale des deux précédents.

Le seigneur acceptait que la tenure devint bien de mainmorte et échappât ainsi à tout droit futur de transmission, mais en compensation il imposait à l'établissement de mainmorte le versement une fois pour toutes d'une certaine somme, sorte de rachat forfaitaire des droits éventuels dont il aurait pu espérer le profit si le bien avait été acquis par une personne vivante.

Telle fut l'origine de l'indemnité au profit du seigneur. Cette indemnité n'était d'ailleurs pas due seulement au seigneur direct. La hiérarchie féodale ne comprenait pas qu'un vassal et un seigneur. Ce même seigneur, la plupart du temps, était vassal d'un plus puissant qui, lui-même, rendait hommage à un comte, à un duc ou au roi. Tous ces seigneurs avaient droit aux lods et ventes, rachats et reliefs et, par conséquent, exigèrent eux aussi d'avoir part à l'indemnité.

C'est ce que constate M. de Laurière quand, annotant les établissements de Saint Louis, il explique que les gens de mainmorte ne mourant pas et ne vendant pas, le seigneur ne pouvait de droit être contraint de perdre les lods et ventes et ses rachats ou reliefs. Et quand le seigneur

l'aurait voulu, il ne l'aurait pu parce qu'en consentant de perdre ces droits, il aurait diminué ou abrégé son fief, au préjudice de son seigneur, à qui les mesmes droits de lods et ventes et reliefs auraient été dévolus et ainsi de seigneur jusqu'au roi, comme souverain fiefueux.

Saint Louis d'ailleurs reconnut aux seigneurs le droit d'indemnité quand, en 1261, il confirma les mathurins de Paris dans la possession des biens qu'ils avaient acquis, tout en exigeant d'eux le paiement d'une certaine finance aux seigneurs pour obtenir leur adhésion à ces acquisitions.

Avec l'indemnité seigneuriale, le Roi ne profitait des versements imposés aux établissements de mainmorte qu'en sa qualité de seigneur pour les fiefs qui dépendaient de lui directement ou indirectement. C'était en définitive exceptionnel. Les légistes aidèrent le Roi à développer le système à son profit.

Le Roi fut considéré comme souverain fiefueux de son royaume et les barons comme tenant tous leurs droits de la couronne. Dès lors le roi en sa qualité de seigneur fiefueux le plus élevé pouvait percevoir un droit sur chaque acquisition qu'elle fasse partie ou non de son domaine royal propre.

L'ordonnance de Philippe le Hardi de l'année 1275, ordonnance dite du parlement de Noël ou de la Toussaint, fut la première qui codifia en règles précises le droit d'indemnité au profit du roi, droit qui prit alors le nom d'amortissement.

Cette ordonnance, il est très important de le noter, n'était pas d'ailleurs dans l'esprit du roi destinée à porter un coup fâcheux aux acquisitions de l'Eglise Elle n'émanait pas davantage d'un prince, ennemi de la religion, elle avait un but diamétralement opposé comme l'indique

les premiers mots : « Ecclesiarum utilitatiae subsectorum quieti providere volentes deliberatione provida prece-dentes. In forma que sequitur duximus ordinandum. »

Ces dispositions étaient en effet faites pour l'utilité de l'Eglise et pour le repos de ses sujets puisqu'elles confir-maient les possessions acquises moyennant des versements ou indemnités variables suivant qu'il s'agissait d'acqui-sitions ou d'aumônes.

Toutefois le Roi renonçait à son droit d'amortissement pour les terres qui avaient été déjà amorties par trois seigneurs médiats sans compter celui qui avait donné ou vendu aux églises et permettait à certains barons impor-tants d'amortir définitivement sans avoir besoin de remon-ter jusqu'à lui.

Cette ordonnance était fort libérale, puisqu'en somme elle laissait aux établissements religieux les biens qu'ils possédaient et n'interdisait que d'acquérir de nouveaux biens qui ne fussent pas amortis.

Il faut avouer que ces prescriptions durent être assez mal observées puisque Philippe le Bel fut obligé d'en faire d'autres sur le même sujet en 1291, consentant encore à ne pas obliger les églises à se dessaisir des biens qu'elles avaient acquis sans amortissement moyennant le paiement du revenu de quatre années.

Dans la suite, plusieurs ordonnances dues à l'initiative de nos rois confirmèrent la nécessité d'amortir les nou-velles acquisitions en augmentant toutefois le taux des redevances (ordonnances de Philippe le Long de 1320 et de Charles IV dit le Bel en 1324 (*Ordonnances du Louvre*, vol. 1, p. 786).

Les légistes et l'amortissement royal.

Au ^{xvi}^e siècle le droit d'amortissement changea de nature. Il ne s'agit plus d'un droit seigneurial exercé par le Roi comme le plus haut seigneur féodal, mais d'un droit imposé par le Roi en vertu de ses prérogatives royales.

Les légistes qui, depuis Pierre Flotte¹ et Guillaume de Nogaret² travaillaient patiemment à former l'image de la royauté sur le modèle impérial puisèrent dans le droit romain, à l'encontre des établissements de l'Eglise, les principes de soumission au pouvoir temporel qui ne pouvaient que plaire à des rois qui entendaient être empereurs en leur royaume.

Ils assimilèrent les congrégations religieuses aux collégiales de l'ancienne Rome qui, sous la république, ne pouvaient exister qu'en vertu d'une loi ou d'un sénatus-consulte et, sous l'empire, d'un sénatus-consulte ou d'une constitution impériale. Ils pensèrent que le Roi pouvait agir de même et autoriser ou non les nouveaux établissements. Il faudra toutefois attendre les ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles pour voir l'ordonnance de 1666 et l'édit de 1749 mettre ces principes en application. Au ^{xvi}^e siècle, la législation royale n'imposera la nécessité de l'autorisation royale que pour en faire découler une source de profits pécuniaires.

Puisque les légistes avaient posé, comme une règle établie depuis l'avènement de la monarchie, que les ecclé-

1. Pierre Flotte, chancelier de Philippe le Bel en 1295, célèbre par ses démêlés avec le pape Boniface VIII, fut tué à la bataille de Courtrai contre les Flamands en 1302.

2. Guillaume de Nogaret, légiste du ^{xiii}^e siècle, d'abord professeur de droit à Montpellier, seconda activement Philippe le Bel dans sa lutte contre Boniface VIII qu'il arrêta dans Agnani. Il mourut, croit-on, vers 1313.

siastiques ne pouvaient sans autorisation acquérir des immeubles, il appartenait au roi et à lui seul de déroger à la règle et d'autoriser ces acquisitions, mais il le ferait moyennant le versement d'un droit de finance qui serait la compensation de l'autorisation accordée. Tel fut le sens de l'amortissement royal dans son plein développement.

M. Esmein écrit à ce propos : « D'après cela il était facile d'expliquer comment l'amortissement était nécessaire désormais pour les acquisitions d'alleux comme pour celles des tenures féodales et en même temps l'amortissement royal passait au premier plan; l'indemnité due par l'établissement au seigneur direct n'en était que la conséquence et l'accessoire ».

François I^{er} en 1520 et 1522 publia des mesures concernant les amortissements et moyennant le versement de sommes importantes pour l'époque accorda un amortissement général au diocèse de Paris et au clergé du duché de Bourgogne.

Toutefois aucune entrave n'était apportée directement à la faculté d'acquérir des immeubles. Le roi qui aurait du vérifier l'utilité ou les inconvénients de l'acquisition se contentait de percevoir le droit d'amortissement. C'était un impôt sur les acquisitions des gens de mainmorte, ce n'était en aucune façon un contrôle. Aussi, moyennant le versement d'une indemnité au seigneur et d'un droit d'amortissement ou profit du Roi, les établissements purent-ils acquérir n'importe quel bien-fonds.

CHAPITRE II

MODIFICATION DE L'ETAT D'ESPRIT

L'influence de la Réforme. — Les idées mercantiles.

L'esprit public devenait pourtant moins favorable aux établissements religieux. La réforme avait dégagé le pouvoir civil de l'emprise du clergé en assurant le respect de la liberté de conscience.

L'influence des religieux, combattue par les ministres de la religion réformée, se faisait moins sentir et le chancelier de l'Hospital devait essayer de réformer certains abus qui s'étaient introduits dans maints couvents.

Au même moment, pendant deux siècles les principaux hommes d'Etat étaient imbus des idées mercantiles qui n'étaient pas précisément favorables aux hommes d'Eglise.

Pour les mercantilistes l'or et l'argent étaient le signe et la mesure même de la richesse des Etats. A ce titre seul le commerce extérieur méritait d'être favorisé parce qu'il enrichissait le pays. L'exemple de l'Espagne retirant du Nouveau Monde des richesses fabuleuses, avait montré la voie où il fallait s'engager. Les peuples ne pensaient qu'à commercer avec le voisin pour lui ravir ses monnaies précieuses, mais aucun ne songeait que, le commerce n'étant qu'un échange, l'appauvrissement des autres Etats entraînerait fatalement la diminution puis l'arrêt de tout échange international.

Les économistes les plus distingués se faisaient les propagandistes enthousiastes de cette doctrine. Savants, philosophes emboîtaient le pas. Montaigne apporta l'autorité de ses écrits. François Bacon, chancelier d'Angleterre et philosophe, professait les mêmes idées. Colbert n'eut pas de plus ferme dessein que d'empêcher, par des mesures protectrices, l'introduction en France des marchandises étrangères, tandis qu'il favorisait le plus possible le commerce extérieur par des primes à la marine, et l'octroi de monopoles aux compagnies de commerce et de navigation.

Un tel état d'esprit ne pouvait manquer d'avoir une influence au moins indirecte sur la situation des gens d'église et des communautés. Si, seuls étaient profitables au Royaume, les manufacturiers qui produisaient pour l'étranger et les exportateurs qui commerçaient avec les nations voisines, combien devaient apparaître inutiles ces hommes qui, renfermés dans leurs monastères, n'apportaient pas leur contribution dans l'accroissement des richesses du pays. Aussi Colbert ne cachait-il pas son hostilité envers les gens de robe et les moines qu'il considérait tous comme gens improductifs, vivant sur le commun.

Pour employer une expression dont devaient se servir plus tard les Physiocrates à l'égard de tous ceux qui ne s'adonnaient pas à l'agriculture, les communautés apparaissaient comme des « classes stériles » dont il y avait lieu de modérer le nombre et l'importance.

L'ordonnance d'Orléans de 1560 fut la première à condenser un certain nombre de règles destinées à réformer les abus dont certains couvents étaient le théâtre. Trop souvent les biens destinés aux pauvres étaient dilapidés. L'ordonnance prescrivit que les biens des communautés fussent par priorité affectés à l'entretien des écoles et

aumônes des plus proches villes (art. X). Quelques années plus tard l'ordonnance de Moulins revint sur le même sujet.

L'ordonnance de Blois alla plus loin, rappela la règle fondamentale qu'aucun établissement ne pouvait être formé sans l'ordre du Roi ou sa permission et ne craignit pas de défendre expressément toute confrérie¹ qui ne se serait pas soumise à cette formalité :

« Suivant les anciennes ordonnances des Rois nos prédécesseurs, nous avons défendu, et défendons toutes confrairies des gens de métier, et artisans, assemblées et banquets, et sera le revenu des dites confrairies employé tant à la célébration du Service Divin, selon l'Ordonnance qui en sera faite par l'Evêque diocésain, qu'à la nourriture des pauvres du métier et autres œuvres pitoyables. » (Art. 37).

L'action de Louis XIII

Malgré la volonté royale, les biens ecclésiastiques s'accroissaient, car le versement des droits d'amortissement était en somme peu de chose comparativement à la valeur des biens acquis.

Le roi Louis XIII cependant n'osa pas plus que ses prédécesseurs déclarer nulles les acquisitions faites sans son consentement. Dans le but de faire rentrer de grosses sommes dans le trésor royal, il se contenta de publier une première déclaration le 7 janvier 1640 et une seconde le 13 juin 1641 sur les droits d'amortissement, confirmant au surplus à cette occasion les gens de mainmorte dans leurs possessions.

1. On nomme Confrérie, l'association de plusieurs personnes pour quelque dévotion particulière, *Gouvernement des paroisses*, par Potier de la Germondaye, 1777.

Le 16 août 1641, le Roi passa contrat avec le clergé assemblé à Mantes et moyennant forte finance « amortit toutes et chacunes les terres, domaines et héritages, fiefs, cens et rentes non rachetables, droits, profits et émoluments dont ils jouissaient pour lors à cause de leurs bénéfices en quelque sorte et manière que ce soit, sans que, pour raison d'iceux, ils puissent être à l'avenir inquiétés ni recherchés ni tenus de bailler aucune déclaration, payer finance pour le droit d'amortissement ni pour tous autres généralement quelconques pour les biens ecclésiastiques qu'ils possèdent présentement, ains en demeureront affranchis et exempts et jusqu'à cette fin toutes lettres d'amortissement en seront fournis et délivrés aux dits ecclésiastiques. »

Il fallut attendre le règne de Louis XIV pour voir celui qui avait, après la mort de Mazarin, réunit tous les pouvoirs entre ses mains, légiférer sur cette grave question par une ordonnance toujours en vigueur à l'époque où d'Aguesseau devint chancelier.

CHAPITRE III

LOUIS XIV ET LES GENS DE MAINMORTE

L'Ordonnance de 1666

Cette ordonnance, où se reconnaît l'influence de Colbert, n'est pas divisée en articles, mais comporte toutefois plusieurs parties que l'on peut distinguer.

Dans une sorte de préambule le Roi rappelle la règle fondamentale du Royaume qui oblige tout nouvel établissement désireux de se fonder à obtenir l'autorisation royale par lettres patentes scellées du grand sceau tout en faisant observer que pendant sa minorité cette règle n'a pas été observée par suite de la connivence et de la négligence des officiers royaux « de sorte qu'en beaucoup de lieux les communautés tiennent et possèdent la meilleure partie des terres et des revenus, et qu'en d'autres elles subsistent avec peine pour avoir été insuffisamment dotées ».

La première partie ordonne l'observance de cette règle : « Nous avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît, qu'à l'avenir il ne pourra être fait aucun établissement de collèges, monastères, communautés religieuses ou séculières, même sous prétexte d'hospices en aucune ville ou lieux de notre Royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance sans permission expresse de nous, par lettres patentes bien et dument enregistrées en nos cours de parlement... »

La seconde édicte les sanctions encourues par l'établissement qui ne se serait pas conformé à ces règles : « Nous déclarons dès à présent comme pour tous, l'assemblée qui se fera sous ce prétexte être illicite, faite sans pouvoir, et au préjudice de notre autorité et des lois du Royaume » d'où les conséquences : les prétendues communautés seront incapables d'estimer en jugement, ne pourront recevoir aucun don ou legs de meubles ni d'immeubles et toutes dispositions faites en leur faveur seront nulles et de nul effet et les choses acquises par elles ou données confisquées au profit des hôpitaux.

Pour compléter ces dispositions et en assurer l'efficacité, l'ordonnance défend aux archevêques, évêques, vicaires généraux de prêter leur assistance à l'établissement de ces communautés illicites, fait la même défense aux magistrats des villes où elles voudraient s'établir et ordonne la dissolution des communautés illicites et le renvoi des religieuses et religieux dans d'autres monastères du même ordre.

Si les évêques, vicaires généraux ou magistrats municipaux avaient concouru personnellement à cette fondation, ils étaient personnellement tenus des dettes de cette soi-disant communauté.

Enfin, statuant pour l'avenir, le Roi révoquait toute autorisation, même donnée par lettres patentes antérieures, et obligeait toutes les communautés même établies depuis trente ans à représenter les lettres-patentes d'autorisation; les officiers royaux devaient établir un inventaire des monastères et communautés fondés sans autorisation et le faire parvenir au chancelier Séguier.

Le Roi n'exceptait de ces rigoureuses dispositions que les séminaires des diocèses et terminait son édit par la formule

« Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenans notre cour de parlement de Paris, que ces presentes ils aient à enrégistrer, et tout le contenu en icelles garder et observer inviolablement dans l'étendue du ressort de notre dite cour sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière, car tel est notre bon plaisir; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. »

Cet édit porte en finale la signature du lieu où il est donné, Saint-Germain-en-Laye, le mois, au mois de décembre, l'année du calendrier, l'an de grâce mil six cent soixante six, celle du règne, le vingt quatrième, mais n'indique pas conformément à l'usage, le jour même de la signature. La signature du Roi est suivie de celle d'un secrétaire : de Guénégaud, et du visa du chancelier Séguier.

Dans la pensée du Roi Louis XIV, cet édit devait mettre un terme aux agrandissements des biens de mainmorte. Il n'est pas douteux, d'ailleurs, qu'il aurait atteint son but s'il avait été bien observé, mais l'habileté des gens de mainmorte, la négligence aussi des officiers royaux, et la complicité des archevêques et évêques rendirent inopérantes ces fermes dispositions.

Se rendant compte à son tour de l'importance pour le royaume de cette question, le chancelier d'Aguesseau y porta une sérieuse attention. De ses réflexions devait sortir l'ordonnance d'août 1749 sur les établissements et gens de mainmorte qui constitue sur ce point le monument le plus important de toute l'ancienne législation royale.

DEUXIÈME SECTION

D'Aguesseau et les gens de mainmorte

CHAPITRE IV

SA PLAIDOIRIE DANS L'AFFAIRE DES HERITIERS DE MADAME de VAUGERMAIN

Les sentiments personnels de d'Aguesseau sur les acquisitions des gens de mainmorte n'étaient pas ignorés de ses contemporains.

A peine nommé avocat général au parlement de Paris, il prit la parole au cours d'un procès que les héritiers *ab intestat* de Mme de Vaugermain intentaient contre les religieuses du Saint-Sacrement à l'occasion d'un legs universel que leur parente avait consenti à cette communauté.

Cette dame de Vaugermain devenue veuve s'était installée chez les religieuses du Saint-Sacrement où sa fille était entrée en profession. A sa mort on trouva quatre testaments, les trois premiers en faveur des héritiers *ab intestat* de la décédée, le quatrième et dernier en faveur des religieuses.

Dès l'exorde, l'avocat général d'Aguesseau se pose comme un chrétien respectueux des communautés religieuses mais également soucieux de l'intérêt des familles et de celui de l'Etat.

Dans un exposé, admirable de simplicité et de netteté, d'Aguesseau situe les plaideurs : « Toutes les parties qui paraissent dans votre audience semblent également dignes de la faveur des lois et de la protection de la justice. Des héritiers présomptifs auxquels la nature et la loi avaient donné de justes espérances d'une succession future se plaignent aujourd'hui d'en avoir été privés non par la volonté de la testatrice mais par le crédit et l'autorité de ceux qui ont abusé de la faiblesse de son esprit au cours de sa dernière maladie pour la porter à laisser en mourant une loi si injuste et si odieuse à sa famille. De l'autre côté, une communauté religieuse que ce nom seul semble devoir exempter des moindres soupçons de suggestion et d'artifice, un monastère que son institution distingue entre toutes les communautés ecclésiastiques, demande l'exécution d'un testament qu'il prétend être l'œuvre d'une parfaite liberté. Le public même n'est pas moins intéressé dans la décision de cette cause que les particuliers ; les héritiers soutiennent que la justice doit s'opposer à ces dispositions universelles qui tendent à enrichir les monastères des dépouilles des familles. »

D'Aguesseau expose les arguments des héritiers, qui opposent à la délivrance du legs l'incapacité générale des communautés de recevoir des dons à titre universel, et l'avocat général de vingt-deux ans traite la question avec une érudition surprenante pour tous ceux qui entendaient un aussi jeune orateur.

« Un legs universel dont une communauté religieuse demande la délivrance, forme la principale question, et la plus grande difficulté de cette cause. On soutient que les légataires portent avec elles une double incapacité qui les rend indignes de la libéralité de la testatrice : incapa-

cité générale et commune à toutes sortes de communautés qui résulte du titre même et de la qualité des religieuses; incapacité particulière aux religieuses du Saint-Sacrement, que l'on prétend fonder sur l'autorité des ordonnances et sur la disposition de la coutume. »

Rappelant alors la jurisprudence romaine, il expose que les jurisconsultes crurent pendant longtemps que les collèges, les villes et les universités étaient incapables de recevoir des dispositions particulières ou universelles et il cite l'exemple du roi Attalus qui, ayant institué le peuple romain comme son héritier, n'eut son legs validé que par l'intervention du sénat.

Ensuite, ajoute-t-il, avec les empereurs Adrien et Marc-Aurèle on a autorisé les legs particuliers puis les dispositions universelles aux compagnies approuvées par les lois. Constantin étendit la même faveur aux  glises des chrétiens et donna même aux particuliers l'autorisation de laisser en mourant leurs biens aux  glises, mais les abus se produisirent : « L'Eglise rougissait de l'avidité de ses ministres. Les empereurs Valens et Valentinien essayèrent d'arrêter le progrès de ce désordre, en défendant aux veuves, aux pupilles, aux diaconesses de disposer de leurs biens, meubles ou immeubles, par donations entre vifs ou par donations testamentaires en faveur des ecclésiastiques. Théodore réduisit la prohibition de cette loi aux seuls immeubles et aux donations à cause de mort. » Les empereurs Marcien et Justinien favorables à l'Eglise rétablirent les libertés accordées par Constantin et les abus se renouvelèrent.

Passant au droit français, d'Aguesseau rappela que Charlemagne fit défense aux ecclésiastiques de recevoir les biens au préjudice des parents et proches héritiers et arrivant aux décisions du parlement, le jeune avocat général continua :

« Vos arrêts ont suivi cette ancienne loi du royaume. Vous avez toujours tenu pour maxime, que ces dispositions universelles, contraires aux droits du sang et de la nature, qui tendent à frustrer les héritiers d'une succession légitime sont en elles-mêmes peu favorables; non que ce seul moyen soit peut-être suffisant pour anéantir un tel legs jusqu'à ce qu'il ait plu au Roi d'en faire une loi expresse; mais lorsqu'il est soutenu par les circonstances du fait ; lorsque l'on voit une communauté riche et opulente préférée à des héritiers pauvres et dignes de la libéralité du testateur, lorsque la donation est immense, qu'elle est excessive, qu'elle renferme toute la succession, et que d'ailleurs le testateur n'est point un ecclésiastique qui ait voulu donner le nom spécieux de donation gratuite à ce qui n'était peut-être qu'une restitution légitime; dans toutes ces circonstances la justice s'est toujours élevée contre ces actes odieux; elle a pris les héritiers sous sa protection; elle a cassé ces donations inofficieuses, excessives et contraires à l'utilité publique. Telles sont les maximes que vos arrêts ont établis. »

Ces paroles faisaient prévoir les conclusions de d'Aguesseau. Elles furent celles que la cour attendait. Après avoir démontré que le changement d'attitude de la testatrice à l'égard de ses héritiers ne pouvait provenir que de son état de dépendance vis-à-vis de la communauté, d'Aguesseau concluait : « Réunissons toutes ces circonstances et comparons tous ces différents faits. Une femme, âgée de plus de soixante-seize ans, meurt dans un monastère après y avoir demeuré près de vingt années, c'est une mère dont la fille est religieuse dans ce couvent, qui a mérité par ses donations le titre de bienfaitrice, qu'on a engagée, par ce nom spécieux à passer le reste de ses jours comme religieuse pour

le spirituel, comme membre de la communauté; c'est une testatrice dont le corps, l'esprit et les biens étaient dans la puissance et sous l'autorité de celles qu'elle avait fait ses légataires universelles; qui, après avoir marqué par trois testaments consécutifs une volonté persévérante en faveur de ses héritiers, change tout d'un coup de sentiment trois semaines avant sa mort dans un temps où la vieillesse, la maladie et l'extrême dépendance dans laquelle elle avait vécu vis-à-vis des religieuses ne lui laissaient qu'une très petite liberté d'esprit.» Et ajoutant que la loi du Royaume avait défendu les donations au profit des tuteurs, curateurs, administrateurs, que les arrêts du parlement avaient étendu la même incapacité aux maîtres et médecins, rappelé un arrêt de l'année 1658 qui avait déclaré nulle une donation faite par une fille séculière à un monastère à la condition d'y demeurer en qualité de bienfaitrice, il ajoutait : « Soit que les biens de la testatrice soient aussi considérables que les héritiers le prétendent soit que la succession soit aussi modique que les religieuses le soutiennent, la cause des héritiers est toujours également favorable; » si le legs est considérable, « pourrait-on souffrir qu'une communauté religieuse profitât d'une succession si considérable et l'immensité de ce legs ne serait-elle pas un moyen « suffisant pour en établir la nullité ». Si, au contraire, le legs est de peu d'importance comme le soutiennent les religieuses « doivent-elles envier ce petit avantage à des héritiers légitimes ».

La conclusion s'imposait « la faveur des héritiers, la qualité des religieuses, l'immensité de la donation, la loi du Royaume, l'utilité publique et particulière, toutes les maximes du droit, toutes les circonstances du fait s'opposent à la demande que l'on forme du legs universel ».

Ce plaidoyer fit une forte impression sur la Cour et Denys Talon, alors bien vieux, et qui avait été lui-même avocat général, dit à quelques conseillers : « Je voudrais finir comme ce jeune homme commence ». Lamoignon, son collègue, lui prédit même qu'il serait un jour chancelier.

D'Aguesseau entraîna l'opinion du Parlement qui refusa la délivrance du legs universel réclamé par les religieuses du Saint-Sacrement dans son arrêt du dix-neuf février mil six cent quatre-vingt onze (voir *Journal des audiences*, tome IV de l'édition de 1733, liv. VI, chap. XI).

Les déclarations de 1738 et 1739 pour les pays de Flandre et de Metz.

D'Aguesseau, qui, à son entrée dans la carrière de magistrat, avait aperçu le danger que présentait pour l'Etat et les familles l'action des gens de mainmorte ne devait pas l'oublier quand il fut à la tête de la chancellerie.

Ayant remarqué qu'une foule de communautés avaient été établies sans l'octroi de lettres patentes et que certaines d'ailleurs manquaient de ressources pour vivre, il eut l'idée d'essayer d'en diminuer le nombre par des suppressions ou d'autres moyens.

En 1727 se réunit une commission composée mi-partie de prélats, mi-partie de conseillers d'Etat dont la mission consista à dresser la liste des établissements qui pouvaient être supprimés ou rattachés à des couvents du même ordre. Un grand nombre d'arrêts du conseil du Roi saisi du rapport de cette commission sanctionna les propositions et supprima ou rattacha quelques communautés.

Sous l'inspiration directe du Chancelier revenu depuis

quatre ans à la tête de la chancellerie des mesures plus décisives allaient être prises¹.

Une déclaration royale du 18 mai 1731 visa les acquisitions des gens de mainmorte faites depuis 1696 sans avoir acquitter les droits d'amortissement et enjoignit aux communautés de vider leurs mains de ces biens-fonds dans le temps d'une année.

Quelques années plus tard, le 9 juillet 1738, d'Aguesseau adressa au Parlement de Flandre une déclaration du Roi pour les Pays-Bas français, concernant les établissements des gens de mainmorte.

Ce Parlement, ayant cru de son devoir de faire des remontrances au sujet de cette déclaration, le Chancelier s'efforça de donner tout apaisement aux magistrats par les explications qu'il adressa au Président dans une de ces lettres courtoises dont il avait le secret.

Il rappelait la défense absolue portée par les lois de Flandre de faire aucun acte translatif de propriété en faveur des gens de mainmorte sans lettres d'octroi et en déduisait que les contrats de constitution de rente emportant une véritable aliénation des biens du débiteur jusqu'à concurrence du montant en capital de cette rente devaient eux aussi être soumis aux mêmes règles.

Toujours fidèle à son désir de protéger les familles dans leurs biens, le chancelier ajoutait : « Le véritable intérêt du commerce est de conserver le patrimoine des familles sans l'aliéner ni l'hypothéquer à des gens de mainmorte... et c'est pour toutes ces raisons que l'arrêt du conseil du 12 juillet 1729, en exemptant des droits d'amortissement les rentes sur les corps des villes et l'Etat, y a assujetti les

1. Voir une lettre du chancelier au parlement de Besançon, *Œuvres de d'Aguesseau*, édition Pardessus, tome 13.

rentes constituées et qu'il y a compris nommément dans cette disposition les hôpitaux et autres établissements de charité. » (Lettre du 24 octobre 1738, *Œuvres de d'Aguesseau*, édition Pardessus.)

La situation des biens situés en Flandre appartenant aux gens de mainmorte préoccupa encore d'Aguesseau qui, le 18 mai 1739, donna son avis au procureur général du Parlement de Flandre sur les demandes en nullité de fondation de nouveaux établissements faits sans l'autorisation du Roi et de donations ou acquisitions d'immeubles acceptées sans lettres d'octroi.

Il fait une distinction entre les demandes antérieures à la déclaration royale du 18 mai 1731 sur les amortissements et les acquisitions postérieures. Dans un juste souci d'équité, il indique que le Roi pourra confirmer dans leurs possessions ceux qui n'ont pas été l'objet de demande en nullité avant la déclaration de 1731, mais que pour ceux qui l'ont été après, ils doivent être jugés suivant les lois auxquelles ils ont contrevenu.

Il faut insister à ce sujet sur l'habileté de d'Aguesseau vis-à-vis des Parlements. Jamais il ne les heurte de front. Pour leur faire accepter les ordres du Roi, il ne brandit pas les sanctions.

D'une famille de robe, sorti lui-même des rangs de ces compagnies, le chancelier conservait une haute estime pour les gens du Parlement dont il appréciait le savoir, l'honorabilité et les services rendus au pays. Au lieu d'envoyer des lettres de jussion en réponse à leurs observations ou à leurs remontrances, il préférait les convaincre de la justesse de ses vues par l'exposé détaillé de ses arguments. Pour finir, il ne manquait pas d'user de formules où il se plaisait en ménageant leur susceptibilité à rendre leur

soumission plus aisée. « Vous voyez par là combien j'entre dans l'esprit de votre compagnie; j'aurai toujours la même attention à tout ce qu'elle croira devoir me représenter pour le bien public et à lui donner des marques de la parfaite considération avec laquelle je suis... »

Un an après, d'Aguesseau adressa au Parlement de Metz des lettres patentes en forme de déclaration qui, tout en confirmant les dispositions de l'édit de 1666, les complétaient par une série de mesures analogues à celles qu'il avait prises pour le pays de Flandre.

La déclaration de 1743 pour les colonies françaises de l'Amérique.

Ainsi peu à peu d'Aguesseau qui voulait rendre exécutoire dans toute la France la nouvelle législation sur les biens des gens de mainmorte atteignait son but.

Les Flandres d'abord, le pays Messin ensuite. Il songe au reste de la France, mais l'application de ces principes apparaît urgente dans les colonies et alors voici une déclaration du Roi donnée à Versailles le 25 novembre 1743 concernant les ordres religieux et gens de mainmorte aux colonies françaises de l'Amérique.

Le préambule est tout entier à citer, car, six ans plus tard, celui de l'édit d'août 1749 en reprendra les mêmes idées, rappelant les mêmes raisons de légiférer : l'oubli des anciennes ordonnances limitant les acquisitions des gens de mainmorte et l'intérêt public à ne pas laisser hors du commerce des biens trop considérables.

« LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verrons, SALUT. Les progrès de la Religion ont toujours

fait le principal objet des soins que les Rois nos prédécesseurs ont pris et des dépenses qu'ils ont faites pour l'établissement des colonies de l'Amérique, et c'est dans cette vue qu'ils ont cru ne pouvoir trop accorder de privilèges à ceux qui se sont destinés à y porter les lumières de la foi. Depuis notre avènement à la Couronne, nous n'avons rien épargné pour soutenir et animer le zèle des communautés ecclésiastiques et des ordres religieux établis dans ces colonies et nous avons la satisfaction de voir que nos sujets y trouvent par rapport à la religion, tous les secours qu'ils pourraient espérer au milieu de notre Royaume; mais d'un autre côté l'usage que ces communautés et ces ordres religieux ont su faire dans tous les tems, de leurs privilèges et exemptions, leur ayant donné lieu d'acquérir des fonds considérables, le feu Roy notre très honoré seigneur et bisaïeul, jugea qu'il était nécessaire d'y mettre des bornes, et il régla en l'année 1703, que chacun des ordres religieux établis dans les îles ne pourrait étendre ses habitations au delà de ce qu'il faudrait de terre pour employer cent nègres et ce règlement n'ayant pas eu son exécution, nous ordonnâmes par nos lettres patentes du mois d'août 1721, qu'ils ne pourraient à l'avenir faire aucune acquisition soit de terres ou de maisons sans notre permission expresse et par écrit, à peine de réunion à notre domaine. L'état actuel de toutes nos colonies exige de nous des dispositions encore plus étendues sur cette matière : quelque faveur que puissent mériter les établissements fondés sur des motifs de religion et de charité, il est temps que nous prenions des précautions efficaces pour empêcher qu'il ne puisse non seulement s'y en former de nouveaux sans notre permission, mais encore pour que ceux qui y sont autorisés ne multiplient des acquisitions qui, met-

tant hors du commerce une partie considérable des fonds et domaines de nos colonies, ne pourraient être regardées que comme contraires au bien commun de la société, c'est à quoi Nous avons résolu de pourvoir par une loi précise en réservant néanmoins aux communautés et gens de mainmorte déjà établis dans nos colonies, la faculté d'acquérir des rentes constituées d'une certaine nature dont la jouissance leur sera souvent plus avantageuse, et toujours plus convenable à l'intérêt public que celles des domaines qu'ils pourraient ajouter à leurs possessions.

A CES CAUSES... »

Certes de nos jours, il paraîtrait étrange qu'un ministre au lieu de promulguer une loi générale pour tout un pays crût nécessaire à la réussite de ses projets d'en étendre progressivement l'application à chaque province.

Mais l'ancienne France ne vivait pas sous une centralisation excessive que nous devons à Napoléon. Chaque province ou pays avait ses coutumes particulières auxquelles elle tenait, des privilèges dont elle était à la fois fière et jalouse et il fallait temporiser, négocier bien souvent avec les parlements pour obtenir l'enregistrement d'ordonnances qui leur semblaient incompatibles avec leurs libertés.

L'exécution sans difficultés des dispositions nouvelles dans les pays de Flandre, de Metz et d'Amérique allait grandement faciliter la tâche du chancelier. L'édit d'août pouvait voir le jour.

CHAPITRE V

LA PREPARATION DE L'EDIT D'AOUT 1749

Le Rapport de Joly de Fleury

D'Aguesseau n'avait, nous l'avons vu, ni l'intention de limiter territorialement son activité législative ecclésiastique aux seules provinces des pays messois ou de Flandre ni de la limiter objectivement aux seuls gens de mainmorte.

Sur sa demande, la Procureur général Joly de Fleury avait, dès 1725, étudié les différentes matières juridiques qui avaient besoin de réformes, et dans son travail, n'avait pas oublié les matières ecclésiastiques. On lit dans le rapport qu'il fit à la suite de son étude, rapport qui figure dans la collection des manuscrits du chancelier d'Aguesseau sous le n° 6821 fonds français à la Bibliothèque nationale :

9° Règlement à faire sur les aliénations ou emprunts des gens d'Eglise.

11° Règlement à faire pour les comptes de fabriques qui sont dans un désordre considérable par la jalousie des évêques, des archidiacres et des juges.

12° Règlement à faire pour les greffiers des domaines des gens de mainmorte.

17° Règlement à faire pour la constitution des religieux qui ne sont pas revêtus de lettres patentes ou qui ne sont pas enregistrés, pour les faire approuver. Il y en

a un grand nombre qui contiennent de mauvais principes contre le recours aux puissances séculières.

28^e Règlement à faire sur les successions échues aux religieux, leurs testaments, il y a des jurisprudences différentes dans les parlements, et en face dans la marge, d'Aguesseau avait écrit : « Il y en a un article dans le livre de M. Bretonnier. »

Ce rapport, remis en mai 1728, d'Aguesseau le conserva, y réfléchit et fit publier toute une législation sur les matières bénéficiales et ecclésiastiques dont il faut retenir la déclaration du 15 janvier 1731 servant de règlement entre les curés primitifs et les vicaires perpétuels; celle du 30 août 1735 touchant la manière de pourvoir aux bénéfices pendant les vacances des abbayes dont ils dépendent, la déclaration du 6 décembre 1736 concernant les degrés obtenus dans les facultés et celle du 14 janvier 1737 sur les résignations.

Mais de tous ceux qui visent l'Eglise ou ses biens, le plus important reste l'édit d'août 1749 sur les établissements et acquisitions des gens de mainmorte, car il gouvernera la matière jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, époque où la loi révolutionnaire du 18 août 1792 supprimera toutes les associations ou congrégations tant civiles que religieuses.

La formalité de l'autorisation royale trop facilement arrachée à la piété de nos rois, les pénalités qui frappaient les communautés non autorisées, les droits d'amortissement qui leur étaient imposés, les rigueurs de l'édit de 1666 n'avaient pas arrêté le développement de la mainmorte. De nombreux établissements avaient encore augmenté leurs possessions, de nouvelles associations religieuses s'étaient créées.

D'Aguesseau avait bien, par des lettres patentes suggé-

rées au Roi Louis XV, pris d'habiles dispositions particulières pour les Pays-Bas français et le pays Messin, mais le reste de la France était resté en dehors de cette législation; aussi le chancelier songeait-il à réaliser la mesure générale qu'il envisageait depuis longtemps. Deux lettres¹ adressées par d'Aguesseau au Procureur général près le parlement de Paris nous fixent d'une manière indubitable sur ses intentions.

Le 1^{er} janvier 1739, le chancelier écrivait, envisageant pour l'Artois la même déclaration que pour le pays de Flandre :

Monsieur,

L'Artois n'a peut-être pas moins besoin que la Flandre de la déclaration dont je vous envoie un exemplaire et que le Roy a accordé aux vœux de tout ce qu'il y a de plus sage et de plus éclairé dans le ressort du parlement de Douay pour empêcher la multiplication des communautés et interdire à celles qui sont déjà établies toutes nouvelles acquisitions de fonds ou d'immeubles réels sans la permission de Sa Majesté. Je vous prie donc d'examiner avec MM. vos collègues et avec M. le Premier Président *s'il ne serait pas à propos d'adresser au parlement de Paris la même déclaration qui a été enregistrée dans celui de Douay en y faisant quelques changements par rapport aux choses ou aux expressions qui peuvent ne pas convenir également à tous les pays. Si vous croyez même qu'il soit avantageux de faire observer non seulement dans l'Artois mais dans toute l'étendue du ressort du parlement de Paris les règles établies par la déclaration dont il s'agit, je crois que le Roy sera fort disposé à entrer dans cette vue, c'est sur tout*

1. Fonds Joly de Fleury, volume 1640, pièces 31 et 35.

cela que j'attends votre réponse ou vos observations, et je vous prie d'être persuadé que je suis très véritablement, Monsieur, Votre très humble et affectionné serviteur :
Signé : d'AGUESSEAU.

Le Procureur général n'ayant pas répondu assez vite au gré du désir du chancelier, celui-ci lui écrivait à la date du 20 mars 1739 une nouvelle lettre pressante.

Monsieur,

Il y a près de trois mois que je vous ay envoyé la déclaration qui a été enregistrée au parlement des Flandres pour empêcher la multiplication des nouveaux établissements et l'augmentation des biens des gens de mainmorte, afin que vous prissiez la peine de me faire savoir s'il ne serait pas à propos d'adresser au parlement de Paris la même déclaration par rapport au pays d'Artois *ou même de la rendre commune à tout le ressort de ce parlement*. Comme vous ne m'avez pas fait encore de réponse sur ce sujet, je vous prie d'y penser pendant tout le temps des festes dont nous approchons afin que vous puissiez m'envoyer ensuite votre avis sur une matière si importante. Je suis, Monsieur, votre bien humble et affectionné serviteur.
Signé : d'AGUESSEAU.

Il faut croire que le procureur général n'était pas à ce moment-là pressé de voir appliquer les dispositions de la déclaration de 1738 au ressort du parlement de Paris, car le chancelier se contenta d'adresser quelques mois plus tard des lettres patentes sur ce sujet au seul pays Messin. D'Aguesseau n'abandonna cependant pas son idée. Le Procureur général se mit peu après à la besogne, les fils du chancelier, tous les collaborateurs habituels de d'Aguesseau travaillèrent la matière de la nouvelle ordonnance. Nous

pouvons le certifier par les premières lignes de la lettre qu'adressait le chancelier au Président du parlement de Flandre le 18 février 1745 : « On a repris depuis quelque temps le travail qui avait été interrompu pendant l'absence du Roi, sur ce qui concerne les nouveaux établissements de corps ou communautés ou les acquisitions qu'ils peuvent avoir faites avant la déclaration de juillet 1738. »

D'Aguesseau indiquait même par avance le plan qu'il entendait voir suivre en distinguant les acquisitions visées dans la future ordonnance : « Pour concilier autant qu'il est possible l'esprit de la déclaration de 1738 avec les vues d'équité sur ce qui regarde le passé. Il a paru qu'il fallait distinguer entre le cas où il s'agit d'établissements qui demandent d'être autorisés par des lettres patentes, et les cas où il ne sera question que de permettre à des établissements déjà autorisés, de jouir des biens par eux acquis ou de leur réunir différentes fondations. »

Dans le premier cas le chancelier déclarait que les établissements ne pourraient être confirmés dans leur existence que par des lettres patentes, enregistrées après observation de toutes les prescriptions de la déclaration de juillet 1738, dans le second il suffirait d'un simple enregistrement au parlement.

Rôle du contrôleur général Machault d'Arnouville.

Le travail confié aux collaborateurs du chancelier était, il faut l'avouer, déjà bien préparé par les deux précédentes déclarations de 1738 et 1739. Tous se mirent cependant à la besogne à l'exception du lieutenant général de police Louis Charles Machault d'Arnouville, âgé de plus de 80 ans, dont l'état de santé était devenu chancelant.

Son fils Jean-Baptiste, contrôleur des finances depuis 1745, ne remplaça pas son père dans les réunions préparatoires des amis et collaborateurs du chancelier, mais son rôle fut cependant de premier plan et l'appui qu'il apporta à d'Aguesseau si important qu'il ne saurait être passé sous silence.

Jean-Baptiste Machault, successeur d'Orry, était un silencieux, un taciturne, mais il possédait un sens droit et étendu, de l'instruction, un caractère ferme, de la dignité dans la manière et de la probité nous apprend Sérillac de Meilhan¹. Esprit hardi, aux vues neuves et fécondes, il avait deviné par une sorte de prescience géniale, l'influence des philosophes sur le mouvement des idées. Aussi, chargé par ses fonctions de pourvoir aux besoins du trésor dont les dernières guerres avaient épuisé les ressources, cherchait-il à réaliser dans l'ordre fiscal des réformes importantes en amorçant l'égalité dans la charge des impôts.

Il désirait dans ce but soumettre au régime commun le clergé et la noblesse qui jouissaient de privilèges devenus sans motifs et se proposait de mettre un terme à l'accroissement indéfini des biens de mainmorte qui privait le trésor de nombreux droits de mutation.

Un édit de mai 1749 répondit à sa première préoccupation. L'impôt du dixième qui frappait le tiers fut remplacé par un impôt du vingtième sur tous les revenus nobles ou roturiers, ecclésiastiques ou laïques.

Ce ne fut pas d'ailleurs sans d'énergiques protestations que les évêques accueillirent les dispositions de l'édit de mai 1749. Les lettres échangées entre le contrôleur général Machault d'Arnouville et certains archevêques et

1. Sérillac de Meilhan, *Portraits et caractères du XVIII^e siècle*,

évêques tels que ceux de Verdun, Metz, Toul, Besançon en sont une preuve.

Machault, leur adressant le texte de l'édit, en expliquait le motif : « Le Roy ayant ordonné que l'édit du mois de may dernier dont je joins ici un exemplaire qui a commencé au 1^{er} janvier 1750 que le vingtième serait levé sur tous les revenus et produits des sujets et habitants du Royaume, Pays, terres et seigneuries, de son obéissance sans aucune exception...

« Je vous prie en conséquence de donner les ordres et les instructions nécessaires pour que tous les ecclésiastiques et autres jouissant des biens dependant de votre diocèse remettent dans les termes fixés par l'édit une déclaration au receveur du dixième établi à... »

Les réponses des évêques furent négatives. Ils se réclamèrent de leurs privilèges et ajoutèrent « qu'ils regardaient les immunités dont jouissait l'Eglise comme faisant partie de la religion catholique. »

Machault, conciliant pour cette fois, tenta d'apaiser les colères en s'inspirant de la tactique qui réussissait si bien au chancelier. Il adressa aux évêques de nouvelles lettres dans lesquelles il leur expliquait que l'édit de 1749 n'était que la reproduction des principes contenus dans l'édit antérieur de 1741 contre lequel aucun prince de l'Eglise n'avait protesté.

Cependant ces explications ne réussirent pas à calmer les craintes des chefs de diocèses. Une lettre de l'évêque de Verdun, qui figure dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale au fonds français n° 15757, adressée à Machault se termine ainsi : « Conservés nos immunités, Monsieur, dans toute leur intégrité, vous trouverez en nous toute la docilité que vous pourrez équitablement désirer,

mais je vous supplie au nom de Dieu et avec les instances les plus fortes de ne point mettre en opposition l'obéissance que nous devons au Roy et celle que nous devons à notre conscience, car dans l'incompatibilité de ces deux devoirs, le Roy lui-même a trop de religion pour ne pas sentir lequel des deux doit avoir la préférence. »

Machault dans cette lutte devait malheureusement être vaincu¹, et au moment où éclata la révolution, retiré à Rouen depuis plusieurs années, il ne jouait plus aucun rôle politique.

On conçoit aisément dès lors que le chancelier et le contrôleur général des finances se soient trouvés en parfaite communauté d'idées pour compléter l'édit fiscal de mai 1749 par des dispositions générales sur les biens de mainmorte. « Le lien était évident. Soumettre les biens du clergé à l'impôt était un moyen d'empêcher le développement excessif et défendre au clergé les acquisitions nouvelles était un moyen également de retenir sous l'action du fisc des propriétés qui sans cela risqueraient, si l'ancienne législation fiscale survivait, de lui échapper tôt ou tard² ».

1. L'assemblée du clergé de 1750 protesta avec violence contre cette atteinte à ces droits. Elle fut dissoute par ordre du Roi et chaque évêque reçut l'ordre de regagner son diocèse pour ne plus en sortir. Machault, paraissait triompher, d'autant plus qu'à la retraite de d'Aguesseau il recueillit les sceaux sans abandonner les finances. Son influence était prépondérante, quant brusquement, le 23 décembre 1751, un arrêt du Conseil suspendit la levée du vingtième sur les biens d'église et à l'assemblée du clergé de 1755, cette suspension fut transformée en exemption définitive. La réforme de Machault avait vécu avant d'être appliquée.

M. Pierre Gaxotte, dans son *Siècle de Louis XV*, explique ce revirement soudain par les inquiétudes religieuses du Roi « La conscience royale est en lui plus forte que la conscience humaine. Que les fautes d'homme retombent sur l'homme mais que ses sujets ne puissent pas lui reprocher d'avoir offensé le ciel ni écarté du royaume la protection divine... Anéantir les immunités qu'on lui représente comme établies par Dieu, mentir aux promesses du sacre, détruire tout ce que ses ancêtres ont édifié ou respecté. Quelle terrible responsabilité pour un Roi, fils aîné de l'Eglise et qui a tant de choses à se faire pardonner (*Le siècle de Louis XV*, par Pierre Gaxotte, p. 295.)

2. Marion, Machault d'Arnouville, p. 392.

Il ne faudrait pas cependant aller plus loin et exagérer le rôle de Machault en lui attribuant la paternité de l'édit du mois d'août comme n'ont pas craint de l'affirmer, bien à la légère, certains des biographes du contrôleur général. M. Marion dans son étude si documentée sur Machault d'Arnouville, le contrôleur général, n'est pas tombé dans cette erreur. « La vérité, écrit-il, est cependant que la part personnelle de Machault dans l'édit sur les biens de mainmorte fut loin d'être aussi prépondérante qu'on l'a généralement pensé. Sans doute, il seconda de toute son influence une loi entièrement d'accord avec toute sa politique et conforme à ses idées, mais il n'eut pas à inaugurer cette œuvre qui l'était déjà longtemps avant lui, ni même à imaginer cette loi dont les principales dispositions étaient déjà prises. Elle ne lui appartient pas spécialement, mais bien à tout le ministère et surtout au chancelier d'Aguesseau¹. »

Le mérite de l'initiative en revient en effet entièrement à d'Aguesseau qui depuis longtemps, avait songé aux mesures qu'il était nécessaire de prendre à l'égard des gens de mainmorte. Les déclarations de 1738 et 1739 dont l'édit d'août 1749 ne fit que reproduire les principales dispositions en sont la preuve.

La collaboration de Machault fut cependant très utile au chancelier car elle écarta par avance toutes objections de la part de ceux qui avaient la charge du trésor royal.

L'ordonnance pouvait, en effet, paraître contraire aux intérêts immédiats de la finance car l'interdiction de toute nouvelle acquisition tarissait inmanquablement les ressour-

1. Marion, *Machault d'Arnouville*, page 392.

ces tirées du droit d'amortissement, ressources parfois considérables.

Machault eut la sagesse d'accepter la diminution du montant des adjudications des fermes pour laisser dans le commerce des biens qui devaient plus tard, par l'acquiescement répété de droits de vente ou de succession, largement faire récupérer au trésor les sommes dont il avait été momentanément privé.

C'est ce que d'Aguesseau annonçait à Guillaume François Louis Joly de Fleury, successeur de son père à la charge de Procureur général depuis 1746, dans une lettre du 31 mai 1749 : « Le projet d'édit que je vous envoie, Monsieur, a déjà passé par le creuset de M. votre père, et il lui a donné lieu de m'envoyer des mémoires aussi profonds et aussi détaillés qu'il en sait faire. Tout l'ouvrage a donc été remanié par ses observations et il le méritait bien par son importance. Il y a même, peut-être, encore quelques coups de lime à donner, mais c'est ce qui se fera beaucoup mieux quand vous l'aurez revu avec M. le Président et MM. vos collègues. Il n'y a point ici de contradiction à craindre du côté de la finance. Elle consent entièrement à l'édit dont je joins ici le projet ? C'était le plus grand obstacle qu'on pouvait y opposer. »

Assuré de l'approbation du contrôleur général, certain que le premier ministre entraînait lui aussi dans ses vues, d'Aguesseau ne pouvait plus craindre d'obstacle que d'une seule personne, le Roi. Nous allons voir que le concours royal ne lui fit pas défaut.

Le concours royal.

La collaboration des membres du Conseil du Roi n'eut pas suffi au chancelier pour atteindre son but s'il n'avait

pas obtenu l'approbation de la plus haute autorité du royaume, sans laquelle ni déclaration, ni édit, ni ordonnance ne pouvaient voir le jour.

On a trop coutume en rappelant l'histoire de l'ancienne monarchie de mettre en valeur l'action de certains grands ministres tout en passant sous silence la part personnelle de nos Rois dans l'administration du royaume.

Agir ainsi, c'est en vérité dénaturer singulièrement l'histoire. Depuis longtemps, le règne des Mérovingiens « ces rois fainéants » était terminé. Tous leurs successeurs régnèrent personnellement sans maires du palais. Richelieu lui-même n'eut pu accomplir son œuvre d'unification du royaume par l'abaissement des grands et la soumission des protestants s'il n'avait été assuré de l'appui constant de son souverain.

Colbert n'aurait pas davantage réussi à mettre au point ses ordonnances sur le commerce et la justice s'il n'avait pas eu au-dessus de lui l'autorité toute-puissante du Grand Roi pour imposer silence aux rudes protestations du parlement en la personne du président de Lamoignon. (Les membres de la Commission instituée pour examiner les projets de Colbert assistaient bien souvent au duel oratoire de Pussort, homme sec, intraitable, porte-parole de Colbert, avec le président Lamoignon plus souple mais aussi résolu. Qui l'aurait finalement emporté si Pussort, assuré de l'appui royal n'avait pas terminé chaque discussion en déclarant « que comme il voyait qu'on insistait sur ces difficultés il ne croyait pas qu'il y eut d'autre parti à prendre que de s'en remettre à la décision du Roi auquel il aurait l'honneur d'en faire rapport ».)

D'Aguesseau se serait heurté à son tour aux plus fortes

oppositions si le roi Louis XV n'avait pas compris l'intérêt pour le Royaume des ordonnances projetées.

Il est en tout cas certain que l'approbation complète du Roi fut non seulement utile mais absolument nécessaire pour avoir raison des résistances et des protestations de tous les gens de mainmorte que visait l'ordonnance d'août 1749.

Or, il faut bien s'imaginer que si le Roi Louis XV soutint son chancelier dans sa lutte contre la mainmorte, ce fut parce qu'il apercevait nettement le besoin urgent d'une réforme et qu'il avait la certitude de ne porter en rien atteinte à la Religion.

Roi chrétien, « très chrétien » souvent tourmenté par des inquiétudes religieuses, Louis XV n'eut jamais l'idée qu'en signant l'ordonnance sur les gens de mainmorte il allait à l'encontre de sa foi ou des obligations qu'il devait à l'Eglise.

D'une lignée de rois, tous catholiques, quelques-uns même tels Louis IX, d'une sainteté universellement reconnue, Louis XV entendait comme homme rendre à Dieu tous les devoirs qu'il lui devait, se soumettre avec obéissance aux dogmes, mais comme roi de France il entendait ne pas connaître de supérieur, être maître de ses sujets, et libre d'autoriser ou non les établissements qui se fondaient.

Ces maximes fondamentales du Royaume remontaient aux origines mêmes de la Monarchie, car la politique des Rois de France consista toujours à conserver leur indépendance tant vis-à-vis du pape que de l'empereur.

L'empereur du Saint Empire Romain Germanique, se prétendait héritier de l'empire Romain et à ce titre aspirait à la domination universelle. Guillaume Durant, le jurisconsulte, l'explique : « Apparet persimile quod cer-

tum est quod imperator est dominus mundi et omnes reges et principes sibi debent esse subjecti. » Mais le Roi de France n'acceptera jamais pareille prétention. Sa formule sera « Rex Franciae imperator in regno suo. » Le Roi de France est empereur en son royaume.

Vis-à-vis du pape même indépendance. Ne voit-on pas, Blanche de Castille, mère de Saint Louis, prendre le parti de Frédéric Barberousse, excommunié par le pape ? Et Saint Louis, malgré son ardente piété, montrera qu'il n'entend pas recevoir des ordres de la papauté. L'appel des sentences ecclésiastiques à la cour du Roi, l'appel comme d'abus fut son œuvre. Par la Pragmatique sanction¹, il alla plus loin en posant des limites à l'autorité papale et se donna lui-même comme chef temporel de l'Église.

N'est-ce pas Pierre Flotte, ambassadeur et avocat de Philippe le Bel, près de Boniface VIII qui, dressé devant le pape, lui jettera : « La puissance de mon maître est réelle, la vôtre n'est rien. »

Philippe le Bel enverra Guillaume de Nogaret pour arrêter Boniface VIII avec lequel il avait de vifs démêlés au sujet de la bulle *Ausculta fili* et limitera la faculté qu'avaient les ecclésiastiques d'absorber par legs ou donations les terres du Royaume (1291).

Pithou a énuméré dans un écrit réputé « *Des libertés de l'Église gallicane* » toutes les règles qui découlent de la souveraineté absolue des Rois de France en leur royaume et de leur indépendance vis-à-vis de la papauté au point de vue temporel.

Les Rois de France ont le droit d'assembler des conciles dans leurs états et de faire des lois et règlements sur les matières ecclésiastiques (art. X).

Le pape ne peut aussi permettre ni dispenser aucun de

1. Certains la tiennent pour apocryphe.

tenir et posséder des biens en le royaume contre les lois, statuts ou coutumes des lieux sans congé ni licence du Roy (art. XXVII).

Louis XIV, lui aussi, tint la main à conserver ses prérogatives dans leur intégrité et sur son invitation le clergé de France assemblé, les confirma dans la célèbre déclaration du 19 mars 1682, que l'on peut résumer en deux maximes : la première, nos Rois sont indépendants du pape pour le temporel ; la seconde, la puissance du pape est bornée par les saints canons.

Louis XV n'entendait pas autrement ses droits. En légiférant sur les établissements et gens de mainmorte, il n'empiétait pas sur le domaine spirituel réservé à la papauté, mais se bornait à veiller sur les intérêts temporels de son royaume, compromis par la trop grande extension des biens de mainmorte.

La conscience du Roi en repos, les membres du Conseil favorables au nouvel édit, il restait à le publier.

D'Aguesseau ayant mis définitivement au point et écrit de sa main le texte définitif, n'eut, on le comprend, aucune peine à le faire revêtir de la signature royale.

Marc Pierre de Voyer d'Argenson, second fils de l'ancien garde des sceaux, le contresigna et, suivant l'usage, d'Aguesseau y apposa son visa.

L'édit fut ensuite adressé au Parlement de Paris qui, contrairement à son habitude, procéda sans tarder à son enregistrement sur les réquisitions conformes du Procureur général, dans son audience du 2 septembre 1749.

L'enregistrement à la Cour des Comptes.

Comme l'édit touchait à la finance par plus d'un endroit, il fut aussi présenté à l'enregistrement de la Cham bre

des Comptes, qui dans son arrêt rappela quelques-unes des règles qu'elle entendait désormais être suivies : « Registrées en la Chambre des Comptes ouï et ce requérant, le Procureur général du Roi, pour être exécuté selon leur forme et teneur, en conséquence ne pourrons, les nouveaux établissements des gens de mainmorte et les nouvelles acquisitions par eux faites, avoir lieu qu'en vertu de lettres patentes bien et dûment enregistrées en la Chambre lesquelles lettre patentes avant d'être enregistrées seront communiquées tant aux personnes dénommées, articles V et VII du présent édit qu'aux receveurs et contrôleurs généraux des domaines de la généralité ou lesdits biens seront situés pour connaître si lesdits biens ne sont point, en tout ou en partie dans la mouvance directe censive du Roy, s'il y échet, de la faculté octroyée aux seigneurs particuliers par l'article XI du présent édit, de réunir les biens à leur domaine et seront les receveurs généraux des domaines dans le cas de réunion des biens au domaine du Roy tenus d'en compter au profit dudit seigneur Roy, comme aussi de se charger dans leurs comptes, tant en recette qu'en dépense, des biens dont la confiscation aura lieu au profit dudit seigneur Roy en exécution de l'article XII du présent et pour d'autant assurer à l'avenir l'exécution du présent édit, ensemble se conformer aux déclarations du Roy des 29 décembre 1674, 18 juillet 1702, et 20 novembre 1725, le Procureur général du Roy fera toutes diligences pour contraindre les gens de mainmorte à rendre en la Chambre, les déclarations de leur temporel. Sera au surplus ledit Seigneur Roy très humblement supplié dans le cas de réunion des biens à son domaine, de faire procéder aux dites réunions par devant les commissaires de la Chambre qu'il en a été fixé par le passé. Or-

donne que ledit édit ensemble le présent arrêt seront signifiés à la diligence du Procureur général du Roy aux receveurs généraux des domaines, à ce qu'ils aient à s'y conformer, les bureaux assemblés, le cinq décembre mil sept cent quarante neuf., signé : NOBLET.

CHAPITRE IV

COMMENTAIRES DE L'EDIT

L'édit porte le titre de « Edit concernant les établissements et acquisitions des gens de mainmorte » révélant ainsi ses deux principaux objets. Il renferme les règles à observer pour rendre valables la création de nouveaux établissements et limite la faculté d'acquisition des gens de mainmorte.

L'édit commence par un préambule du tout entier à d'Aguesseau où se trouvent résumés tous les inconvénients de la multiplicité des établissements de mainmorte : dommages causés aux familles par la vanité de fondateurs, désireux de laisser leur nom à la postérité, ou par une trop grande affection pour des établissements déjà autorisés; préjudice au trésor puisque les biens qui passent entre les mains desdits établissements cessent pour toujours d'être dans le commerce.

C'est ensuite le rappel des défenses faites par les Rois précédents de former de nouveaux établissements sans leur permission et un rapide historique du droit d'amortissement qui, créé pour arrêter les progrès des gens de mainmorte, aboutit au résultat contraire par suite de la facilité avec laquelle les seigneurs et officiers royaux acceptaient de sanctionner ces acquisitions sans les contrôler mais moyennant finance. Aussi le préambule se

termine-t-il par cette affirmation que le meilleur usage que puisse faire le Roi de son autorité est de concilier autant que possible, l'intérêt des familles avec la faveur des établissements vraiment utiles au public, en autorisant ceux qui pourraient être fondés sur des motifs suffisants de charité ou de religion, et en examinant la situation de ceux déjà créés, tout en ne laissant aux gens de mainmorte que la faculté d'acquérir des rentes sur le trésor royal ou sur les villes.

L'édit vise les nouveaux établissements ainsi que les anciens, déjà fondés.

En ce qui concerne les nouveaux établissements, il contient deux dispositions concernant les unes l'avenir, les autres le passé.

Le premier article renouvelle les défenses générales portées par les ordonnances antérieures de fonder tout nouvel établissement quelconque sans l'autorisation du Roi donnée par lettres patentes enregistrées dans les Parlements ou Conseils supérieurs.

Cette interdiction générale frappe tous les gens de mainmorte sans exception « chapitres, collèges, séminaires, maisons ou communautés religieuses, même sous prétexte d'hospices, congrégations, confréries, hôpitaux, et autres corps et communautés soit ecclésiastiques, séculières ou régulières, soit laïques de quelque qualité qu'elles soient. »

Le second article interdit absolument et frappe de nullité toute fondation de nouvel établissement par acte de dernière volonté.

D'Aguesseau ne faisait en cela que faire revivre les principes certains de toute la législation royale que son

maître, le jurisconsulte Domat, résumait au livre premier des lois civiles, section 2, article 15 : Les communautés ecclésiastiques et laïques sont des assemblées de plusieurs personnes unies en corps formé par la permission du prince sans laquelle ces sortes d'assemblées seraient illécitables.

L'édit ne prévoit qu'une seule exception au profit des fondations qui ont pour objet la célébration de messes, la subsistance d'étudiants ou de pauvres ecclésiastiques, les mariages de pauvres filles, des écoles de charité ou le soulagement de prisonniers ou incendies pour lesquelles l'homologation par le parlement suffira.

Quant aux fondations par actes entre vifs, le projet devra être communiqué au Roi avant la passation de l'acte, car le Roi n'accordera les lettres patentes d'autorisation qu'après avoir pris des informations sur l'objet et l'utilité de l'établissement projeté auprès des évêques, officiers royaux et municipaux, supérieurs de communautés déjà établies (art. 5).

D'Aguesseau dans ses observations relatives à l'édit, observations qui figurent à la suite de l'édit dans la collection de ses *Œuvres*, tome XIII, édition Pardessus, indique que la demande d'autorisation avec toutes les pièces devra être adressée à MM. les Secrétaires d'Etat et non au chancelier.

Les lettres patentes d'autorisation, porte l'article 6, contiendront l'énumération des biens destinés à la dotation de l'établissement et celui-ci ne pourra en ajouter d'autres sans se conformer aux règles concernant les acquisitions faites par les gens de mainmorte. Avant l'enregistrement de ces lettres patentes, les Procureurs généraux feront une enquête de *commodo* et *incommodo* auprès des

personnes désignées à l'article 5 qui pourront former des oppositions que les Parlements auront à juger.

Les sanctions sont des plus rigoureuses.

L'édit déclare nuls tous les établissements qui seraient faits à l'avenir sans autorisation, nuls aussi les actes d'acquisition à titre gratuit ou onéreux, déchus de tous droits résultant de ces actes, les administrateurs de ces établissements.

Allant plus loin, le Roi déclare dans l'article X, que les biens pourront être réclamés par les enfants ou présomptifs héritiers même du vivant de ceux qui auront fait les dits actes de disposition. Les seigneurs, à défaut d'héritiers pourront en prendre possession et si ces personnes ne forment pas leur demande en revendication, les biens seront vendus aux enchères, et le prix d'adjudication attribué à l'Etat, qui l'affectera aux hôpitaux ou à toute autre œuvre d'assistance publique.

Ces douze premiers articles qui visent les nouvelles fondations sont la reproduction presque intégrale des déclarations antérieures de 1738 et 1739, comme l'a noté avec juste raison, Sallé dans ses commentaires sur l'ordonnance¹.

Ici il nous faut noter une trace manifeste de l'influence du contrôleur général Machault d'Arnouville. L'édit de 1749 ressortait tout à la fois au droit civil et au droit fiscal, ainsi que nous l'avons vu précédemment en étudiant la collaboration de Machault. Aussi, sous son inspiration, la Chambre des Comptes en profita-t-elle pour ordonner que les lettres patentes qu'il plairait au Roi d'accorder à de nouveaux établissements soient enregistrées en sa Chambre et qu'avant l'enregistrement, elles soient non seulement

1. Sallé, *Esprit des ordonnances de Louis XV*, Paris, 1759.

communiquées aux personnes expressément désignées par l'article V, mais encore aux receveurs et contrôleurs généraux des domaines de la généralité où les biens sont situés pour connaître si lesdits biens sont sous la mouvance du Roi pour le tout ou pour partie afin de faire jouir sa Majesté de ses droits et qu'il n'entre aucun fonds du domaine ou dans sa mouvance dans de pareilles fondations. (Voir précédemment, page 55.)

A l'égard du passé, l'article XIII déclare nuls tous les établissements de la qualité de ceux visés par l'article premier fondés sans autorisation depuis l'édit de 1666 ou dans les trente années précédentes, sauf confirmation du Roi.

D'Aguesseau notera dans ses observations que le meilleur moyen d'assurer l'effet de cette disposition sera de charger tous les Procureurs généraux d'établir un état de toutes les communautés établies sans lettres patentes depuis 1666 et d'y joindre leurs observations.

Cette mesure rigoureuse, mais conforme à l'édit de 1666 était par avance approuvée par tous les juristes.

Domat au livre II, section 2, sur l'ordre et la police des corps et communautés, écrit page 104 : « La première règle de l'ordre de la police des communautés est qu'elles soient établies pour un bien public et par l'ordre ou la permission du prince, car, comme il a été dit en son lieu, toutes assemblées de plusieurs personnes, sans cet ordre ou cette permission seraient illicites. »

Févret, dans son *Traité de l'abûs*, page 97, exprime la même opinion : « En France, les rois ont souvent aboli les collèges illicitement contractés et défendus par leurs ordonnances d'en ériger aucun ny de les tolérer sans leur permission comme une chose dépendant de leur seule au-

torité. » Cet auteur cite à l'appui, l'ordonnance d'Orléans, article 99 et ajoute : Les congrégations régulières et sociétés religieuses doivent aussi être approuvées par le prince.

Le second objet de l'édit visait la défense d'acquérir certains biens et l'énumération de ceux que les gens de mainmorte avaient au contraire la permission de posséder. Les articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19 s'y rapportent.

Ils reproduisent d'ailleurs en la circonstance les prescriptions contenues dans les déclarations de 1738 et 1739. L'article 14 défend d'acquérir, recevoir ou posséder aucun fonds de terre, immeubles, droits réels, rentes foncières même constituées sur des particuliers, sans autorisation préalable par lettres patentes enregistrées; l'article 16 ajoute la prohibition de toute manière d'acquérir quelconque, vente, adjudication, échange, cession, transport, dation en paiement, donations entre vifs, etc. L'article 17 étend cette prohibition aux dispositions de dernière volonté.

Sallé écrit à ce sujet : « Les manières d'acquérir les plus favorables ne peuvent sur cela les mettre à l'abri de la rigueur de la loi, que ce soit à titre onéreux, que ce soit à titre lucratif, que la libéralité qu'on a l'intention de leur faire soit purement gratuite ou qu'elle soit avec charge de fondation ou de service, n'importe. C'est au Souverain, et aux Cours, sous son autorité, à peser préalablement toutes ces considérations et à décider de *commodo* et *incommodo*. Jusques là, la faculté d'acquérir des gens de mainmorte est suspendue ou pour parler plus correctement jusques là ils n'en ont aucune. »

Par contre, l'édit donne toute latitude aux gens de mainmorte de se constituer des rentes sur l'Etat, le clergé,

les diocèses, les pays, les villes ou communautés, et ce, sans aucune formalité.

Le clergé protesta avec force contre ces prohibitions et dans ses observations relatives à son édit d'Aguesseau note que la défense d'acquérir des rentes constituées sur des particuliers est un des articles de l'édit contre lesquels les communautés religieuses réclamaient avec le plus de vivacité. Le chancelier fait cependant observer qu'il leur est plus avantageux d'acquérir des rentes sur le Roi ou sur l'Hôtel de ville, sur le clergé ou les diocèses, sur les pays d'Etat, villes ou communautés que d'en acquérir sur des particuliers puisque celles-ci sont sujettes au droit d'amortissement tandis que les autres ne le sont pas.

Mais les communautés protestaient, car elles voyaient dans cette prohibition une impossibilité nouvelle d'éluder même de façon indirecte l'interdiction d'acquérir des biens-fonds.

D'Aguesseau prévoyant toutes les objections ajoute que quand même les rentes sur le Roi ou le clergé, etc., seraient-elles aussi frappées du droit d'amortissement, les objections des communautés ne seraient pas mieux fondées, car toute acquisition de bien-fonds est frappée d'amortissement et l'application de ce droit aux rentes, jusque-là exemptées, ne ferait que les placer sur la même égalité que celles constituées sur des particuliers.

Pour compléter ces dispositions, l'article 22 défend aux notaires et aux autres officiers de passer aucun acte contraire à l'édit à peine de nullité de l'acte, privation de fonctions pour le notaire et dommages-intérêts envers les parties ainsi que de supporter une amende variable suivant le cas.

Enfin, dérogation formelle à ce qui se pratiquait jus-

qu'alors. Au lieu de commencer par acquérir, payer ensuite le droit d'amortissement et obtenir sur la production de cette quittance les lettres patentes d'autorisations, les gens de mainmorte devront, préalablement à l'acquisition, obtenir les lettres d'amortissement et de permission, les faire enregistrer avec toutes les formalités requises (art. 23).

Pour déjouer les fraudes auxquelles les communautés avaient eu recours dans le passé en vue d'échapper au paiement du droit d'amortissement, l'article 24 interdit à toutes personnes de prêter leurs noms aux gens de mainmorte pour l'acquisition ou la jouissance des biens défendus sous peine de 3000 livres d'amende.

L'emploi des prête-noms avait pris une telle extension dans les anciens Pays-Bas qu'il donna lieu à des placards de Charles V, empereur, et des rois d'Espagne, ses successeurs. On conçoit aisément, dès lors, que le chancelier se soit aussi inquiété de parer à cette éventualité. Aussi consacra-t-il l'article 19 de la loi de la déclaration de 1738 relative aux établissements des gens de mainmorte dans les Pays-Bas français à la répression de cet abus dont il étendit les défenses au pays messin par la déclaration de 1739.

Il ne restait plus au chancelier qu'à faire de ces dispositions une application générale à tout le royaume. L'édit de 1749 lui en fournit l'occasion, et l'article 24 fut rédigé.

Les articles 25 et 26 visent un autre moyen d'acquérir. Les seigneurs hauts justiciers pouvaient agrandir leur domaine par suite de confiscation, vacance ou déshérence. Certains établissements de mainmorte jouissaient des droits de haute justice et à ce titre profitaient de ces moyens d'acquisitions. L'édit les oblige dans ce cas à vider les biens qu'ils auraient pareillement acquis dans l'an et le jour.

L'article 28 excepte de ces nouvelles dispositions celles faites en faveur des établissements autorisés quand elles auront date certaine avant la publication de l'édit. Cette réserve ne surprend pas quand on sait que l'édit est l'œuvre du jurisconsulte éminent qu'était d'Aguesseau, car c'est une règle juridique généralement admise que les lois ne peuvent avoir un effet rétroactif. Les nouvelles règles relatives aux acquisitions faites par les gens de mainmorte constituant un droit nouveau ne pouvaient dès lors prendre effet que du jour de la publication de l'édit.

Le vingt-neuvième et dernier article donnait compétence exclusive pour toutes les difficultés qui naîtraient de l'exécution de l'édit aux seules cours de parlement ou conseils supérieurs à l'exclusion de tous autres.

Cet article souleva la protestation des membres du Grand Conseil qui, y voyant une atteinte à leur droit de connaître des intérêts de l'Etat, firent des représentations au chancelier, chef né de leur tribunal, comme aujourd'hui le garde des sceaux est président du conseil d'Etat. Le procureur général Angran, présenta un mémoire à d'Aguesseau dans lequel il résumait tous les arguments du Conseil, mais le chancelier ne changea rien aux dispositions de l'édit pour le motif que les parlements ou conseils supérieurs sont les seuls tribunaux souverains ordinaires. Tous les autres tribunaux étant juges extraordinaires ne peuvent à ce titre que connaître des difficultés qui leur sont spécialement dévolues.

Tel fut cet édit d'août 1749 qui tient une place si importante dans la législation ecclésiastique. Il a affirmé avec une force plus grande encore le droit immémorial du Roi de soumettre à son autorisation toute nouvelle fondation d'établissement. Il a interdit absolument aux gens de

mainmorte l'acquisition de biens-fonds qui présentaient le double inconvénient d'accroître leur puissance et de frustrer de revenus intéressants le trésor royal. Il a défendu par surcroît les constitutions de rente sur les particuliers, empêchant ainsi les établissements de mainmorte de devenir par voie détournée propriétaires des terres sur lesquelles elles étaient gagées.

CHAPITRE VII

LA LETTRE CIRCULAIRE DE D'AGUESSEAU AUX PROCUREURS GÉNÉRAUX

D'Aguesseau à l'encontre de ses prédécesseurs n'entendait pas laisser l'édit qu'il venait de faire enregistrer, devenir lettre morte et tomber dans l'oubli comme il en était advenu de l'ordonnance de 1666. Aussi songea-t-il à prendre immédiatement des mesures pratiques en vue d'une rapide exécution des dispositions principales de l'édit.

L'article 13 prévoyait que tous les nouveaux établissements créés sans autorisation du Roi depuis 1666 seraient nuls et leurs biens vendus; mais le chancelier ne pouvait lui-même connaître tous ceux qui rentraient dans ce cas. Il songea à ses procureurs généraux près des cours souveraines et conseils supérieurs et le 14 mai 1750 leur adressa une lettre circulaire pour leur demander leur concours.

Après avoir rappelé les dispositions de l'article 13 concernant les établissements non autorisés et indiqué que le Roi avait toujours la possibilité soit d'accorder des lettres patentes, soit de réunir leurs biens à des établissements déjà autorisés, soit d'en ordonner la vente, le chancelier écrit afin de permettre à Sa Majesté d'opérer un juste discernement entre les établissements utiles et inutiles : « Je vous prie de m'envoyer un dénombrement exact de tous

les nouveaux établissements qui subsistent actuellement dans votre ressort sans avoir été autorisés par des lettres patentes ».

Le chancelier entend aussi être fixé sur leur fortune : « Vous aurez soin en m'envoyant ce dénombrement, d'y marquer, autant qu'il vous sera possible, la quantité et le revenu des biens dont chacun de ces établissements est en possession. »

Il désire avoir sur l'utilité de conserver ces établissements l'avis des gens du pays qui les voient et peuvent les apprécier. « Vous y joindrez, s'il vous plaît, vos observations sur l'utilité ou l'inutilité de chaque établissement », et, pensant à tout, d'Aguesseau ajoute que, « s'il vous paraît être du nombre de ceux qu'il convient de supprimer vous me marquerez à quel usage on pourrait appliquer les biens dont il a joui jusqu'à présent. »

Enfin ne négligeant aucune éventualité, le chancelier demande d'être tenu au courant des revendications formulées par les héritiers ou les fondateurs au sujet des biens donnés à ces nouveaux établissements (art. 10 de l'édit).

Désormais, assuré d'être complètement renseigné par ses procureurs généraux, le chancelier pouvait compter sur les parlements pour tenir la main au respect de son édit à moins que les vives protestations qui s'élevaient de divers côtés ne devinssent assez fortes pour anéantir son œuvre.

TROISIÈME SECTION

L'opinion des contemporains sur l'Edit

Malgré la signature royale, il ne faudrait pas s'imaginer que les contemporains de d'Aguesseau acceptèrent tous l'édit sans critiques ni protestations.

Le clergé fut naturellement le premier à faire entendre de vives doléances. Il le fit sans ménagement, quelquefois avec violence et les assemblées qu'il tint dans la suite retentirent de ses plaintes.

Certains laïcs joignirent leurs voix à celle des intéressés, et parmi ceux-ci le marquis d'Argenson et l'ancien procureur général Joly de Fleury sont les plus connus.

Quant aux Cours souveraines, si la plupart suivirent l'exemple du Parlement de Paris et enregistrèrent l'édit sans difficultés, celui de Grenoble ne craignit cependant pas de formuler de vives appréhensions que les explications du chancelier réussirent malaisément à calmer, tandis que le conseil provincial de l'Artois adressait au Roi une requête pour obtenir le respect d'un des privilèges des habitants de la province que l'article 29 de l'édit méconnaissait.

CHAPITRE VIII

LES REMONTRANCES DU PARLEMENT DE GRENOBLE

Les parlements enregistrèrent l'édit presque tous sans faire d'observations. Un seul, celui de Grenoble crut devoir procéder à un examen détaillé de tous les articles et en faire la critique.

Avec sa bienveillance habituelle, le chancelier répondit lui-même au président par une lettre du 4 février 1750 qui figure dans les *Œuvres de d'Aguesseau*, édition Pardessus, au tome XIII.

A chaque critique, le chancelier oppose une réponse péremptoire tant en fait qu'en droit. « On s'est servi d'une expression bien peu exacte, écrit-il, lorsqu'on a dit que des biens acquis au préjudice de la prohibition expresse d'une loi étaient devenus en quelque façon ecclésiastiques par leur destination. Ces biens au contraire ont continué d'être purement séculiers, une destination contraire à la loi ne saurait en changer la nature, ni les faire sortir du commerce ordinaire... »

Aux observations du parlement relatives à la défense d'acquérir des rentes sur les particuliers, le chancelier répond par l'intérêt même des gens de mainmorte « à employer leur argent à l'amélioration des fonds qu'ils possèdent, ou à d'autres dépenses nécessaires ou à acquérir des contrats sur les diocèses, sur le clergé général ou sur le

Roi », et l'on ne peut s'imaginer qu'ils prennent le parti de faire passer leur fortune hors du royaume en risquant de le perdre ou d'être troublé dans la jouissance des biens qu'ils acquerraient sous des dominations étrangères.

Ce parlement désirait qu'il fut permis aux gens de mainmorte d'échanger sans autorisation des choses de peu d'importance. D'Aguesseau y vit le moyen facile de tourner la loi « parce qu'on aurait donné occasion de faire une fraude à la loi, en faisant différents actes sur lesquels on partagerait un objet considérable en plusieurs lots dont chacun paraîtrait de peu de conséquence. »

Après les éclaircissements qu'il vient de donner, le chancelier ne doute pas que le parlement s'empressera d'enregistrer et de publier une loi que le Roi n'a faite que pour le bien de ses sujets et que toutes les autres Cours de son royaume ont reçu avec la plus grande satisfaction.

Mais contrairement à son attente, le Parlement de Grenoble, loin de s'incliner, présenta des remontrances.

D'Aguesseau, avant d'en venir aux moyens de rigueur en expédiant des lettres de jussion, tenta une dernière démarche le 13 avril 1750 et écrivit au Président « qu'il ne saurait approuver le parti que sa compagnie avait pris de présenter des remontrances sur un édit qui n'avait pour objet que l'intérêt public et qui n'avait été donné qu'après les plus longues et les plus solides réflexions. Comme l'intention de Sa Majesté est que les règles qu'elle y a prescrites soient observées d'une manière uniforme dans tous ses Etats, elle me charge de vous mander, qu'elle attend du zèle, du respect et de la soumission de son Parlement de Grenoble qu'il ne différera pas plus longtemps de procéder à l'enregistrement et à la publication de la loi. »

Fidèle toutefois à son désir de convaincre plutôt que

d'ordonner, le chancelier poursuit : « Mais après avoir marqué la volonté du Roi sur ce sujet, j'ajouterai très volontiers aux éclaircissements que je vous ai donnés quelques réflexions nouvelles sur les dispositions de l'édit dont le véritable esprit a été de concilier, autant qu'il était possible la faveur que méritent les établissements de charité avec l'intérêt des familles. »

Le Parlement de Grenoble protestait contre l'application de l'édit aux hôpitaux qu'il craignait de voir périliter sous la nouvelle législation.

Le chancelier reconnaît volontiers que les hôpitaux sont les plus intéressants parmi les établissements de mainmorte, mais, ajoute-t-il, les biens-fonds qu'ils acquièrent n'en sont pas moins hors du commerce, car leurs administrateurs n'ont pas plus le pouvoir de les aliéner que les bénéficiers ou les communautés à l'égard des biens de leurs établissements.

D'ailleurs pour d'Aguesseau, il n'y a pas d'établissements auxquels il convienne moins de posséder des biens-fonds ou des rentes constituées sur des particuliers. La gestion des biens-fonds entraîne des charges considérables, demande un travail, une formation que les administrateurs ne possèdent pas toujours, et l'expérience a prouvé « que les biens-fonds des hôpitaux diminuent presque toujours de valeur et la dépense journalière d'un hôpital demande un revenu qui soit plus facile à percevoir ».

Les rentes sur les particuliers ne conviennent pas davantage aux hôpitaux. Elles sont la source de nombreux procès qui mangent le bien des pauvres, aussi les effets les plus utiles pour le soulagement des pauvres sont-ils l'argent comptant, les meubles, et les rentes constituées

sur le roi, les pays, le clergé, qui ne demandent pas d'autres soins que d'en percevoir les arrérages.

Aussi sont-elles particulièrement sages ces dispositions de l'édit qui permettent d'acquérir les biens dont la possession leur est la plus avantageuse, et les remontrances du Parlement apparaissent aux yeux du chancelier peu fondées quand elles affirment que l'édit de 1749 tend à interdire les legs pies de toute nature.

Les remontrances faisaient aussi état de la mauvaise situation de nombreuses famille du Dauphiné pour critiquer les dispositions de l'édit. Le chancelier ne trouva pas l'argument pertinent, bien au contraire.

N'aurait-il pas été plus indiqué, écrit-il, de réfléchir que le meilleur moyen de remédier à la situation fâcheuse où se trouvent tant de personnes par suite des guerres consiste justement à empêcher « les testateurs de faire des charités aux dépens de leurs héritiers, en les privant des biens qui leur étaient destinés » car, ajoute finement d'Aguesseau « il ne faut pas faire des pauvres pour en assister d'autres. »

Reprenant en terminant l'argument qui lui paraît le plus convaincant le chancelier exprime une dernière fois le motif fondamental de l'édit : « S'ils (les magistrats du Parlement de Grenoble) ont été frappés d'abord des plaintes des gens de mainmorte, qui désirent d'acquérir au delà de ce qu'ils possèdent, j'espère qu'ils seront encore plus touchés de l'intérêt de toutes les familles, qui craignent de perdre ce qui leur reste de biens-fonds, en voyant entre les mains des gens de mainmorte le patrimoine de leurs ancêtres. »

Ces explications mirent fin aux hésitations du Parlement de Grenoble soit qu'il se soit rallié à l'opinion du chan-

celier, soit plutôt qu'il se soit rendu compte de l'inutilité d'une résistance plus prolongée.

En tout cas, ses membres délibérèrent à nouveau et l'édit d'août 1749 fut enregistré à Grenoble, devenant ainsi exécutoire dans tout le royaume.

CHAPITRE I

LES REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE L'ARTOIS

Depuis 1530, époque à laquelle l'Artois faisait encore partie de la couronne espagnole, siégeait à Arras un tribunal supérieur de la province connu sous le nom de « Conseil provincial de l'Artois ». Toutes les lettres concernant les affaires de la province devaient y être enregistrées et Louis XIII avait confirmé les constitutions anciennes de cette province par la capitulation d'Arras de 1640 et maintenu tous les privilèges dont jouissaient ses habitants sous l'ancienne domination étrangère.

L'un de ces privilèges auquel tenaient essentiellement les nouveaux sujets du roi consistait en l'impossibilité d'être cités en première instance pour quelque cause que ce puisse être ailleurs que devant leurs tribunaux.

Aussi, quand prenant connaissance de l'édit d'août 1749, les membres du Conseil s'aperçurent que l'article 29 portait atteinte à leurs constitutions et privilèges, s'en émurent-ils au point d'adresser, en 1750, des représentations au roi avant de procéder à l'enregistrement.

« Les Etats de la province d'Artois se croient dans la nécessité de représenter à Votre Majesté que, sur le fondement de l'édit qui vient d'être donné au mois d'août 1749 concernant les établissements et acquisitions des gens de mainmorte, on pourrait donner atteinte à quelques-uns de

leurs privilèges et qu'il importe au bonheur des peuples de cette province d'être promptement rassurés sur des craintes qui ne paraissent que trop bien fondées¹.

« Un des privilèges des habitants d'Artois le plus constant et le plus solennellement confirmé est de ne pouvoir être traduits en première instance ailleurs que devant les juges de leur province, nonobstant tous committimus, évocations et attributions telles qu'elles puissent être.

« Un autre privilège est qu'aucun édit, déclaration, et lettres patentes, ne se publient dans l'Artois, si l'enregistrement ne s'en fait au conseil de cette province sur l'envoy qu'en doit faire à ce tribunal le secrétaire d'Etat qui a l'Artois dans son département et non le procureur général de Paris s'il n'en a mandement exprès et spécial de Votre Majesté.

« Ce sont ces deux privilèges qui sont en danger et dans lesquels les Etats supplient très respectueusement Votre Majesté de vouloir bien maintenir la province...

« Cependant l'édit du mois d'août 1749 concernant les établissements et acquisitions des gens de mainmorte donnerait atteinte à un privilège si souvent et si authentiquement confirmé si, en effet, il n'y avait désormais qu'un seul degré de juridiction pour les matières contenues dans l'édit comme les articles 1, 8, 12 et 23 semblent l'annoncer et le conseil d'Artois se verrait privé du droit de ressort dans tous les cas portés par cet édit. »

Développant sa pensée le conseil déclare que l'édit donne bien compétence aux conseils supérieurs mais qu'il pourrait y avoir lieu à discussion pour le conseil provincial d'Artois, car si ce conseil a supériorité pleine et entière en

1. Fonds Joly de Fleury, vol. 1639, pièce 296.

plusieurs cas, comme en fait de crime ou police, il est subordonné au Parlement de Paris en matière civile ordinaire et ne peut, de ce chef, prétendre au titre de Conseil supérieur.

Enfin les Etats expliquent que tous les édits et déclarations doivent être enregistrés au dit conseil pour avoir effet en Artois et ce, depuis les placards de 1530, que, d'ailleurs une lettre de M. le chancelier d'Aguesseau au dit conseil, en date du 7 avril 1748, a reconnu ce privilège, et qu'en conséquence « les lettres patentes pour acquisition de biens, constitutions de rentes faites par les gens de mainmorte, qui ne sont pas la suite des édits et déclarations, doivent à plus forte raison être enregistrées au Conseil d'Artois, autrement le privilège de la province se trouverait entamé et par cette innovation dans ses usages, qui sont de toute ancienneté, les lois communes de la France deviendraient bientôt celles de l'Artois, soit qu'elles se trouvent conformes ou contraires aux privilèges et constitutions fondamentales de cette province... »

Le Conseil, décidé à défendre ses privilèges, non content de faire parvenir au Roi cette requête avait auparavant adressé au chancelier le 22 novembre 1749 des représentations sur le même sujet¹ :

« Le procureur général du Roi au Conseil provincial de l'Artois a présenté le 17 du mois dernier à la compagnie un édit qui lui avait été adressé le 10 du même mois par M. le Procureur général au Parlement suivant les ordres du Roi. Cet édit est du mois d'août dernier, il concerne les établissements et acquisitions des gens de mainmorte.

« La plupart des articles qui le composent sont conformes aux placards et anciennes ordonnances du pays, aussi la compagnie en aurait sur le champ ordonné l'enre-

1. Fonds Joly de Fleury, volume 1639, pièce 328.

gistrement si elle n'avait remarqué que certaines dispositions pouvaient donner atteinte au privilège le plus intéressant des habitants de la province et les exposer à plusieurs inconvénients. Ce privilège est celui de ne pouvoir être traduit en première instance ailleurs que devant les juges de la province nonobstant committimus, évocations et attributions...

« Néanmoins la disposition de l'article 29 de l'édit relative à plusieurs autres fait craindre que ce privilège ne soit en danger... » et le conseil demandait au chancelier de faire droit à ses justes représentations en lui accordant une déclaration interprétative qui les maintiendrait dans leur privilège de ne pouvoir être traduits en première instance hors de leur province, et qui en conséquence, ordonnerait que les lettres patentes continueraient comme ci-dessus et conformément aux institutions du pais d'être adressées au Conseil de la même province. »

Tenant absolument à obtenir gain de cause, le Conseil provincial fit en outre préparer et établir un mémoire détaillé avec pièces à l'appui (placards et ordonnances anciennes relatant leurs privilèges) par un avocat aux Etats, M. de Chancourt¹.

Le chancelier reconnut le bien-fondé des protestations du Conseil de l'Artois et prépara deux articles destinés à remplacer dans le ressort du dit conseil l'art. 29 incriminé. Son état de santé qui motiva sa démission l'empêcha toutefois de donner une forme définitive à son projet et il laissa à son successeur le soin d'y pourvoir.

1. Tout ce volumineux dossier se trouve dans le fonds Joly de Fleury, au vol. 1639, sous une cote où on peut lire : « Pièces et mémoires des états d'Artois envoyées à M. le Chancelier et à M. le Comte d'Argenson au sujet de l'édit de 1749 concernant les gens de mainmorte au nombre de 90. Remises par M. d'Aguesseau de Fresnes à M. le Procureur général, le 19 août 1751. »

CHAPITRE X

LES CRITIQUES DE D'ARGENSON ET DE JOLY DE FLEURY

Certains particuliers n'hésitèrent pas à formuler d'expresses réserves sur les dispositions du nouvel édit. Parmi eux, le marquis d'Argenson et l'ancien procureur général Joly de Fleury méritent une mention toute particulière.

Pierre Louis Le Voyer, marquis d'Argenson, né en 1694, mort en 1757, avait occupé de très hautes fonctions. Successivement, intendant du Hainaut et conseiller d'Etat pour finir il occupa pendant plusieurs années le poste important de ministre des Affaires étrangères, siégeant au Conseil à côté du chancelier d'Aguesseau. Les deux hommes se connaissaient parfaitement sans qu'il en résultât une intimité quelconque. Caractère, tournure d'esprit, rien ne les prédisposait à une particulière amitié. En 1747, le marquis d'Argenson se démit de sa charge. L'homme politique se mua en philosophe et en homme de lettres. Il fit sa compagnie des encyclopédistes, devint l'ami de Voltaire qui le trouvait digne d'être secrétaire d'Etat dans la république de Platon.

Ses jugements étaient fort écoutés, quoique, d'un naturel timide, il n'osait pas souvent exprimer librement ses opinions. Ses sentiments, ses appréciations nous sont surtout

dévoilés par ses mémoires, recueil d'anecdotes et de caractères, fort intéressant pour l'histoire du règne de Louis XV.

Le marquis d'Argenson n'apprécia pas l'édit sur les établissements de mainmorte. Il vit dans l'interdiction d'acquérir aucun autre bien que des rentes sur l'Etat ou certaines personnes publiques « un expédient financier, de moralité et de convenance douteuse destiné à augmenter le produit du sceau en multipliant les lettres patentes » et un moyen de créer une clientèle forcée pour les emprunts du Roi.

Il semble que d'Argenson n'ait voulu retenir aucun des excellents arguments développés par le chancelier à l'appui de son interdiction d'acquérir des biens-fonds ou des rentes sur les particuliers pour ne retenir que le dernier, exposé par d'Aguesseau avec toute sa franchise habituelle : « L'intérêt du Roi même exige qu'on en use ainsi pour faciliter les emprunts qui sont faits pour le bien de l'Etat, soit par le clergé ou par d'autres corps, qui prêtent leur crédit à Sa Majesté¹. »

Or, il est bien évident que ce n'était dans la pensée du chancelier qu'un motif surabondant qui n'avait joué qu'un rôle très secondaire dans l'élaboration de l'édit.

Le marquis d'Argenson critiquait la nouvelle ordonnance pour une autre raison. Il y voyait une machine de guerre contre les communautés, supposait chez le chancelier la perfide pensée de chercher la ruine du clergé et redoutait que la diminution de leurs biens n'entraînât la disparition de maisons utiles au bien public.

Cette crainte avait d'ailleurs déjà été exprimée avec

1. Observations relatives à l'édit du mois d'août dernier de d'Aguesseau, *Œuvres de d'Aguesseau*, édition Pardessus, tome XIII.

d'autres critiques par l'évêque de Grenoble dans une lettre adressée au chancelier.

D'Aguesseau avait répondu au prélat le 23 janvier 1750, par des arguments sans réplique, qui s'appliquaient aussi bien aux critiques exprimées par d'Argenson.

« D'un côté rien n'est plus éloigné des motifs de cette loi qu'un dessein secret de détruire les établissements les plus favorables; les prélats les mieux instruits des véritables intérêts du clergé ont senti au contraire, que le meilleur moyen de soutenir les anciens établissements, d'y maintenir la bonne administration des biens qu'ils possèdent et d'y conserver la plus grande régularité, était de mettre des bornes à la multiplication des communautés et à l'accroissement excessif de leurs biens en fonds de terre ou en rentes sur les particuliers. »

D'un autre côté l'édit laisse une ressource assurée à tout ce qui peut intéresser la piété et la charité des fidèles « non seulement il leur conserve une entière liberté de faire des libéralités en argent aux communautés séculières ou régulières par toutes sortes d'actes entre vifs ou à cause de mort, il permet encore à ces communautés de recevoir ou d'acquérir des rentes pourvu qu'elles ne soient pas foncières ou constituées sur des particuliers. »

La réflexion du chancelier était juste : les gens de main-morte ne se voyaient pas interdire tout moyen d'acquérir. On ne les empêchait pas de s'enrichir car ils étaient autorisés à recevoir de l'argent et des rentes sur les personnes publiques, mais se voyaient simplement interdire tout moyen d'agrandissement territorial jugé dangereux pour l'Etat et préjudiciable à l'intérêt des familles.

En définitive la nouvelle ordonnance n'excluait même pas les acquisitions de cette nature, elle les soumettait

seulement pour être valables à l'autorisation préalable du Roi qui n'accordait plus de lettres d'amortissement qu'en connaissance de cause, suivant en cela les anciennes coutumes du royaume.

Les critiques du marquis d'Argenson, on le voit, paraissent peu fondées, ses craintes et ses appréhensions vaines, en tout cas exagérées. Aussi ne réussirent-elles pas à modifier les décisions et les vues du chancelier.

Il ne devait pas en être de même pour les critiques formulées par un autre important personnage de l'époque, il est vrai ami de d'Aguesseau, l'ancien procureur général Joly de Fleury.

Guillaume François Joly de Fleury né à Paris en 1675, mort en 1756, avait débuté comme avocat général à la cour des aides, puis au parlement de Paris (1705) où d'Aguesseau occupait le haut poste de procureur général depuis le 24 septembre 1700.

Les deux hommes s'estimèrent réciproquement et se lièrent d'amitié; aussi quand en 1717, d'Aguesseau fut appelé à la chancellerie, pensa-t-il naturellement à l'avocat général Joly de Fleury pour le remplacer. Il l'en avertit au moment même où celui-ci le complimentait sur sa nouvelle fortune en lui répondant : « ce qui me console, c'est que vous serez procureur général ».

Cette amitié devait quelques années plus tard subir une dure épreuve. En 1720, le gouvernement de la régence subissait une crise grave due aux témérités de Law. D'Argenson s'était vu enlever les finances qui avaient été confiées à Law, aussi pour se venger celui-ci avait-il conseillé au régent de diminuer de moitié la valeur des billets, seul moyen à ses yeux de sortir des difficultés. Une grande panique s'empara de tous les esprits; chacun crut sa for-

tune perdue, à tout le moins fort en péril. Devant cette agitation, le régent chercha l'homme intègre, dont le nom seul calmerait les esprits. Il fit revenir d'Aguesseau qui reprit ses fonctions le 8 juin 1720. Malheureusement celui-ci ne put rien, le mal était irréparable. Bien mieux, au contact des familiers de Law dont le nom était en exécration, d'Aguesseau perdit tout prestige. Il eut à ce moment le déplaisir de voir à propos de l'enregistrement de la déclaration de Dubois sur la constitution, le procureur général Joly de Fleury méconnaître leur ancienne amitié pour se vouer entièrement au régent.

Plus tard quand les esprits apaisés, d'Aguesseau reprit une troisième fois mais définitivement sa place à la chancellerie, Joly de Fleury aurait pu craindre les conséquences de son attitude passée car sa situation au parlement était fort compromise par ses variations à propos de la bulle *Unigenitus* qu'il avait tour à tour combattue aux côtés de d'Aguesseau pour la défendre ensuite avec le régent. Le chancelier ne voulut pas se souvenir des divergences passées et au contraire pour rehausser le prestige du procureur général il le choisit avec d'autres collaborateurs pour étudier la matière des ordonnances qu'il se proposait de publier.

Le procureur général avait travaillé les futures dispositions de l'ordonnance sur les biens et gens de mainmorte comme il l'avait fait pour les ordonnances antérieures. On aurait pu le croire dès lors tout acquis par avance à l'esprit et au texte de l'édit. Il n'en était pourtant rien soit que le texte définitif différât de son propre travail soit plutôt que Joly de Fleury, dans sa retraite¹, ait subi quelque influence ecclésiastique de nature à éveiller ses scrupules.

1. Le Procureur général Joly de Fleury se démit de sa charge en 1746.

En tout cas au fonds Joly de Fleury, vol. 1641, p. 99 figure un mémoire sur l'édit d'août 1749 qui nous fixe sur les nouvelles idées de l'ancien procureur général.

Celui-ci souhaitait en premier lieu que le chancelier ne persévérât pas dans l'ordredonné aux procureurs généraux près les cours de procéder au dénombrement des communautés et congrégations et à l'inventaire de leurs biens.

Il dénonçait en second lieu comme entaché d'un excès de rigueur l'article 9 qui prévoyait la nullité des legs d'immeubles ou de rentes foncières.

Il trouvait excessif le droit fiscal afférent à la délivrance des lettres patentes quand il s'agissait de biens de modeste valeur et dénonçait l'impossibilité, pour les établissements, d'employer leurs petites disponibilités puisque le montant des rentes n'était pas moindre de 1000 livres.

Il demandait encore pour les gens de mainmorte la liberté de replacer à leur gré les rentes foncières remboursées et désirait spécialement qu'il leur soit accordé pleine liberté de faire des placements sur les particuliers.

Enfin Joly de Fleury souhaitait que le chancelier accordât libéralement des exceptions en faveur des hôpitaux, fabriques, églises de campagne et attirait tout spécialement l'attention de d'Aguesseau sur l'éventualité de la fermeture des séminaires fondés depuis 1666 sans lettres patentes si les dispositions de l'édit étaient maintenues vis-à-vis d'eux.

Les observations de Joly de Fleury contrairement à celles de tant d'autres ne furent pas inutiles. D'Aguesseau reconnut qu'il pouvait sans inconvénient modifier certaines dispositions de l'édit ou en atténuer la rigueur et se mit à préparer une déclaration interprétative. Il aurait ainsi

donné satisfaction à son ami, mais la maladie le contraignit à se démettre de sa charge et à laisser à d'autres le soin de la publier. Quelques années plus tard, l'ancien président de Lamoignon devenu chancelier s'acquitta de cette charge par la déclaration de 1762.

CHAPITRE XI

LES HOPITAUX

L'édit du mois d'août 1749 avait, nous le savons, une portée générale et s'appliquait à tous les établissements de mainmorte, aussi les hôpitaux, qui étaient atteints par les nouvelles mesures, réagirent-ils pour demander des modifications sur les points qui leur parurent de nature à nuire aux intérêts dont ils avaient la garde.

Les administrateurs des hôpitaux le firent sans violence ni excès de langage, ils se contentèrent d'attirer l'attention du chancelier sur certains inconvénients. Ceux de l'Hôtel-Dieu de Paris et des Incurables présentèrent, en mars 1750, un mémoire dans lequel ils exposaient les réflexions que leur suggéraient l'application de l'édit.

Leurs observations visaient particulièrement trois objets :

Ils faisaient observer , en premier lieu, que les hôpitaux sont propriétaires de diverses rentes constituées sur des particuliers souvent d'un montant modique et qu'ils seraient obligés à chaque emploi, pour obtenir des dérogations, de faire enregistrer les lettres patentes qu'ils obtiendraient, ce qui absorberait la plus grande partie des fonds au détriment des malades. Ils ajoutaient que si, pour éviter ces frais, ils voulaient employer les fonds en rentes sur le Roi, comme le leur permettait l'édit, ils n'en trouveraient pas toujours de proportionnées aux sommes remboursées.

Dans un autre ordre d'idées, ils exposaient que, des particuliers débiteurs pouvaient, avant l'édit, se libérer au moyen de rentes sur eux-mêmes ou sur d'autres particuliers mais que, maintenant, les dites rentes étant expressément défendues à tous les gens de mainmorte, il ne restait plus aux hôpitaux que la funeste alternative de perdre ce qui leur était dû ou de procurer la ruine entière de leur débiteur en le poursuivant sans merci jusqu'au remboursement intégral et immédiat de tout le capital dû.

Enfin les administrateurs informaient le chancelier que certains lits de l'hôpital des incurables avaient des revenus spécialement affectés à leur entretien qui devenaient vite insuffisants soit par suite de la hausse des denrées, soit par la diminution du revenu, aussi ne remplissait-on les lits vacants qu'après s'être assuré du supplément nécessaire pour compléter le revenu. Or bien souvent ces suppléments étaient peu importants (3 ou 400 livres), et ils se trouveraient très difficilement s'il fallait observer toutes les formalités de l'édit, à cause du coût exagéré des lettres patentes et de l'obligation de emploi en rentes sur le Roi, impossibles à trouver pour un montant minime, et enfin du fait que les fondateurs constituent souvent des rentes sur eux-mêmes, ce que l'édit interdit expressément.

Ils demandaient en conséquence au Roi la permission d'acquérir et de posséder des rentes constituées sur des particuliers et affirmaient que l'esprit de l'édit ne s'y opposait pas : « En effet le seul motif que la loi rend de la défense faite aux gens de mainmorte d'acquérir des rentes sur particuliers est que la faculté qu'ils en ont eu par le passé leur a donné lieu de devenir propriétaires du fonds même sur lesquels ces rentes étaient constituées. C'est inconvenient n'est plus à craindre, l'édit y a suffisamment pourvu

par la prohibition générale d'acquérir des fonds à quelque titre que ce soit, même d'en recevoir en paiement de créances. Les hôpitaux créanciers de rentes constituées sur particuliers pourront bien faute de paiement des arrérages faire saisir les fonds hypothéqués, ils pourront, s'il le faut, les faire vendre par décret, mais ils ne pourront plus s'en rendre adjudicataires¹. »

Ces justes représentations furent accueillies avec faveur par le Roi, qui, dans sa déclaration interprétative de 1762, donna presque entière satisfaction aux désirs exprimés par les administrateurs des hôpitaux et autres maisons de bienfaisance.

1 Mémoire qui figure au fonds Joly de Fleury, vol. 1639, cote 195.

CHAPITRE XII

LES PROTESTATIONS DU CLERGE

Les ecclésiastiques, comme bien on pense, accueillirent l'édit avec indignation. Certes, ils ne s'élevaient pas contre la nécessité de l'autorisation par lettres patentes pour de nouvelles fondations ou acquisitions mais la défense d'acquérir toute terre, celle de posséder des rentes sur des particuliers, et la plupart des prescriptions leur apparaissaient comme une machine de guerre dirigée contre la religion.

S'ils ne méconnaissaient pas les sentiments religieux du chancelier, ils supposaient que d'autres, soit libertins, soit détachés de Dieu, avaient pu sournoisement influencer son esprit.

Voyant le péril, les princes de l'Eglise organisèrent la résistance. Certains préparèrent des mémoires qu'ils adressèrent au chancelier en personne. Mais ce moyen n'ayant pas réussi, d'autres cherchèrent des intermédiaires qualifiés pour entretenir directement le Roi de leurs doléances. Enfin, tous se servirent des assemblées du clergé pour donner à leurs représentations la forme solennelle d'une protestation générale émanant de tous les évêques de France.

Les agents généraux du clergé furent, bien entendu, chargés de recueillir les documents et matériaux nécessaires

à la rédaction des mémoires et préparèrent par leurs travaux les assemblées du clergé.

Mais dès le premier moment, individuellement, des évêques, bouleversés de ce qu'ils voyaient, écrivirent au chancelier.

Un des prélats les plus ardents à la défense des intérêts de l'Eglise fut l'évêque de Grenoble. Ses mandements, ses lettres, ses interventions aux différentes assemblées du clergé le montrent perpétuellement sur la brèche à revendiquer pour l'Eglise le respect de ses immunités.

La publication de l'édit d'août 1749 ne pouvait le laisser indifférent.

Sans plus attendre, il écrivit à d'Aguesseau pour lui faire part de ses craintes et de ses angoisses et le prier de rapporter son ordonnance. La réponse ne venant pas assez vite à son gré, successivement il lui adressa trois mémoires fort longs et diffus.

Le chancelier était un homme de trop bonne compagnie pour laisser l'évêque de Grenoble user sa plume inutilement. Le 23 janvier 1750, il lui écrivit une lettre qui figure dans la correspondance officielle de ses œuvres, édition Pardessus.

Quelle ironie dès les premières lignes : « La grande fécondité de votre plume aurait pu s'exercer sur des objets plus dignes de vous que l'édit du mois d'août 1749..... », ensuite, une invite à la concision du style et à la netteté de la pensée : « Et vous auriez pu abréger les trois longs mémoires que vous m'avez envoyés sur cet édit si vous en aviez retranché des matières aussi étrangères que le sont les grands chemins, les péages, le jugement des contestations sur les substitutions. » Et plus loin, le rappel au respect des ordres du Roi : « J'aurais désiré encore plus, de ne pas trouver

dans ces mémoires des prétentions contraires à l'autorité du Roi..... »

Mais d'Aguesseau ne se contente pas de répondre négativement par un sec « *non possumus* », il veut convaincre son adversaire et pour cela lui explique ses raisons.

D'abord « il n'a aucun dessein secret de détruire les établissements les plus favorables » et d'éminents prélats ont reconnu la droiture de ses intentions.

Ensuite, avec un peu plus de réflexion sur la même loi, son contradicteur aurait remarqué « qu'elle laisse une ressource assurée à tout ce qui peut intéresser la piété et la charité des fidèles. »

Puis, le Roi n'exclut même pas absolument la faculté d'acquérir des rentes de toute nature ou des fonds de terre, il exige seulement, pour ce faire, d'obtenir une autorisation par lettres patentes.

Enfin, la religion et la sagesse du Roi l'ont porté encore à se réserver d'autoriser de nouveaux établissements lorsqu'ils se trouveraient utiles au public quoiqu'ils eussent été faits sans lettres patentes du Roi; et pour terminer le chancelier rappelle la règle fondamentale évoquée encore une fois « l'autorité du Roi peut seule donner l'être à un corps ou à une communauté ecclésiastique ou religieuse, et en faire véritablement un membre du clergé ».

L'évêque de Grenoble fut-il convaincu? Il est permis d'en douter puisqu'à l'assemblée du clergé de 1750, il figure parmi les prélats qui protestèrent le plus vigoureusement contre les dispositions de l'édit.

Cette assemblée avait désigné certains de ses membres pour constituer une commission du temporel que présidait l'archevêque de Sens. A ce titre, elle examina particulièrement l'édit d'août 1749 dont elle fit une critique serrée.

Le 18 juillet 1750, l'archevêque déposait son rapport dans lequel la commission s'élevait contre les restrictions apportées à la faculté d'acquérir des biens ou de recevoir des dons ou legs, prétendant que pareilles mesures ruinaient hôpitaux et maisons religieuses, que la défense d'acquérir des rentes sur les particuliers mettrait les ecclésiastiques dans l'impossibilité de trouver les emplois nécessaires pour les petites sommes puisque les rentes sur le Roi sont d'un montant assez élevés, et qu'enfin l'obligation d'obtenir des lettres patentes présentait l'inconvénient d'entraîner des frais considérables.

S'en prenant à l'esprit même de l'édit le rapport constatait avec amertume que les congrégations y étaient représentées sous un jour nettement défavorable, comme dangereuses pour le Roi et nuisibles à l'Etat, alors qu'elles contribuaient aux charges publiques par des dons considérables et rendaient service à la population par l'assistance aux malades et l'enseignement des devoirs à rendre à Dieu.

Enfin, dernier et grave reproche, l'Eglise ne pouvait admettre qu'on eut légiféré, sur des matières qui la regardaient, sans l'avoir consultée et que l'on ait confié le soin de veiller à l'exécution de l'édit à des magistrats qui pouvaient être appelés à porter la main sur des objets auxquels ils ne pouvaient toucher sans usurpation.

Ces protestations de sa commission, l'assemblée générale les fit siennes à la demande du cardinal de la Rochefoucauld, son président, et les vœux du clergé furent adressés au Roi.

Aucune modification ne fut cependant apportée immédiatement aux dispositions de l'édit et la retraite du chancelier d'Aguesseau ne changea rien à la situation.

Les prélats pensèrent alors à faire intervenir de puissants

personnages auxquels leur naissance et leur situation personnelle permettaient d'approcher du Roi et d'influencer favorablement son opinion.

L'archevêque d'Auch s'adressa à un grand seigneur, le cardinal Pierre Guérin de Tencin. Nul choix n'aurait pu être meilleur, car ce prince de l'Eglise, archevêque de Lyon, avait joué un rôle très important les années précédentes et jouissait encore à l'époque d'un crédit intact.

Pierre Guérin de Tencin était né à Grenoble en 1680. Quoique d'une famille parlementaire, il entra de bonne heure dans les ordres, devint prier de la Sorbonne, puis grand vicaire et archidiacre de Sens. Soutenu par sa sœur Claudine, qui eut son heure de célébrité, il fut une créature du ministre Dubois. En 1721, il suivit à Rome comme conclave le cardinal de Rohan et fit campagne en faveur du pape Innocent XIII, qui, sur ses instances, accorda le chapeau de cardinal à Dubois. Ce succès fut l'origine de la brillante carrière de l'abbé de Tencin. Chargé d'affaires de France près de la Cour de Rome, archevêque d'Embrun, il déploya un zèle infatigable en faveur du ministre Dubois sans négliger les affaires de l'Eglise. Il contribua plus que tout autre à la condamnation de l'évêque Soanez, accusé d'hérésie, et dut, à ses bons offices d'obtenir pour lui-même la pourpre cardinalice. Ayant réussi à faire élire pape le candidat du Roi, Benoit XIV, il regut en récompense l'archevêché de Lyon et la charge de ministre d'Etat.

En 1750, le cardinal de Tencin était très puissant. Hostile à la marquise de Pompadour, favorite du Roi, il était inféodé au parti de la Reine où figuraient le duc et la duchesse de Luynes, le président Hénault, l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, l'archevêque de Sens,

le Comte d'Argenson, secrétaire d'Etat à la guerre, et il possédait une grande influence.

Si quelqu'un pouvait réussir, il était certainement celui-là par les services passés qu'il avait rendus au Roi et la haute situation qu'il occupait.

L'archevêque d'Auch avait raison de s'adresser à lui, et, pour l'inciter à intervenir par lui-même, il lui dépeignit sous les couleurs les plus sombres le mal fait à la religion par les deux édits de mai et d'août 1749.

« Agité¹ de mille peines qu'éprouvent comme moi les evesques de cette province ecclésiastique et dépositaire des sentiments qui nous y sont communs, je viens avec confiance en faire part à votre Eminence, espérant de trouver de la consolation de votre charité et des ressources dans vos lumières.

« La part glorieuse que vous avez eue aux plus grands événements qui ont intéressé l'Eglise dans ce siècle-cy nous répond de votre zèle et l'accès que votre rang et votre place vous donnent auprès du Roi nous promet qu'étant à portée de remettre sous les yeux de Sa Majesté la sincérité avec laquelle nous cherchons à concilier les devoirs de notre conscience avec le désir extrême que nous avons de luy plaire vous réveillerez en notre faveur les sentiments de la bonté qui lui est naturelle et vous deviendrez par vous-même, Mgr, l'ange de Paix choisi de Dieu pour nous rendre la paix.

« La paix que nous avions demandée à Dieu au pied des autels avec tant d'insistance a été comme l'époque du commencement de nos maux, aurions-nous donc eu le malheur de rendre notre fidélité suspecte pendant la guerre,

1. La copie de cette lettre figure à la cote 86 du volume 15757, fonds français de la Bibliothèque Nationale.

nous qui avons répandu si libéralement nos dons pour aider au Roy à la soutenir et qui avons sans relâche solliciter auprès du Dieu des armées, des heureux succès qui ont couronné de gloire notre monarque bien-aimé.

« Il semble qu'on ait résolu de mortifier par toutes sortes d'endroits le premier ordre du royaume. Il nous reste cependant pour consolation cette douce confiance, que ce n'est pas le Roy lui-même qui l'a résolu et que sa religion lui parlera toujours pour nous au fond de son cœur.

« Le premier coup qu'on a porté au clergé est l'édit du mois d'août 1749 contre les gens de mainmorte. Le préambule en est accablant. Il semble que pour nous rendre odieux aux peuples qui nous sont confiés, on ait affecté de nous représenter à leurs yeux comme des hommes engraisés de leur substance; on y exagère nos possessions et on nous y traite selon la remarque d'un écrivain moderne comme des étrangers qui seraient à peine tolérés dans l'Etat, ou même comme des barbares qui seraient venus envahir les lieux ou s'emparer des foyers et des patrimoines des fidèles dont nous sommes les pères. Qu'est-ce qui a pu donner lieu à cet édit dont les dispositions attirent une consternation générale dans tout le clergé? Serait-ce des acquisitions immenses que fait l'Eglise, on ne sait. Si le goût du siècle présent est de leur donner, il serait aisé de démontrer que depuis François I^{er}, elle a infiniment plus perdu qu'elle n'a acquis. Combien d'aliénations n'a-t-elle pas été forcée de faire? Combien de dixmes, et de biens qui lui ont été envahis dans le temps des désordres de la religion? Combien de droits de péages et autres dont on l'a dépouillée, faute de titres primordiaux qu'il était impossible de conserver? Combien de titulaires, qui ne cherchent qu'à jouir et à éviter des procès, laissent chaque

jour périmer les droits les plus incontestables? Ce ne sont que quelques couvents tout au plus, qui peuvent encore acquérir, au moyen de leurs épargnes et ces acquisitions sont encore de bien petits objets.

« Que procurera donc l'édit? Il ôtera aux curés la ressource que leur donnent quelques obits fondés dans les paroisses, il fera tomber les communautés religieuses des filles dont tout le fonds ne consiste le plus souvent qu'en aumônes dotales, qu'elles ne pourront ni laisser dans les mains des parents ni placer ailleurs avec assurance dans le cas de remboursement. Il ruinera enfin ces hôpitaux, ressources publiques si nécessaires à l'Etat, en empêchant non seulement les laïcs de leur faire des libéralités mais en interdisant aux ecclésiastiques même le moyen de rendre à Dieu par leurs dernières dispositions ce que souvent ils sont tenus par justice de lui rendre. L'intérêt de l'Etat paraît-il avoir été consulté dans cette loi?

« Ce premier coup a été suivi d'une infinité d'autres. Bientôt après le Royaume retentit de toute part des poursuites qu'on faisait contre les diocèses des pays conquis à l'occasion du vingtième..... »

L'archevêque s'élève alors longuement sur les persécutions dont l'Eglise est abreuvée à l'occasion de cet impôt et sur l'atteinte ainsi portée aux privilèges de l'Eglise, et en finissant condense dans un saisissant résumé tous les motifs de la position prise par les ecclésiastiques à l'égard des derniers édits :

« S'il ne s'agissait que de certains privilèges que nous tenons de la piété de nos Roys, quelque longue possession que nous en ayons, il est maître de nous en priver, nous en serions touchés sans doute, mais ce qui nous affligera pardessus tout, ce sera de penser que ce fut l'effet de l'in-

disposition du Roy contre nous. Sa faveur est de tous les biens d'ici-bas le plus précieux et le seul dont nous puissions pleurer la perte, mais dès que sous le nom de privilèges arbitraires et révocables on s'en prend sous l'autorité du souverain aux droits sacrés de la religion, dès qu'on met en opposition ce que nous devons à Dieu avec ce que nous devons à César, alors toujours pleins de respect pour le trône, nous dirons à un roy chrétien avec toute la modestie, l'humilité, mais tout le courage que notre ministère doit nous inspirer, voyez vous-même auquel des deux nous devons obéir.

« Eh quelle idée le Roy aurait-il du clergé de son royaume, lui qui a signalé son règne par une attention toute particulière à ne mettre en place dans l'Eglise que des personnes dignes de son choix et du choix de Dieu, s'il voyait ce clergé prévariquer dans un point où il est persuadé qu'il s'agit des intérêts de Dieu et de ceux de la Religion? fut-ce en vue même de plaire au monarque notre infidélité n'accuserait-elle par le choix qu'il a lui-même fait de nous et ne nous rendrions-nous pas aussi vils et méprisables par là à ses yeux qu'à la face de l'univers entier.

« A Dieu ne plaise que les siècles à venir ne puissent reprocher à celui-cy une si honteuse flétrissure et que la crainte et le respect des hommes l'emporte jamais sur ce que nous devons de crainte et de respect à notre Dieu. Si Sa Majesté veut nous faire la grâce de juger favorablement de nos intentions, elle reconnaîtra qu'il ne saurait y avoir de violence plus forte que celle que nous sommes obligés de nous faire pour tenir contre le penchant naturel du cœur qui nous portera toujours à faire au delà de l'impossible, si on peut s'expliquer de la sorte, pour parvenir au bonheur de lui plaire. Elle jugera de ce que nous sommes capables

d'entreprendre pour son service par ce que nous avons le courage de faire pour le service de notre Dieu dans cette occasion la plus critique où nous pensions jamais nous trouver.

« Si nous avons le bonheur, Monseigneur de vous avoir pour interprète de nos intentions auprès du Roy, et que la prière que j'ai l'honneur de vous faire au nom de notre province pu vous donner occasion de luy faire ces représentations avec les sages ménagements de votre prudence, et cette éloquence persuavise qui vous est naturelle, nous aurions lieu d'espérer à l'exemple de Louis XIV, son auguste bisaïeul, que Sa Majesté calmerait bientôt tous nos troubles et rétablirait la paix dans l'Eglise de France; c'est ce que je demande à Dieu chaque jour dans le secret de mon cœur aux pieds des saints autels. J'ai l'honneur d'être.... »

Cette lettre écrite en termes si émouvants ne pouvait laisser indifférent un des membres les plus élevés de la hiérarchie ecclésiastique.

Le cardinal de Tencin fit certainement les démarches sollicitées d'autant qu'il souffrait lui-même dans son âme de prêtre des vexations dont il croyait l'Eglise abreuvée. Assuré de l'appui de la Reine et de celle plus décisive encore de Mme Adelaïde, fille préférée de Louis XV, très influente auprès de son père, il pensait certainement réussir. Nous ne possédons pas de récit de l'entrevue, mais nous pouvons aisément deviner comment les choses se sont passées.

Machault d'Arnouville a dû être prévenu de ce qui se tramait, et son intervention ne pouvait être négligeable. Aurait-il pu annihiler les efforts du cardinal s'il avait été seul? il est bien permis d'en douter. Mais il possédait une alliée sûre en la personne de la marquise de Pompadour. La maîtresse du Roi ne pouvait voir d'un œil favorable

tout ce qui rapprochait son royal amant des gens d'église, car elle craignait toujours une rupture que ceux-ci conseillaient au Roi.

La marquise devait encore être victorieuse dans ce duel. Le cardinal n'obtint aucune satisfaction. Sa démarche fut sans doute mal interprétée car, en mai 1751, il quittait la Cour pour rentrer définitivement dans son diocèse, imitant en cela tous ceux qui avaient cessé de plaire.

Le clergé ne resta pas sur ce double échec. Lors de ses assemblées de 1755, 1758, 1760, il reprit ses doléances. Le Roi à ce moment était plus disposé aux concessions, l'influence de la marquise passait. On parlait de modifications possibles au moins sur des points de détail. Le chancelier de Lamoignon ne cachait pas qu'il travaillait à une déclaration interprétative. Toutefois, soit paresse d'esprit soit occupations plus urgentes, en 1758, il n'avait encore rien rédigé et s'en excusait auprès des évêques d'Orléans et de Vence en prétextant la difficulté de concilier la permission future de posséder des créances hypothécaires avec les précautions à prendre pour empêcher de s'emparer des biens-fonds en cas de non-paiement par le débiteur.

Les gens de mainmorte durent attendre l'année 1762 pour bénéficier de certaines modifications ou commodités dans l'application de l'édit. Leurs protestations, on le voit, n'avaient pas été entièrement vaines.

QUATRIÈME SECTION

CHAPITRE XIII

L'OBSERVANCE DE L'EDIT

Les parlements veillèrent toujours à la stricte observance des règles concernant la fondation des établissements de mainmorte. Ils enjoignirent aux associations constituées sans lettres patentes de se dissoudre chaque fois que le Procureur général les saisissait d'une requête à ce sujet.

Un arrêt du parlement du 8 mars 1731 cassa et annula la confrérie des cordonniers de la ville de Fougères qui n'était point autorisée par lettres patentes.

Le 12 août 1738, un arrêt rendu par la grand'chambre cassa la confrérie desservie dans l'église paroissiale de Sainte-Croix de Nantes fondée sans lettres patentes.

L'exemple le plus saillant de la vigilance du parlement est celui que nous fournit le parlement de Paris quand le 11 janvier 1760, à la demande de l'un de ses membres, il décida de charger son Procureur général d'informer sur différentes associations et congrégations non autorisées et non revêtues de lettres patentes.

Le Procureur général procéda à une vaste et longue enquête dont il donna le résultat dans un rapport qu'il lut

à la Cour le 18 avril 1760. Il fournit de nombreux détails sur ces différentes associations, dénonça plusieurs de leurs règles qu'il jugeait dangereuses, et surtout s'éleva contre le secret exigé dans certaines de ces associations. Il alla même jusqu'à contester l'utilité de pareilles congrégations qui d'ailleurs, ajoutait-il, n'existaient pas dans les premiers siècles de l'Eglise et demanda la dissolution de toutes ces associations.

La Cour rendit son arrêt le 9 mai 1760 ordonnant « que les ordonnances, arrêts et règlements de la Cour seront exécutés selon leur forme et teneur et faisant défenses et inhibitions à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient de former aucune assemblée illicite ni confréries, congrégations ou associations, sans l'expresse permission du Roi et lettres patentes vérifiées ne ladite Cour » et elle ajouta de très expresses inhibitions et défenses de souffrir aucune assemblée ni faire aucun exercice desdites affiliations et congrégations.

Deux ans plus tard, le parlement de Paris devait s'inspirer de ces mêmes principes en rendant son célèbre arrêt du 6 août 1762 qui prononçait la dissolution de l'ordre des jésuites en se fondant sur une critique détaillée des règles de la Société de Jésus. Les autres parlements suivirent dans cette voie celui de Paris et il en résulta une vive campagne pour ou contre les jésuites qui troubla profondément le royaume.

Dans un esprit d'apaisement, le Roi Louis XV, désireux de voir terminer cette regrettable querelle, publia un édit en novembre 1764 maintenant la suppression de l'ordre des jésuites mais en même temps interdisant toutes poursuites contre les anciens membres de ladite société :

« Voulons et nous plait qu'à l'avenir la société des jé-

suites n'ait plus lieu dans notre royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance.....

« Voulons en outre que toutes procédures criminelles qui auraient été commencées à l'occasion de l'institut et société des jésuites, soit relativement à des ouvrages imprimés ou autrement, contre quelques personnes que ce soit et dans quelque état, qualité et conditions qu'elles puissent être, circonstances et dépendances, soient et demeurent éteintes et assoupies, imposant silence à cet effet à notre Procureur général. Si donnons en mandement..... »

En définitive, le Roi put toujours compter sur son parlement pour veiller à l'observation des règles de l'édit de 1749. Les registres du parlement qui contiennent de nombreux arrêts dans lesquels les magistrats surent maintenir énergiquement les droits de la couronne en font foi.

CHAPITRE XIV

LA LEGISLATION POSTERIEURE

Certaines critiques concernant l'édit de 1749 étaient fondées. Le chancelier d'Aguesseau aurait lui-même pris l'initiative de quelques modifications. La maladie et la mort l'en empêchèrent. Les protestations et les nombreuses intrigues soulevées par l'impôt du vingtième et les nouvelles mesures fiscales de Machault firent ensuite passer au second plan des préoccupations royales les doléances des gens de mainmorte.

Ce ne fut qu'en 1762 que parut la déclaration interprétative si désirée. Elle porte le titre de « Déclaration du Roi en interprétation de l'édit du mois d'août 1749 concernant les établissements et acquisitions des gens de mainmorte. »

Le préambule rappelle que l'édit avait renouvelé les règles qui avaient paru « les plus propres à concilier la faveur que méritent les établissements faits par des motifs de religion et de charité avec l'intérêt des familles ». Puis, en venant aux modifications qu'il va annoncer, le Roi déclare « après nous être fait rendre un compte exact des doutes qui se sont élevés, et des différentes représentations qui nous ont été faites au sujet de notre édit, nous nous sommes déterminé à expliquer nos intentions par une délibération qui en fera connaître de plus en plus le véritable esprit, et par laquelle nous donnerons une nouvelle

marque de notre protection aux établissements destinés à procurer des instructions et des secours temporels à nos sujets. »

La déclaration donne certains apaisements aux fidèles et aux ecclésiastiques.

Elle confirme les érections des cures ou vicairies perpétuelles faites sans autorisation et ajoute au nombre des fondations permises par l'article 3 de l'édit les services et prières. Elle autorise aussi les gens de mainmorte à donner à cens ou à rentes perpétuelles leurs biens acquis sans autorisation, tout en leur enjoignant au cas où ils en rentreraient en possession effective d'en vider leur main dans l'an et le jour : et les autorise par exception à l'article 25 de l'édit à céder leur droit de retrait féodal à d'autres qu'à des gens de mainmorte mais seulement moyennant des effets mobiliers ou rentes mobilières autorisées. Elle permet aussi le versement des dots aux religieuses en un ou plusieurs termes pourvu que le paiement en soit fait en rentes mobilières autorisées.

Ce fut d'ailleurs surtout à l'égard des hôpitaux et autres établissements de charité que la déclaration se montra bienveillante.

Elle autorise expressement les fondations de lits ou places ou de bouillons pour les pauvres.

Elle tient compte des observations des administrateurs des hôpitaux concernant la difficulté de remployer en rentes sur le Roi les remboursements de dons portant sur de faibles sommes, en leur permettant de les remettre au moins par 250 livres aux receveurs des tailles qui seront tenus de leur verser un intérêt au denier 25.

Elle valide les actes de dernière volonté faits aux hôpitaux soit en rentes soit en immeubles, étant entendu que

les héritiers des donateurs pourront rembourser ces donations en les payant la valeur sur le pied du denier 20.

En contre partie, la déclaration dans le but fiscal, déclare assujettir les biens de mainmorte à toutes les charges publiques, tailles, vingtième, etc.

Telle est la déclaration « donnée à Versailles le vingtième jour du mois de juillet, l'an de grâce mil sept cent soixante-deux, et de notre règne le quarante-septième. Signé Louis, et plus bas, par le Roi, Phelipeaux et scellée du grand sceau de cire jaune. »

Le parlement de Paris et la Cour du parlement de Toulouse (23 août 1763), enregistrèrent la déclaration sans modification.

Celle de Bordeaux inséra dans l'arrêt d'enregistrement du 6 septembre 1762, une réserve pour sauvegarder sa jurisprudence antérieure « à la charge, néanmoins que les gens de mainmorte ne pourront retirer aucun droit utile du retrait féodal ou censuel ou du droit de prélation rétabli en leur faveur par l'article VI, sans préjudice de percevoir les lods ou autres droits censuels dépendant des dits fiefs ou censives dont ils pourraient se faire payer par les cessionnaires dudit droit de prélation s'ils n'en ont déjà été payés par le premier acquéreur, le tout de la même manière que ledit droit de prélation a été perçu ou exercé jusqu'ici suivant la jurisprudence de la Cour... »

Le parlement de Normandie enregistra la déclaration le 18 janvier 1763 mais ajouta une précaution supplémentaire contre les initiatives des administrateurs des hôpitaux « qui ne pourront disposer des deniers mentionnés dans l'article VIII de la déclaration qu'en vertu d'une délibération du général, faite conformément aux règlements.

L'édit de 1749 ne devait plus subir de modification jus-

qu'à la fin de la monarchie. Le Roi Louis XVI en montant sur le trône, reprenant la vieille coutume qui voulait que le nouveau souverain confirma les édits et ordonnances de ses prédécesseurs, publia une déclaration donnée à la Muette le vingt-sixième jour du mois de mai 1774 et de son règne le premier, qui reproduisait les termes mêmes de l'ordonnance de 1762, et fut enregistrée par le parlement sans aucune observation le 1^{er} juin 1774.

CHAPITRE : XV

FIN DE LA LEGISLATION ROYALE SUR LES BIENS DE MAINMORTE

La législation royale sur les biens de mainmorte dont l'édit de 1749 avait constitué la pierre principale allait voir sa disparition avec l'avènement de la période révolutionnaire.

Dès le 2 novembre 1789, l'assemblée constituante décréta que les biens du clergé fussent mis à la disposition de l'Etat comme biens nationaux pour servir de gages aux assignats « à charge par la Nation de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres ».

En exécution de cette décision, elle ordonna à tous les titulaires de bénéfices ainsi qu'aux supérieurs des communautés d'établir un inventaire détaillé de tous leurs biens et de l'envoyer à l'assemblée.

Quarante ans auparavant, Machault avait voulu, pour assujettir à l'impôt du vingtième les biens ecclésiastiques, forcer le clergé à une semblable déclaration. On sait les clameurs qu'il souleva et l'échec qu'il subit en définitive.

Cette fois-ci, les religieux s'inclinèrent, l'inventaire fut fait en présence des représentants des municipalités qui en vérifièrent l'exactitude

Aucun ecclésiastique ne se fit pourtant d'illusion sur le

sort qui attendait son établissement. L'inventaire, il le savait, n'était que le premier pas vers des mesures plus décisives.

Un décret des 13-19 février 1790 interdit les vœux monastiques solennels de personnes de l'un et l'autre sexe et en conséquence supprima tous les ordres et congrégations régulières dans lesquels se prononçaient pareils vœux.

Il restait encore de nombreuses corporations, congrégations séculières ecclésiastiques et laïques qui avaient été dûment autorisées par lettres patentes, leur existence fut de courte durée. Un décret du 17 août 1792, ordonna aux religieux et religieuses qui restaient d'évacuer tous leurs couvents pour le 1^{er} octobre suivant et en même temps que les établissements seraient mis en vente par le soin des corps administratifs.

Le lendemain enfin, une loi du 18 août 1792¹ supprimait les congrégations séculières et toutes les associations de piété ou de religion, confréries et familiarités.

L'édit d'août 1749 avait vécu. Il était devenu sans objet.

1. Loi du 17 août 1792. — L'Assemblée nationale considérant qu'un Etat vraiment libre ne doit souffrir dans son sein aucune corporation, pas même celles qui vouées à l'enseignement public ont bien mérité de la patrie et que le moment où le corps législatif achève d'anéantir les corporations religieuses, est celui aussi où il doit faire disparaître à jamais tous les costumes qui leur étaient propres et dont l'effet nécessaire serait d'en rappeler le souvenir, d'en retracer l'image ou de faire penser qu'elles subsistent encore, décrète ce qui suit : Art. 1^{er}. — Les corporations connues en France sous le nom de congrégations séculières ecclésiastiques telles que celle des prêtres de l'oratoire de Jésus, de la Doctrine chrétienne..., les congrégations laïques, telles que celle des frères de l'Ecole chrétienne, les hermites du Mont-Valérien... ; les congrégations des filles, telles que celle de la Sagesse, des Ecoles chrétiennes et généralement toutes les corporations religieuses et congrégations séculières d'hommes et de femmes ecclésiastiques ou laïques, même celles uniquement vouées au service des hôpitaux et au soulagement des malades, sous quelque dénomination qu'elles existent en France, soit qu'elles ne comprennent qu'une seule maison, soit qu'elles en comprennent plusieurs, ensemble les familiarités, confrairies, les pénitents de toutes couleurs, les pèlerins de toutes autres associations de piété ou de charité, sont éteintes et supprimées à dater du jour de la publication du présent décret.

APPENDICE

CHAPITRE XVI

APPRECIATION DES HABITANTS SUR LES ETABLISSEMENTS DE MAINMORTE

Après avoir analysé et scruté la pensée de d'Aguesseau sur les gens de mainmorte, exposé les critiques que provoqua son édit, indiqué les incertitudes royales pour tout ce qui concernait la religion, ne serait-il pas bon de connaître l'opinion personnelle des habitants des villes dans lesquelles se trouvaient des établissements de mainmorte?

Qui chercherait seulement dans les documents ecclésiastiques de l'époque des renseignements sur la question aurait une opinion aussi fausse que s'il s'était borné à les recueillir dans les opuscules publiés par les partisans de Machault, dits Machaudistes, lors des ardentes et passionnées discussions sur l'impôt du vingtième.

N'est-il pas préférable de s'adresser aux gens qui vivaient au milieu d'eux? Les archives départementales offrent d'abondantes ressources aux esprits curieux. Nous y avons trouvé des documents très intéressants concernant un couvent¹ : L'histoire du monastère de Saint Benoît, fondé dans la ville de Saint-Malo, province de Bretagne

1. Voir annales de la Société historique et archéologique de St Malo, année 1909.

Le schisme d'Angleterre de 1533 entraîna une cruelle persécution envers les catholiques. Couvents et monastères furent pillés, leurs biens confisqués, et la plupart de leurs membres mis à mort. L'ordre de Saint Benoît qui avait pris un grand développement dans le royaume eut presque totalement disparu si sur le continent on n'eût reçu des novices anglais destinés à évangéliser de nouveau l'Angleterre.

Certains de ces jeunes moines retournèrent dans leur pays où ayant retrouvé le seul religieux survivant de la persécution, Sigebert, Robert Buckleuil de son nom de famille, ils reconstituèrent un monastère et firent revivre en Angleterre l'ordre de Saint Benoît avec l'autorisation du pape Paul V.

D'autres fondèrent de nouveaux établissements dans les pays voisins pour y recevoir les Anglais désireux d'entrer en religion. Parmi eux, deux religieux Dom Gabriel de Sainte-Marie de l'illustre maison des Giffords et Dom Jean Barney (Johnes Barnes), s'installèrent en février 1611 à Saint-Malo, ville en commerce constant avec l'Angleterre.

Ils rendirent de si grands services, « confessant infatigablement de jour et de nuit et exhortant les malades dont ils prenaient un grand soin dans les derniers moments, également des pauvres comme des riches sans acception de personnes » que le nouvel évêque de Saint-Malo confia à Dom Jean Barnez, la lourde tâche de réformer la théologie de Saint-Malo et que les habitants voulurent offrir aux deux moines l'église de Saint-Sauveur et l'hôpital qu'ils faisaient bâtir.

Le travail ne manquant pas à ces deux religieux, ils durent appeler près d'eux d'autres moines et songèrent

à fonder un établissement durable. Pour ce, ils acquérirent deux maisons dans la ville et un terrain suffisant pour y bâtir une église, un dortoir et un cloître et s'empressèrent de demander les autorisations nécessaires.

Ils s'adressèrent d'abord à l'évêque et aux chanoines qui étaient seigneurs spirituels et temporels de la ville. Ceux-ci leur accordèrent l'autorisation sollicitée tout en y mettant certaines conditions que d'Aguesseau devait faire siennes cent vingt-neuf ans plus tard « de ne faire aucun nouvel acquet dans la ville; mais qu'ils jouiront seulement de ceux qu'ils venaient de faire pour leur établissement et de ne pouvoir aussi constituer aucune rente sur les maisons de la dite ville, ny même sur aucuns biens, terres ou héritages relevant des Régnaires ou fiefs des seigneurs. » (En comparant ces défenses avec celles contenues à l'article 5 de l'ordonnance d'août 1749, on voit la constante préoccupation des esprits sous l'ancienne monarchie de limiter avant tout l'accroissement des biens de mainmorte. Les défenses faites aux religieux sont d'autant plus curieuses d'ailleurs qu'elles sont faites par des ecclésiastiques et qu'elles ne semblent pas avoir été mal accueillies par les intéressés.)

Le parlement de Bretagne homologua ces conditions le 13 mai 1621, mais toutes ces permissions n'étaient pas encore suffisantes pour autoriser la fondation du nouvel établissement. L'évêque, les chanoines, les représentants de l'hôtel de ville, le gouverneur avaient bien donné leur consentement mais il manquait l'autorisation royale sans laquelle tout établissement devenait illicite. Les pères présentèrent requête au Roi Louis XIII, alors de passage à Nantes, le 13 juillet 1626, le suppliant de les autoriser

à bâtir une église avec un logis stable pour leur demeure sur les fonds qu'ils avaient acquis.

Ils obtinrent des lettres patentes en juillet 1626, vérifiées et registrées au parlement de Bretagne le 15 septembre 1626, à la charge que les supérieurs du monastère seraient français et non anglais, et en 1628 le Roy leur accorda des lettres d'amortissement qui furent enregistrées à la Chambre des Comptes de Nantes le 13 juin 1629 et au parlement de Bretagne le 28 novembre 1629.

Ces religieux, désormais autorisés, rendirent les plus grands services à la population malouine lors de l'épidémie de peste qui décima la population en 1629. Deux d'entre eux moururent, atteints par la contagion après s'être épuisés à soigner les malades. En 1669, la persécution religieuse s'atténuant en Angleterre les religieux anglais cédèrent la place à des moines français de la congrégation de Saint-Maur qui s'installèrent dans l'église et le monastère en présence de l'évêque et des notables de la ville.

Les habitants de Saint-Malo s'attachèrent à leurs nouveaux moines car « ils donnaient tous leurs soins pour assister le public, encore plus les malades soit de jour, soit de nuit. Ils s'attirèrent par là l'affection et la confiance de chacun qui se porta par un zèle plein de volonté et d'émulation à leur faire les mêmes assistances qu'ils faisaient aux religieux anglais, tant pour la décoration de leur église que pour les aider à faire construire les autres bâtiments dont ils avaient besoin pour l'observance régulière. »

Le couvent des pères de Saint-Malo prospéra jusque vers le milieu du ^{xviii}e siècle et les prescriptions de l'édit d'août 1749 ne l'atteignirent pas car il s'était conformé à toutes les ordonnances royales.

Cependant, une circonstance devait naître qui allait

manifester publiquement l'intérêt que les habitants de la ville attachaient à la conservation de leur couvent. Les professions religieuses devenaient plus rares, les couvents se vidaient, les donations se faisaient moins nombreuses et les revenus de maints établissements se révélaient insuffisants pour faire vivre les religieux, sans doute sous l'influence des idées philosophiques nouvelles. Aussi parut-il urgent au gouvernement royal de supprimer les couvents qui vivaient difficilement pour les réunir à d'autres du même ordre plus prospères.

A cet effet, le 6 juillet 1766, le roi Louis XV, rendit un arrêt par lequel il ordonnait à la congrégation de Saint-Maur de ne tolérer l'existence que de monastères pouvant faire vivre au moins dix membres et les comprenant effectivement; les autres devaient être supprimés.

Le chapitre général de l'ordre décida alors la suppression de certains de ses couvents. Celui de Saint-Malo était du nombre.

S'il n'avait présenté aucun avantage pour la ville, il eut disparu sans protestations et sans regrets, or, il n'en fut rien.

Le 21 août 1766, M. Withe de Boisglé, maire de Saint-Malo assemble son conseil pour lui exposer la situation et demander son avis. Il indique le sort qui menace le couvent et le conseil dans une délibération qui figure sur le registre n° 37 du greffe de la ville et communauté de Saint-Malo décide qu'il est non seulement utile mais même nécessaire pour la ville que le couvent soit conservé : « Premièrement, parce que le clergé étant peu nombreux dans la ville et n'y ayant qu'une autre communauté d'hommes, si le monastère en question est supprimé, les habitants de la ville seront difficilement servis dans leurs besoins spirituels. Secondement parce que la pluralité des corps et communautés

dans une ville excite et entretient à l'avantage du public, en les faisant chacun s'évertuer de plus en plus à mériter l'estime et l'amour du public. Troisièmement, parce que l'Eglise du monastère dont il s'agit est la seule de la ville outre l'église cathédrale où tous les jours l'exercice solennel de la religion se fasse. Quatrièmement, parce que ce monastère avec seulement six religieux ayant été utile à la ville, le deviendra bien davantage lorsqu'il renfermera un plus grand nombre de religieux, car plus une communauté est nombreuse plus elle réunit de lumières, de talents et de vertus. Cinquièmement, parce que les armes de la ville étant apposées aux vitres du chœur de l'église de ce monastère, c'est un titre qui réclame pour lui le secours de la ville.....

Après avoir entendu M. le Maire, l'assemblée pleine de vénération pour l'ordre de Saint-Benoit qui depuis tant de siècles a rendu de si grands services à la Religion, à l'Eglise et à l'Etat et dont le lustre a été renouvelé par la congrégation de Saint-Maur a unanimement prié M. le Maire de faire au nom de la ville toutes les démarches qu'il jugera nécessaires et propres à conserver le monastère de l'ordre de Saint-Benoit situé en cette ville. »

Le conseil eut satisfaction au moins provisoirement, mais le maire savait qu'il ne fallait pas s'endormir sur cette première victoire. Une nouvelle offensive se préparait contre le couvent. Pour la déjouer il écrivit à Paris à deux hommes influents, MM. Joly de Fleury, conseiller d'Etat, un des fils de l'ancien Procureur général, et Baugeois de Boyne¹, chargés d'assurer l'exécution de la volonté royale concernant la suppression des communautés anémiées et

1. Baugeois de Boyne, premier président du parlement de Franche-Comté, intendant de la province, alors conseiller d'Etat, fut ministre de la marine dans le ministère Maupeou.

leur rattachement à d'autres du même ordre. Déjà, grâce à une démarche qu'il avait faite auprès de ces deux personnages importants, le maire avait pu sauver « un monastère si utile et si nécessaire au bien-être de la ville », il les supplia de nouveau de ne rien faire contre cette communauté, ce dont les habitants de Saint-Malo leur auront la plus sincère reconnaissance, car cette conservation, ajoutait-il, liée intimement au bien-être de la ville ne pouvait que concourir au plus grand bien de l'Eglise et de l'Etat.

Ecrivant au R. P. Cunat, prieur des bénédictins de Saint-Malo, pour le mettre au courant des démarches qu'il faisait en faveur de sa communauté, et du bon espoir qu'il avait de voir ses efforts aboutir à un heureux résultat, M. Vithe de Boisglé s'exprimait en ces termes : « Si cette conservation dépendait uniquement de la sincérité et de l'ardeur de mes désirs, je vous assurerais qu'elle serait certaine. En faisant tous les efforts pour la procurer, j'ai la satisfaction de travailler à acquitter la juste reconnaissance que la ville doit à votre monastère pour les services qu'il lui a certainement rendus..... »

Grâce aux démarches du maire le prieuré de Saint-Malo est conservé et l'édit de mars 1768 sur les ordres religieux ne l'atteint pas. Seule la tourmente révolutionnaire allait l'emporter comme tous les couvents de France sans souci des services passés ni de ceux que la population malouine pouvait encore attendre du dévouement constant de ses moines.

Telle fut l'histoire d'un couvent où l'on voit pris sur le vif non seulement l'observation intégrale de toutes les formalités requises par l'ancienne législation royale pour fonder légalement un établissement de mainmorte, mais encore l'estime et la reconnaissance que les habitants avaient pour un couvent dont ils appréciaient quotidiennement le zèle et le dévouement de ses membres.

DOCUMENTS

EDIT CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS ET ACQUISITIONS DES GENS DE MAINMORTE DU MOIS D'AOUT 1749.

Louis par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre,
à tous présens et à venir, salut :

Le désir que nous avons de profiter du retour de la paix, pour maintenir de plus en plus le bon ordre dans l'intérieur de notre royaume, nous fait regarder comme un des principaux objets de notre attention, les inconvénients de la multiplication des établissemens des gens de mainmorte et de la facilité qu'ils trouvent à acquérir des fonds naturellement destinés à la subsistance et à la conservation des familles. Elles ont souvent le déplaisir de s'en voir privées, soit par la disposition que les hommes ont à former des établissemens nouveaux qui leur soient propres et fassent passer leurs noms à la postérité avec le titre de fondateurs, soit par une trop grande affection pour les établissemens déjà autorisés, dont plusieurs testateurs préfèrent l'intérêt à celui de leurs héritiers légitimes. Indépendamment même de ces motifs, il arrive souvent que, par les ventes qui se font à des gens de mainmorte, les biens immeubles qui passent entre leurs mains cessent pour toujours d'être dans le commerce; en sorte qu'une très grande partie des fonds de notre royaume se trouve actuellement possédée par ceux dont les biens, ne pouvant être diminués par des aliénations, s'augmentent au contraire continuellement par de nouvelles acquisitions :

Nous savons que les rois nos prédécesseurs, en protégeant les établissemens qu'ils jugeaient utiles à leur état ont souvent renouvelé les défenses d'en former de nouveaux sans leur autorité; et le feu roi, notre très honoré seigneur

et bisaïeul, y ajouta des peines sévères par les lettres patentes en forme d'édit, du mois de décembre 1666; Il est d'ailleurs dans notre royaume un genre de biens, tels que les fiefs et les censives, dont les établissements, même les plus autorisés, pouvaient être contraints de vider leurs mains, parce qu'en diminuant, par l'acquisition qu'ils en faisaient, les droits dus à notre domaine, ils diminuaient aussi ceux des seigneurs particuliers lorsque les droits fonds acquis étaient dans leur mouvance, et ils ne pouvaient s'affranchir de cette obligation qu'en obtenant des lettres d'amortissement, qui ne devaient leur être accordées qu'en connaissance de cause et toujours relativement au bien de l'état. Mais ce qui semblait devoir arrêter le progrès de leurs acquisitions, a servi au contraire à l'augmenter contre l'intention du législateur, par l'usage qui s'est introduit de recevoir d'eux, sans aucun examen, le droit d'amortissement qu'ils se sont portés sans peine à payer, dans l'espérance de faire mieux valoir les fonds qu'ils acquéraient que les anciens propriétaires. La multiplication des rentes constituées sur des particuliers, a contribué encore à l'accroissement des biens possédés par des gens de mainmorte, parce qu'il arrive souvent par la négligence du débiteur à acquitter les arrérages de ces rentes ou par les changements qui surviennent dans sa fortune, qu'ils trouvent le moyen de devenir propriétaires des fonds mêmes sur lesquels elles étaient constituées. Ils se sont servis enfin de la voie du retrait féodal pour réunir à leur domaine les fiefs vendus dans leur mouvance. Plusieurs coutumes, à la vérité, les ont déclarés incapables d'exercer ce droit; mais le silence des autres donne lieu de former un doute sur ce sujet, qui ne peut être entièrement résolu que par notre autorité, le meilleur usage que nous puissions en faire dans une ma-

tière si importante, est de concilier autant qu'il est possible, l'intérêt des familles avec la faveur des établissements véritablement utiles au public ; c'est ce que nous nous proposons de faire, soit en nous réservant d'autoriser ceux qui pourraient être fondés sur des motifs suffisants de religion et de charité soit en laissant aux gens de mainmorte déjà établis, la faculté de nous exposer les raisons qui peuvent nous porter à leur permettre d'acquérir quelques fonds, et en leur conservant une entière liberté de posséder des rentes constituées sur nous ou sur ceux qui ont la même condition qu'eux, dont la jouissance leur sera souvent plus avantageuse, et toujours plus convenable au bien public, que celle des domaines ou des rentes hypothéquées sur les biens des particuliers. A ces causes et autres considérations à ce nous mouvantes, de l'avis de notre conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons, par notre présent édit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plait ce qui suit :

Article premier. — Renouvelant en tant que de besoin les défenses portées par les ordonnances des rois nos prédécesseurs, voulons qu'il ne puisse être fait aucun nouvel établissement de chapitres, collèges, séminaires, maisons ou communautés religieuses, même sous prétexte d'hospices, congrégations, confréries, hôpitaux et autres corps et communautés, soit ecclésiastiques, séculières ou régulières, soit laïques de quelque qualité qu'elles soient, ni pareillement aucune nouvelle érection de chapelles ou autres titres de bénéfices dans toute l'étendue de notre royaume, terres et pays de notre obéissance, si ce n'est en vertu de notre permission expresse portée par nos lettres patentes enregistrées en nos parlements et conseils supérieurs,

chacun dans son ressort en la forme qui sera prescrite ci-après.

Art. 2. — Défendons de faire à l'avenir aucune disposition par acte de dernière volonté, pour fonder un nouvel établissement de la qualité de ceux qui sont mentionnés dans l'article précédent, ou au profit des personnes qui seraient chargées de former ledit établissement; le tout à peine de nullité : ce qui sera observé quand même la disposition serait faite à la charge d'obtenir nos lettres patentes.

Art. 3. — N'entendons comprendre dans les deux articles précédens, les fondations particulières qui ne tendraient à l'établissement d'aucuns nouveaux corps, collèges ou communautés, ou à l'érection d'un nouveau titre de bénéfice et qui n'auraient pour objet que la célébration des messes ou obits, la subsistance d'étudiants ou de pauvres ecclésiastiques ou séculiers, des mariages de pauvres filles; écoles de charité, soulagement de prisonniers ou incendiés, ou autres œuvres pieuses de même nature, et également utiles au public; à l'égard desquelles fondations il ne sera point nécessaire d'obtenir nos lettres patentes, et il suffira de faire homologuer les actes ou dispositions qui les contiendront, en nos parlements et conseils supérieurs, chacun dans son ressort, sur les conclusions ou réquisitions de nos procureurs généraux; voulons qu'il soit en même temps pourvu, par nos dits parlements ou conseils supérieurs, à l'administration des biens destinés à l'exécution desdites fondations, et aux comptes qui en seront rendus.

Art. 4. — Ceux qui voudront faire, par des actes entre vifs un nouvel établissement de la qualité mentionnée dans l'article premier, seront tenus, avant toute donation ou convention, de nous faire présenter le projet de l'acte par lequel ils auront l'intention de faire ledit établissement pour

en obtenir la permission par les lettres patentes lesquelles ne pourront être expédiées, s'il nous plaît de les accorder, qu'avec la clause expresse que dans l'acte qui sera passé pour consommer ledit établissement, il ne pourra être fait aucune addition ni changement audit projet, qui sera attaché sous le contre scel de nosdites lettres patentes, et après l'enregistrement des dites lettres, ledit acte sera passé dans les formes requises pour la validité des contrats ou donations entre vifs.

Art. 5. — Déclarons que nous n'accorderons aucune lettre patente pour permettre un nouvel établissement, qu'après nous être fait informer exactement de l'objet et de l'utilité dudit établissement, nature, valeur et qualité des biens destinés à le doter, par ceux qui peuvent en avoir connaissance, notamment par les archevêques ou évêques diocésains, par les juges royaux, par les officiers municipaux ou syndics de communautés, par les administrateurs des hôpitaux, par les supérieurs des communautés déjà établies dans les lieux où l'on proposera d'en fonder une nouvelle, pour, sur le compte qui nous en sera rendu par eux, chacun en ce qui le concerne, suivant la différente nature des établissements, y être par nous pourvu, ainsi qu'il appartiendra.

Art. 6. — Lorsqu'il y aura lieu de faire expédier nos lettres patentes pour autoriser l'établissement proposé, il sera fait mention expresse dans lesdites lettres, ou dans un état qui sera annexé sous le contre scel d'icelles, des biens destinés à la dotation dudit établissement, sans que dans la suite, il puisse en être ajouté aucun autre de la qualité marquée par l'art. 14, qu'en se conformant à ce qui sera réglé ci-après sur les acquisitions qui seraient faites par des gens de main, morte; ce que nous voulons pareillement être observé,

même à l'égard des établissements déjà faits en vertu des lettres patentes dument enregistrées; et ce, nonobstant toutes clause ou permissions générales, par lesquelles ceux qui auraient obtenu les dites lettres, auraient été autorisés à acquérir des biens-fonds indistinctement, ou jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Art. 7. — Les dites lettres patentes seront communiquées à notre procureur général en notre parlement ou conseil supérieur, pour être par lui fait telles réquisitions, ou pris telles conclusions qu'il jugera à propos; et les dites lettres ne pourront être enregistrées qu'après qu'il aura été informé, à sa requête, de la commodité ou incommodité dudit établissement, et qu'il aura été donné communication desdites lettres aux personnes dénommées dans l'article 5 ci-dessus, suivant la nature dudit établissement, comme aussi aux seigneurs dont les biens seront mouvans immédiatement en fief ou en roture, ou qui ont la haute-justice sur lesdits biens, même aux autres personnes dont nos parlements ou conseils supérieurs à propos d'avoir l'avis ou le consentement; et seront les dites formalités observées à peine de nullité.

Art. 8. — Les oppositions qui pourront être formées avant l'enregistrement des dites lettres; comme aussi celles qui se feraient après ledit enregistrement seront communiquées à notre procureur général, pour y être, sur ses conclusions, statué par nosdits parlemens ou conseils supérieurs ainsi qu'il appartiendra.

Art. 9. — Désirant assurer pleinement l'exécution des dispositions du présent édit, concernant les établissements mentionnés dans l'article premier, déclarons nuls tous ceux qui seraient faits à l'avenir, sans avoir obtenu nos lettres patentes, et les avoir fait enregistrer dans les formes ci-des-

sus prescrites. Voulons que tous les actes et dispositions qui pourraient avoir été faits en leur faveur, directement ou indirectement, ou par lesquels ils auraient acquis des biens de quelque nature que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, soient déclarés nuls, sans qu'il soit besoin d'obtenir des lettres de rescision contre lesdits actes; et que ceux qui se seraient ainsi établis, ou qui auraient été chargés de former ou administrer les dits établissements, soient déchus de tous les droits résultant desdits actes et dispositions, même de la répétition des sommes qu'ils auraient payées pour lesdites acquisitions, ou employées en constitution de rentes, ce qui sera observé, nonobstant toute prescription et tous consentements exprès ou tacites qui pourraient avoir été donnés à l'exécution des dits actes ou dispositions.

Art. 10. — Les enfants ou présomptifs héritiers seront admis, même du vivant de ceux qui auront fait lesdits actes ou dispositions, à réclamer les biens par eux donnés ou aliénés. Voulons qu'ils en soient envoyés en possession, pour en jouir en toute propriété, avec restitution de fruits ou arrérages, à compter du jour de la demande qu'ils en auront formée. Laissons à la prudence des juges d'ordonner ce qu'il appartiendra par rapport aux jouissances échues avant ladite demande; et le contenu au présent article aura lieu pareillement, après la mort de ceux qui auront fait lesdits actes ou dispositions, en faveur de leurs héritiers, successeurs ou ayants cause; le tout à la charge qu'encore que la faculté à eux accordée par le présent article n'ait été exercée par l'un d'eux, elle profitera également à tous ses cohéritiers ou ayant le même droit que lui, lesquels seront admis à partager avec lui, suivant les lois et coutumes des lieux, les biens réclamés, soit pendant la vie ou la mort de celui qui aura fait lesdits actes ou dispositions.

Art. 11. — Les seigneurs dont aucun desdits biens seront tenus immédiatement, soit en fief ou roture, et qui ne seront pas eux-mêmes du nombre des gens de mainmorte, pourront aussi demander à en être mis en possession, avec restitution des jouissances, à compter du jour de la demande qu'ils en formeront; à la charge, néanmoins, qu'en cas que les personnes mentionnées en l'article précédent forment leur demande, même postérieurement à celle des seigneurs, ils leur seront préférés; comme aussi, que lesdits seigneurs seront tenus de leur remettre lesdits fonds, si lesdites personnes en forment la demande dans l'an et jour après le jugement qui en aura mis lesdits seigneurs en possession; auquel cas les fruits échus depuis ledit jugement jusqu'au jour de la dite demande, demeureront aux dits seigneurs; voulons que la propriété desdits fonds leur soit acquise irrévocablement, s'il n'a point été formé de demande dans ledit délai; et lorsque lesdits seigneurs seront du nombre des gens de mainmorte, il y sera pourvu, ainsi qu'il est marqué par l'art. suivant.

Art. 12. — Enjoignons à nos procureurs généraux, dans chacun de nos dits parlements et conseils supérieurs, de tenir la main à l'exécution du présent édit, concernant lesdits établissements; et en cas de négligence de la part de parties ci-dessus mentionnées, il sera ordonné, sur le réquisitoire de notre procureur-général, que, faute par les personnes dénommées en l'article 10 et par les seigneurs qui ne seraient gens de mainmorte, de former leur demande dans le délai qui sera fixé à cet effet, et qui courra du jour de la publication et affiches faites aux lieux accoutumés, de l'arrêt qui aura été rendu, lesdits biens seront vendus au plus offrant et dernier enchérisseur, et que le prix en sera confisqué à notre profit, pour être par nous appliqué à

tels hôpitaux ou employés au soulagement des pauvres ou à tels ouvrages publics que nous jugerons à propos.

Art. 13. — A l'égard des établissements de la qualité marquée par l'article premier qui seraient antérieurs à la publication du présent édit, voulons que tous ceux qui auraient été faits depuis les lettres patentes en forme d'édit du mois de décembre 1666, ou dans les trente années précédentes, sans avoir été autorisées par des lettres patentes bien et dument enregistrées, soient déclarés nuls; comme aussi tous les actes ou dispositions faites en leur faveur, ce qui aura lieu nonobstant toutes clauses et dispositions générales par lesquelles il aurait été permis à des ordres ou communautés régulières d'établir de nouvelles maisons dans les lieux qu'ils jugeraient à propos, nous réservant néanmoins, à l'égard de ceux desdits établissements qui subsistent paisiblement et sans aucune demande en nullité formée avant la publication du présent édit, de nous faire rendre compte, tant de leur objet que de la nature et quantité des biens dont ils sont en possession, pour y pourvoir ainsi qu'il appartiendra, soit en leur accordant nos lettres patentes, s'il y échoit, soit en réunissant lesdits biens à des hôpitaux ou autres établissements déjà autorisés, soit en ordonnant qu'ils seront vendus, et que le prix en sera appliqué, ainsi qu'il est porté par l'article précédent.

Art. 14. — Faisons défenses à tous gens de mainmorte d'acquérir, recevoir, ni posséder à l'avenir aucun fonds de terre, maisons, droits réels, rentes foncières ou non rachetables, même des rentes constituées sur des particuliers, si ce n'est après avoir obtenu nos lettres patentes pour parvenir à ladite acquisition et pour l'amortissement desdits biens et après que lesdites lettres, s'il nous plait de les accorder, auront été enregistrées en nosdites cours de par-

lement, ou conseils supérieurs, en la forme qui sera ci-après prescrite; ce qui sera observé nonobstant toutes clauses ou dispositions générales qui auraient pu être insérées dans les lettres patentes ci-devant obtenues par des gens de mainmorte, par lesquelles ils auraient été autorisés à recevoir ou acquérir des biens-fonds indistinctement ou jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Art. 15. — La disposition de l'article précédent sera observée, même à l'égard des fonds, maisons, droits réels, et rentes qui seraient réputés meubles, suivant les coutumes statuts et usages des lieux.

Art. 16. — Voulons aussi que la disposition de l'article 14 soit exécutée, à quelque titre que lesdits gens de mainmorte puissent acquérir les biens y mentionnés, soit par vente, adjudication, échange, cession, ou transport, même en paiement de ce qui leur serait dû, soit par donations entre vifs pures et simples ou faites à la charge de service ou fondation, et, en général, pour quelque chose gratuite ou onéreuse que ce puisse être.

Art. 17. — Défendons de faire à l'avenir aucune disposition de dernière volonté pour donner aux gens de mainmorte des biens de la qualité marquée par l'article 14; voulons que lesdites dispositions soient déclarées nulles, quand bien même elles seraient faites à la charge d'obtenir nos lettres patentes ou qu'au lieu de donner directement les dits biens aux dits gens de mainmorte; celui qui en aurait disposé aurait ordonné qu'ils seraient vendus ou régis, par d'autres personnes, pour leur en remettre le prix ou les revenus.

Art. 18. — Déclarons n'avoir entendu comprendre dans la disposition des articles 14, 15, 16 et 17 ci-dessus, les rentes constituées sur nous, ou sur le clergé, diocèses, pays

d'Etat, villes ou communautés que lesdits gens de main-morte pourront acquérir et recevoir, sans être obligés d'obtenir nos lettres-patentes; voulons qu'ils en soient dispensés, même pour celles qu'ils ont acquises par le passé.

Art. 19. — Voulons qu'à l'avenir il ne puisse être donné ni acquis pour l'exécution des fondations mentionnées dans l'article 3, que des rentes de la qualité marquée par l'article précédent, lorsque lesdites fondations seront faites par des dispositions de dernière volonté : et si elles sont faites par des actes entre vifs, il ne pourra être donné ou acquis pour l'exécution desdites fondations, aucuns des biens énoncés dans l'article 14, qu'après avoir obtenu nos lettres patentes, et les avoir fait enregistrer ainsi qu'il est porté par ledit article; le tout à peine de nullité.

Art. 20. — Dans tous les cas où il sera nécessaire d'obtenir nos lettres patentes suivant ce qui est porté par les articles 14 et 19, elles ne seront par nous accordées qu'après nous être fait rendre compte de la nature et valeur des biens qui en seront l'objet, comme aussi de l'utilité et des inconvénients de l'acquisition que lesdits gens de main-morte voudraient en faire, ou de la fondation à laquelle ils seraient destinés.

Art. 21. — Lesdites lettres patentes, en cas que nous jugions à propos de les accorder, ne pourront être enregistrées que sur les conclusions de nos procureurs généraux, après qu'il aura été informé de la commodité ou incommodité de l'acquisition ou de la fondation, et qu'il aura été donné communication desdites lettres aux seigneurs dont lesdits biens seraient tenus immédiatement, soit en fief ou en roture, ou qui auraient la haute justice, même aux autres personnes dont nosdites cours de parlement, ou conseils supérieurs jugeraient à propos de prendre les avis ou le

consentement; et s'il survient des oppositions, soit avant ou après l'enregistrement desdites lettres, il y sera statué sur les conclusions de nosdits procureurs généraux ainsi qu'il appartiendra.

Arl. 22. — Défendons à tous notaires, tabellions ou autres officiers, de passer aucun contrat de vente, échange, donation, cession ou transport des biens mentionnés dans l'article 14, ni aucun bail à rente ou constitution de rente sur particuliers au profit desdits gens de mainmorte ou pour l'exécution desdites fondations, qu'après qu'il leur sera apparu de nos lettres patentes, et de l'arrêt d'enregistrement d'icelles, desquelles lettres et arrêts il sera fait mention expresse dans lesdits contrats ou autres actes, à peines de nullité, d'interdiction contre lesdits notaires, tabellions ou autres officiers, des dommages-intérêts des parties, s'il y échoit, et d'une amende qui sera arbitrée suivant l'exigence des cas; laquelle sera appliquée, savoir un tiers au dénonciateur, un tiers à nous, et un tiers aux seigneurs dont les biens seront tenus immédiatement; et en cas qu'ils soient tenus de notre domaine, ladite amende sera appliquée à notre profit pour les deux tiers.

Arl. 23. — Il ne sera expédié à l'avenir aucune quittance du droit d'amortissement qui sera dû pour les biens de la qualité marquée par l'article 14, s'il n'a été justifié de nos dites lettres patentes et arrêts d'enregistrement d'icelles; desquelles lettres et arrêts il sera fait mention expresse dans lesdites quittances; ce qui sera exécuté à peine de nullité, et en outre de confiscation au profit de l'hospice général le plus prochain, des sommes qui auraient été payées pour l'amortissement des dits biens avant lesdites lettres et arrêts voulons que ceux qui les auraient payées ne puissent être; admis dans la suite à obtenir des lettres-patentes pour rai-

son des mêmes biens, nous réservant au surplus d'expliquer plus amplement nos intentions sur le cas où le droit d'amortissement sera dû, et sur la quotité dudit droit.

Art. 24. — Défendons à toutes personnes de prêter leurs noms à des gens de mainmorte, pour l'acquisition ou la jouissance des biens de ladite qualité, à peine de 3.000 livres d'amende, applicables ainsi qu'il est porté par l'article 22, même sous plus grande peine, suivant l'exigence des cas.

Art. 25. — Les gens de mainmorte ne pourront exercer à l'avenir aucune action en retrait féodal ou seigneurial, à peine de nullité; à l'effet de quoi nous avons dérogé et dérogeons à toutes lois, coutumes, ou usages qui pourraient être à ce contraire; sauf auxdits gens de mainmorte à se faire payer les droits qui leur seront dus, suivant les lois, coutumes ou usages des lieux.

Art. 26. — Dans tous les cas dans lesquels les biens de la qualité marquée par l'article 14 pourraient échoir auxdits gens de mainmorte, en vertu des droits acquis aux seigneuries à eux appartenantes, ils seront tenus de les mettre hors de leurs mains dans un an, à compter du jour que lesdits biens leur auront été dévolus, sans qu'ils puissent les faire passer à d'autres gens de mainmorte, ou employer le prix des dits biens à en acquérir d'autres de la même qualité; et faute de satisfaire à la présente disposition dans ledit temps, lesdits biens seront réunis à notre domaine, si la seigneurie appartenante aux dits gens de mainmorte est dans notre mouvance immédiate; et si elle relève des seigneurs particuliers, il leur sera permis, dans le délai d'un an, après l'expiration dudit temps, d'en demander la réunion à leur seigneurie; faute de quoi ils demeureront réunis de plein droit à notre domaine, et les fermiers ou receveurs de nos

domaines feront les diligences et poursuites nécessaires pour s'en mettre en possession.

Art. 27. — Pour assurer l'entière exécution des dispositions portées par les articles 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21 et 25 ci-dessus, concernant les biens de la qualité marquée auxdits articles, voulons que tout ce qui est contenu dans l'article 9, au sujet des nouveaux établissements non autorisés soit observé par rapport aux dispositions ou actes par lesquels aucuns desdits biens auraient été donnés ou aliénés, contre ce qui est réglé par le présent édit, à des gens de mainmorte, corps ou communautés valablement établies, ou pour l'exécution des fondations ci-dessus mentionnées; voulons pareillement que les personnes dénommées aux articles 10 et 11, puissent répéter lesdits biens, ainsi qu'il est porté auxdits articles, et qu'en cas de négligence de leur part, ils soient vendus sur la réquisition de notre procureur général, suivant ce qui est prescrit par l'article 12.

Art. 28. — N'entendons rien innover en ce qui concerne les dispositions ou actes ci-devant faits en faveur des gens de mainmorte légitimement établis, ou pour l'exécution de dites fondations, lorsque lesdites dispositions ou actes auront une date authentique avant la publication des présentes, ou auront été faits par des personnes décédées avant ladite publication; et les contestations qui pourraient naître au sujet desdites dispositions ou actes, seront jugées par les juges qui en doivent connaître, suivant les lois et la jurisprudence qui avait lieu avant le présent édit, dans chacun des pays du ressort de nosdits parlements ou conseils supérieurs.

Art. 29 et dernier. — Toutes les demandes qui seront formées en exécution des dispositions du présent édit, seront portées directement en la première chambre de nosdites

cours de parlement ou conseils supérieurs, et ce privativement à tous autres, pour y être statué, sur les conclusions de notre procureur général, dérogeant à cet effet à toutes évocations, committimus, ou autres privilèges accordés par le passé, ou qui pourraient l'être dans la suite à tous ordres, même à l'ordre de Malthe, à celui de Fontevault, ou à toutes congrégations, corps, communautés, ou particuliers lesquels n'auront aucun effet en cette matière.

Si donnons en mandement...

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY

Vu :

Le Président de Thèse,

Henri REGNAULT

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. — D'Aguesseau. — Son but législatif. — Ses ordonnances. — Sa démission. — Sa mort. — Ses convictions religieuses	3
La Mainmorte.....	12

PREMIERE SECTION

LES ETABLISSEMENTS DE MAINMORTE AVANT L'EDIT D'AOUT 1749

Chapitre premier. — La législation royale au moyen âge.....	14
Des biens d'Eglise sous les rois de France. — Les spoliations des Carolingiens. — L'accroissement des biens ecclésiastiques en l'an 1000. — Les serments, celui d'Aimard, seigneur du Bourbonnais.	
La réaction royale et seigneuriale. — L'indemnité seigneuriale et l'amortissement royal. — Saint-Louis, Philippe le Hardi et Philippe le Bel. — Les légistes et l'amortissement royal.....	19
Chapitre II. — Modification de l'état d'esprit. L'influence du mercantilisme et de Colbert. — Les mesures prises; l'ordonnance d'Orléans 1560 et de Moulins 1566. — L'action de Louis XIII.....	27
Chapitre III. — Louis XIV et les Gens de mainmorte. — L'ordonnance de 1666.....	31

DEUXIEME SECTION

D'AGUESSEAU ET LES GENS DE MAINMORTE

Chapitre IV. — Sa plaidoirie dans l'affaire des héritiers de Mme de Vaugermain. — Les déclarations de 1731 sur les droits d'amortissements. — De 1738 sur les gens de mainmorte pour les pays bas-français. — De 1739 pour le pays Massin. — De 1743 pour les colonies françaises de l'Amérique.....	36
Chapitre V. — La préparation de l'édit d'août 1749.....	46
Rapport de Joly de Fleury de mai 1728. — Lettres de d'Aguesseau au procureur général près le parlement de Paris, en 1739. — Le rôle important du contrôleur général Machault d'Arnouville.	

L'édit de mai 1749 sur l'impôt du vingtième. — La correspondance de Machault avec les évêques. — Sa coopération à l'édit d'août. — Le concours royal. — L'enregistrement de l'édit au parlement et à la Cour des Comptes	50
--	----

Chapitre VI. — Commentaires de l'édit.	62
---	----

Le préambule.—Les treize premiers articles sur les nouveaux établissements.—L'acquisition des biens et les quinze autres articles. — La responsabilité des notaires et officiers royaux. — L'interdiction des prête-noms

Chapitre VII. — La lettre circulaire de d'Aguesseau aux procureurs généraux du 14 mai 1750.	72
--	----

TROISIEME SECTION

L'OPINION DES CONTEMPORAINS SUR L'EDIT

Chapitre VIII. — Les remontrances du parlement de Grenoble. — Les lettres échangées.	76
---	----

Chapitre IX. — Les représentations du Conseil provincial de l'Artois	81
---	----

Chapitre X. — Les critiques de d'Argenson et de Joly de Fleury. — D'Argenson voit dans l'édit une machine de guerre contre l'Eglise et un expédient financier, — Joly de Fleury dépose un mémoire	85
--	----

Chapitre XI. — Les hôpitaux demandent des modifications.	92
---	----

Chapitre XII. — Les protestations du clergé. — Rôle des agents généraux du clergé. — Réponse de d'Aguesseau à l'évêque de Grenoble. — Lettre de l'archevêque d'Auch au cardinal de Tencin pour demander son intervention personnelle auprès du Roi. — Les assemblées de 1750, 1755, 1758.	95
--	----

QUATRIEME SECTION

L'OBSERVANCE DE L'EDIT

Chapitre XIII. — Le parlement fait observer l'édit. — Rapport du procureur général 18 avril 1760. — Arrêt concernant les Jésuites 6 août 1762. — Edit de novembre 1764	107
---	-----

Chapitre XIV. — La législation postérieure.	110
--	-----

Apaisement donné à certaines critiques. — Déclaration du 20 juillet 1762 en interprétation de l'édit d'août 1749

Chapitre XV. — Fin de la législation royale.....	114
---	------------

Décret du 2 novembre 1789. — Décret des 13-19 février 1790. — Décret du 17 août 1792. — Loi du 18 août 1792	
--	--

APPENDICE

Chapitre XVI. — Appréciation des habitants sur les établissements de mainmorte. — Fondation du couvent de Saint-Malo. — Les autorisations nécessaires.—Les services rendus aux habitants par les moines.— L'arrêt du Roi Louis XV ordonnant la suppression de couvents contenant moins de dix membres. — Protestations du maire de la ville au nom des habitants. — Sa lettre à MM. Joly de Fleury et Baugeois de Boyne pour demander le maintien du couvent. — Le succès de la démarche du conseil et du maire..	117
--	------------

Texte de l'Edit concernant les établissements et acquisitions des gens de main-morte du mois d'août 1749	127
---	-----

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris. 1933
